

Maurice Thiery. 1914-1917. Le Nord de la France sous le joug allemand (d'après des témoignages authentiques).... 1919.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

MAURICE THIÉRY

1914 — 1918

LE

NORD DE LA FRANCE

SOUS

LE JOUG ALLEMAND

(D'après des témoignages authentiques)

*« ... Le régime atroce imposé aux
pays envahis... »*

(Réponse des Alliés au président Wilson)



PARIS

E. DE BOCCARD, ÉDITEUR

1, RUE DE MÉDICIS, 1

1919



Printed

LE
NORD DE LA FRANCE
SOUS LE JOUG ALLEMAND

8. Lk¹

497

DU MÊME AUTEUR

Contes d'un village. Péronne, 1899.

A travers Paris. Welf, Paris, 1900.

Contes picards. Péronne, 1902.

Silhouettes picardes. Amiens, 1903.

Journal d'un officier français. Mame, Tours, 1903.

Contes du Vermandois. Saint-Quentin, 1903.

La Vieille Ferme, roman. Paris, 1910.

Sous le Chaume, roman. Paris, 1912.

Dans la Picardie dévastée. De Boccard, Paris, 1918

MAURICE THIÉRY

1914 — 1918

**LE
NORD DE LA FRANCE**

SOUS

LE JOUG ALLEMAND

(D'après des témoignages authentiques)

*« ... Le régime atroce imposé aux
pays envahis... »*

(Réponse des Alliés au président Wilson)



PARIS

E. DE BOCCARD, ÉDITEUR

1, RUE DE MÉDICIS, 1

1919

L'OCCUPATION ALLEMANDE DANS LE NORD

I

QUAND LILLE FUT ENVAHIE

« Posez bien en principe que tout ce que vous avez pu entendre dire au sujet des Allemands à Lille est au-dessous de la vérité : ces gens-là sont des bandits, — rien que des bandits ! »

C'est le receveur municipal de Lille, M. Welhoff, qui parle ainsi.

« Dès leur arrivée à Lille, raconte-t-il, les Allemands eurent deux précautions : s'emparer de l'usine de distribution des eaux, afin de faire peser constamment sur la population la menace de l'incendie sans secours possible, et dresser un inventaire précis, détaillé, de ce que contenaient tous les immeubles de Lille.

Pour inspirer immédiatement la terreur, ils mirent, à l'aide de grenades jetées par les soldats,

le feu à la rue Faidherbe, qu'ils brûlèrent, puis ils commencèrent l'inventaire des autres quartiers.

Quand cette opération fut terminée, ils procédèrent méthodiquement à l'enlèvement : toutes les matières premières et manufacturées, tous les métiers, toutes les machines, tous les outils furent soigneusement prélevés, numérotés, emballés et expédiés en Allemagne. Chez les particuliers, le moindre brin de laine fut ramassé : il n'y eut plus à Lille un seul matelas, pas même dans les hôpitaux !

La Compagnie de Fives-Lille avait entrepris la construction d'un vaste hangar. L'armature métallique était en place ; elle fut démontée et doit avoir permis de construire à bon marché une usine chez nos ennemis.

Un service spécial, parfaitement organisé, sous le nom de « Service des réquisitions civiles », procédait tranquillement à ces vols. Il fit la rafe de tous les objets en cuivre. Sous les yeux de leurs propriétaires, ces objets étaient brisés à coups de marteau, quelle que fût leur valeur artistique, et pesés. Le poids en était inscrit sur un bulletin remis comme bon de réquisition !

Puis ce fut le tour des musées et collections, qui, peu à peu, se dépouillèrent de leurs pièces les plus rares.

Les maisons privées furent, jusqu'en 1915, exemptes de pillage. Mais, à ce moment, le haut commandement des armées du Nord vint s'installer à Lille. Des officiers le précédèrent pour préparer

le cantonnement. Ils arrivèrent, sans la moindre hésitation, chez les habitants en disant aux uns : « Dans huit jours, vous devrez avoir vidé les lieux : un de nos chefs logera à votre place. Rien ne devra être déménagé ! » ; à d'autres, au contraire, ils intimaient : « Dans votre salon, vous pourrez enlever tel et tel meuble », ou : « Votre mobilier, tout entier, qui ne nous convient pas, devra être enlevé. » Chez quelques-uns, l'ordre portait : « Le personnel domestique restera au service des nouveaux occupants. » Pas un détail n'avait été omis...

Cependant, sous l'œil dédaigneux des autorités allemandes, la vie municipale continua. Les écoles s'ouvrirent sans ingérence de l'ennemi. Le ravitaillement se faisait par les soins du comité hispano-américain et par des achats effectués en Hollande. Chaque habitant eut droit à deux kilos cinq cents par semaine d'un pain relativement mangeable.

Une chose plus affreuse que tout fut, en 1916, l'enlèvement des jeunes filles sous prétexte de les envoyer coopérer à l'arrière aux travaux agricoles. En pleine nuit, les Boches cernaient un quartier avec des mitrailleuses, puis on barrait les rues. Des sous-officiers pénétraient dans chaque maison, faisaient lever et descendre tout le monde ; un officier passait et désignait celles des femmes qui, sans autre explication, devaient immédiatement partir. On devine les scènes déchirantes qui se produisirent, quelles tortures physiques et morales ces malheureuses endurent ! »

M. Welhoff poursuit son récit, inépuisable, de toutes les vexations, de toutes les atrocités infligées sans arrêt à ses compatriotes.

Mais on lui demande : « Et vous ? Quelles furent vos relations avec eux ? »

« Moi, répond-il, modeste et gêné, je leur ai tenu tête, simplement. C'est la méthode qu'il faut suivre avec eux.

Dès les premières heures de l'occupation, ils frappèrent naturellement à ma caisse pour prélever une contribution de guerre. Je discutai âprement, puis il fallut payer.

Lorsque les fonds disponibles de la ville furent épuisés, nous décidâmes d'émettre des bons, sûr que notre France serait victorieuse, et que nous pouvions avoir toute confiance. Nous ne perçûmes pas un sou d'impôt. J'étais le seul caissier public payant pour l'Etat, le département et la ville. Nous avons ainsi émis pour trois cent quatre-vingt-cinq millions de billets, avec lesquels furent assurés les services publics et le paiement des allocations, et prêté vingt et un millions aux communes de l'arrondissement. Nous avons distribué soixante-deux millions de secours aux chômeurs.

Quant aux réquisitions allemandes, — aux rapines, pour mieux dire, — elles s'élèvent à cent quatre-vingt-dix-neuf millions !

Mais j'ai la satisfaction de n'avoir jamais ouvert mon coffre-fort devant eux. Un jour qu'ils exigeaient tout de suite deux cent soixante-quinze mille francs, ils m'offrirent de rédiger un « protocole », comme

ils disent, constatant qu'ils s'étaient emparés de force de la somme. Je refusai énergiquement cet honneur et je payai quelques heures après, avec de l'argent apporté par les Lillois... En leur résistant, vous dis-je, on les mâte... »

Mais M. Welhoff omet, dans son tranquille et solide héroïsme, d'ajouter que c'est miracle qu'une semblable attitude ne l'ait pas conduit tout droit au poteau d'exécution ou tout au moins dans quelque prison de Germanie.

Les Barbares à Lille.

Le mercredi 14 octobre, furent apposées les premières affiches réglementant la police de la ville.

Entre autres choses on signifia « le dépôt des armes que possédaient les civils ». Les hommes aptes au service militaire durent se présenter à la kommandantur ; les possesseurs d'automobiles eurent vingt-quatre heures pour amener leurs voitures à la citadelle ; il fut interdit de toucher à ce qui avait trait à l'armée d'occupation, le tout sous peine d'être fusillé sur-le-champ. Au cas, aussi, « où seraient trouvés des hommes mobilisables ou encore un soldat français dans une maison, les locataires seraient fusillés et les maisons brûlées ».

Par la suite, tous les véhicules furent réquisitionnés et la ville frappée d'une amende de six millions.

Les Allemands firent ensuite déblayer les rues

encombrées par l'effet du bombardement, et rétablir le service des tramways, y compris ceux qui vont de Lille à Tourcoing et Roubaix ; ces derniers servirent surtout au transport des blessés allemands.

Dans les premiers jours de l'occupation, les vivres, tels que le lait, la viande, furent difficiles à trouver. Reconnaissant qu'ils en étaient victimes les premiers, les Allemands laissèrent alors circuler les laitières et les maraîchers des environs. La viande cependant devenait de plus en plus rare. A certains moments, on n'avait exclusivement que de la viande de mouton ou de bœuf, que la municipalité faisait distribuer chez les bouchers restés dans la ville.

Peu de temps après leur arrivée à Lille, les Allemands s'occupèrent de faire exécuter de nombreux travaux pour améliorer les ouvrages militaires existants. Des tranchées et des redoutes furent ajoutées aux remparts.

A deux ou trois kilomètres de la ville de gros canons furent braqués.

Autour de Lille, entre Saint-Maurice, la Madeleine et Saint-André, les Allemands installèrent leurs parcs d'artillerie et du génie, n'hésitant pas à mettre bas tout ce qui pouvait les gêner pour leur service. La citadelle aussi fut mise en état de défense, et les Lillois, en voyant tous ces préparatifs, se demandaient anxieusement quand viendrait l'heure de la délivrance. Les Allemands, eux, ne se gênaient pas pour déclarer que la ville était allemande et serait énergiquement défendue. D'ailleurs, tous les

services de l'ennemi furent organisés d'une façon qui indiquait bien leur intention de rester là jusqu'à l'extrême limite possible.

L'activité industrielle de Lille, Roubaix et Tourcoing fut arrêtée. Les réquisitions allemandes avaient saisi, pour les envoyer en Allemagne, toutes les matières premières : cuir, laine, cuivre, fer, etc. Les ateliers qui fonctionnaient encore étaient exclusivement réservés au service de l'armée allemande.

Le 22 octobre, des affiches furent apposées donnant trois jours à la population pour enlever ce qui se trouvait dans les caves des maisons incendiées. L'affiche faisait remarquer que, passé ce délai, le tout deviendrait propriété allemande. Il est bon de noter que lorsque les habitants transportaient des victuailles et du vin dans de grands paniers ou des charrettes, il se trouvait toujours, au coin d'une rue, une patrouille qui réquisitionnait immédiatement le tout et sans en donner de bons.

Le 27 octobre, le kaiser vint à Lille. Il descendit au *Royal Hôtel*. Cet établissement, situé derrière le Nouveau-Théâtre, avait été inauguré quinze jours avant la déclaration de guerre. Toutes les maisons mitoyennes à cet immeuble furent brûlées au cours du bombardement, seule le *Royal Hôtel* fut respecté ; on n'en sera pas surpris en apprenant que cet établissement était géré par deux brasseurs allemands. Sur le passage du kaiser dans les rues de Lille, les nombreux soldats qui le croisaient l'acclamaient par

de vigoureux « Hoch ». Le lendemain 28 Guillaume II quitta Lille.

Dès leur arrivée, les Allemands mirent à la rue les personnes soignées dans les hôpitaux civils ; les malades furent recueillis par des âmes charitables.

La ville de Lille durant l'occupation allemande a souffert du manque de vivres. Il arriva un moment où il n'y eut plus ni farine ni charbon. Quant au beurre, aux œufs, au lait, on en trouvait difficilement.

Profitant de la possibilité qu'ils avaient de circuler librement, sans « laissez-passer », entre Lille, Tourcoing et Roubaix, des Lillois tentèrent d'aller chercher dans les environs les denrées qui leur faisaient défaut. Mais Roubaix et Tourcoing ont subi de nombreuses réquisitions. Les Allemands y avaient saisi tout ce qui pouvait être enlevé comme produits d'alimentation. Les petites communes environnantes ont aussi été systématiquement pillées. Dès le mois de décembre 1914, il n'y avait plus à Lille ni pétrole, ni bougies, mais le gaz et l'électricité fonctionnaient, sous la surveillance des autorités allemandes.

L'ennemi avait installé un bureau de tabac dans la boutique de l'immeuble de Mièle, l'orfèvre allemand, dont les succursales ont été mises sous séquestre dans les autres villes de France.

Les habitants de Lille vécurent dans l'espoir d'une délivrance prochaine, mais bientôt ils éprouvèrent une angoisse difficile à décrire, quoique ayant toute confiance dans le résultat final : pendant deux jours,

ils n'entendirent plus, comme ils en avaient l'habitude, le bruit du canon. Ils crurent alors à la perte d'une bataille par les Alliés ; mais le canon s'étant de nouveau fait entendre, les Lillois eurent un regain d'espoir. Ce qui les privait beaucoup, c'était l'absence de nouvelles. Sur ce point encore, les décisions de l'envahisseur étaient draconiennes : ils n'étaient renseignés que par le fameux *Bulletin de Lille*, publié deux fois par semaine, sous le contrôle de l'autorité allemande.

Les Allemands ne plaisantaient pas ; c'est ainsi que M. Perquin, avocat, faillit être fusillé parce qu'il avait été surpris au moment où il rédigeait une proclamation ; il fut arrêté, fouillé et frappé ; ramené à Roubaix, on perquisitionna chez lui, pendant qu'on faisait appeler sa fille. Traduit en conseil de guerre, il ne dut son acquittement qu'à l'énergie de quelques avocats de Lille.

Mgr Charost fit preuve d'un grand patriotisme quoiqu'il ne fut guère respecté des Allemands.

L'homme éminent qui fut avec d'autres la noble incarnation de la hauteur d'âme lilloise, *Monsieur l'évêque*, comme on le nomme à Lille, rappelle qu'en 1915, au premier printemps de la guerre, les Teutons proclamaient avec arrogance que les ménagères de France ne permettraient sûrement pas à leurs hommes de passer un second hiver dans les tranchées.

Robuste successeur de ces ministres de Dieu qui, à l'époque d'Attila, tinrent tête hardiment à l'insolence du barbare, Mgr Charost fut, avec le préfet,

M. Trépont, et le maire, M. Delesalle, l'un des trois otages des premières heures.

Il expose qu'en ce qui le touche, ils conservèrent quelque courtoisie au moins dès le début de l'occupation :

Déférence ? Non. Ils n'ont le respect de personne. Politique ? Ils se targuaient, alors, de la prétention de faire admettre aux peuples civilisés que l'Allemagne devait être considérée comme la première nation religieuse du monde.

Mais la férocité naturelle du Hun reprit promptement le dessus.

En mai 1916, il éleva la voix avec indignation contre les inqualifiables enlèvements de jeunes gens et de jeunes filles, par lesquels l'Allemagne s'est à jamais déshonorée devant la conscience universelle.

Il écrivit à l'empereur pour lui faire observer qu'en tolérant de pareilles abominations, en admettant la déportation des femmes, des enfants, des vieillards, le bris de nos métiers, le sac de nos usines, il prolongeait la guerre bien au delà de la guerre, et enfonçait la haine au plus profond des cœurs !

Il ne reçut point de réponse et les ignominies persistèrent.

L'effervescence populaire était à son comble, et on pouvait craindre que le sang coulât.

Le gouverneur lui demanda d'intervenir auprès de la population pour la ramener au calme. Il refusa avec énergie.

— Une telle démarche, lui répondit-il, serait faire œuvre de servilité et m'abaisser à une sorte de complicité qui me fait horreur.

Son aide de camp poussa la lâcheté, ce jour-là, jusqu'à saisir Mgr Charost à l'épaule pour le faire sortir.

Deux de ses desservants ont été condamnés à mort : le curé de Bondues, pour avoir été trouvé possesseur d'un pistolet rouillé appartenant à son prédécesseur, et un jeune vicaire fut emprisonné pour avoir prédit que l'Alsace et la Lorraine seraient un jour rendues à la France.

Un autre ecclésiastique a été assassiné dans le jardin de son presbytère sous une fausse inculpation d'espionnage.

Le curé de Provin, à la tête de soixante-treize de ses paroissiens, et un autre prêtre des faubourgs sud de Lille, ont été exposés comme otages de protection au feu des mitrailleuses françaises.

Récit des atrocités Allemandes fait au Parlement par deux députés lillois.

Le 22 octobre 1918, deux députés de Lille, MM. Delory et Ragheboom ont repris leur place au Palais-Bourbon.

Après une allocution de M. Paul Deschanel, M. Delory monta à la tribune pour décrire quelques scènes du long drame. Il le fit simplement, d'une voix qui tremblait d'émotion.

« Permettez-moi de vous remercier sincèrement des marques de sympathie par lesquelles vous accueillez notre retour. Ragheboom, comme moi, vous exprimera toute sa reconnaissance. Malheureusement, un de nos collègues est mort à la veille de sa délivrance. Un autre représentant de l'arrondissement de Lille devrait être ici, mais son amour de la France, sa haine des atrocités qu'il voyait commettre l'a poussé à manifester trop hautement sa réprobation pour les Allemands, ce qui lui a valu trois ans de prison : Inghels est toujours dans les geôles allemandes.

« Ce n'est pas l'heure de faire un récit intégral des sévices exercés contre notre population. Le jour de le faire viendra, mais je ne puis passer sous silence, aujourd'hui, deux faits dont j'ai été témoin et qui sont restés dans ma mémoire comme les plus odieux.

« Ce fut d'abord, en 1916, la rafle des femmes et des jeunes filles, en pleine nuit, par la soldatesque allemande, les rues garnies de mitrailleuses, femmes et jeunes filles arrachées de leur sommeil, les soldats allemands restant dans la chambre à coucher pendant leur toilette, et, toutes, sans distinctions de classes, soumises à la visite sanitaire. (*Mouvements d'indignation*).

Une voix s'élève.

C'est M. Lenoir, député de Reims, qui s'écrit :
— Nous le dirons à nos enfants.

M. Delory continue :

« Depuis, il y a en plusieurs enlèvements

d'hommes — je pourrais dire d'enfants — et de vieillards forcés d'aller au travail sous la menace de coups et de suppression de nourriture.

« Il s'agissait non pas de travaux autorisés par la convention de Berne, mais de constructions d'abris pour les soldats allemands ou de transports de munitions, et cela à quelques kilomètres des lignes; si bien que beaucoup ont été blessés par la mitraille des nôtres.

« Tout cela, nous ne pourrions pas l'oublier.

Tous les députés crient : « Non ! non ! nous n'oublierons pas ! »

Il ajoute :

« Ce qu'a été l'héroïsme de notre population, il n'est guère possible de le dire maintenant. Malheureusement, nos municipalités et nos administrations craignaient toujours d'augmenter leurs dépenses : elles étaient obligées de restreindre leurs secours ; les denrées fournies par les comités étaient insuffisantes ; la mortalité s'est accrue dans des proportions effroyables.

« Vous retrouverez donc une population amaigrie, anémiée. Nous-mêmes, qui pouvions, grâce à la contrebande, profiter parfois de quelques suppléments de nourriture, vous ne vous étonnerez pas de nous retrouver aussi ardents, mais moins lourds qu'avant la guerre.

« Si, comme nous, vous aviez pu parcourir nos plaines dévastées, vous comprendriez tous qu'il est impossible de passer l'éponge sur de pareils faits.
(Applaudissements unanimes et prolongés.)

« La plaine de Lens évoque l'aspect d'un pays qu'on aurait livré à un entrepreneur de démolitions, disposant d'un matériel formidable. Il n'y reste pas trace d'un soubassement de maison. (*Mouvement.*)

« Et l'on voudrait... mais je ne crois pas qu'il puisse y avoir un Français... (*Vifs applaudissements répétés. Mouvement prolongé.*)

« A Douai, les carcasses des maisons demeurent. Mais la ville est morte. Plus un habitant, plus un meuble.

« Pour l'industrie, c'est la même chose.

Aux acclamations de la Chambre, M. Delory termine par ce cri :

« Jamais je n'ai été le partisan des conquêtes territoriales, j'en reste l'adversaire déterminé, mais ne pas réclamer une paix de justice serait, je le dis bien haut, un crime contre la France, un crime contre l'humanité !

C'est maintenant le tour de M. Ragheboom de paraître à la tribune.

Lui aussi, très simplement, il dénonce les crimes dont il a été témoin.

« Ainsi que Delory, je ne puis vous dire qu'une bien faible partie des souffrances que nos compatriotes et nous avons endurées.

« Oui, les Allemands avaient, par exemple, interdit de passer d'une commune à une autre, sous peine d'amende. Pour avoir parlé à l'une de ses cousines, ma femme a vu un Boche lever la main

sur elle et s'est entendu traiter de « grande salope ».
(*Mouvement.*)

« Des enfants de quinze ans ont été pendus par les poignets, puis enfermés trois jours sans nourriture, parce qu'ils refusaient de travailler pour l'ennemi. (*Mouvement d'indignation prolongé.*)

« Lors de la dernière rafle, vingt mille hommes de quinze à cinquante-cinq ans ont été enlevés. Ils ont dû marcher trois jours et trois nuits. Beaucoup sont morts. (*Mouvement.*)

« Des jeunes filles de bonne famille ont été obligées d'aller trier dans la boue des escarbilles pour se chauffer. Cent cinquante grammes de sucre, une demi-livre de lard rance ou de bœuf salé par quinzaine : voilà notre nourriture.

« A ce régime, la population est anémiée.

Et c'est un cri de haine contre les barbares qu'il lance et qui est longuement applaudi :

« Ils n'oublieront pas, eux ; ils auront toujours la haine au cœur. Nous les avons réconfortés le plus possible, en leur faisant espérer la délivrance. Je vous demande toute votre bienveillance pour des malheureux qui, dans leurs souffrances, ont été soutenus par un seul espoir : l'espoir, pour la France, d'une victoire complète et définitive.

Aux récits qui précèdent on peut joindre les confidences de quelques Lillois enfin libérés du joug allemand. Un même cri résume quatre années d'indicibles misères :

— Si vous saviez ce que nous avons souffert !

On en a trop vu... On ne sait pas où commencer.

Dans la nuit du 16 au 17 octobre 1918, les Lillois se demandaient si la ville n'allait pas être détruite. Les explosions retentissaient de tous côtés. Les Allemands du général von Quast faisaient sauter tous les accès de Lille, sans avoir prévenu les habitants des quartiers ravagés.

Leur départ? Des dévastations d'usines, des réquisitions nouvelles le faisaient pressentir; d'autres pillages semblaient l'annoncer. Cependant, le mercredi 16 octobre de nombreuses affiches étaient posées, annonçant la réouverture d'un théâtre pour le lendemain.

— Hypocrites et voleurs! dit un vieux Lillois, c'est ainsi que les Allemands se seront toujours montrés.

Ces réquisitions, un certain capitaine Nell, les avait conduites avec des soins singuliers! Tous les chevaux avaient été emmenés, même ceux des pompes funèbres.

Le gouverneur von Graevenitz avait quitté la préfecture, en disant qu'il allait s'installer ailleurs. Il exigea qu'on se rendît compte qu'il laissait le mobilier intact et qu'on lui en donnât acte, ce qu'on ne put lui refuser. Le lendemain, des soldats pillèrent méthodiquement la préfecture et enlevèrent tous les objets de valeur.

Il faudrait un volume pour dresser le bilan des crimes allemands à Lille.

Bornons-nous à rappeler quelques-unes des hu-

miliations et des souffrances de la population au cours de ces quatre années d'occupation.

La ville dut payer en impôts, durant ce laps de temps, cent quatre-vingt-un millions et soixante millions pour les communes environnantes. Quand aux amendes, elles furent innombrables et pour les motifs les plus divers ou les plus futiles.

Pendant que des jeunes gens étaient réunis pour être employés comme travailleurs, la sœur de l'un d'eux voulut lui remettre un morceau de pain. Un gendarme l'en empêcha. La jeune fille protesta contre cette cruauté. Le gendarme, feignant de voir une menace dans ce geste d'une malheureuse, saisit son revolver et la tua. La ville fut condamnée à payer une amende de cent cinquante mille francs.

C'est un fait entre bien d'autres. Malgré toutes les rigueurs auxquelles ils furent soumis, certains refusèrent de travailler pour les Allemands : ils furent enfermés dans une cave inondée, les pieds dans l'eau. Ils mouraient de faim. On faisait mine de leur apporter quelque nourriture, qui leur était enlevée avant qu'ils eussent pu y toucher.

Mais quelle forme de barbarie n'employèrent pas les Allemands ?

Des hommes qui, eux aussi, avaient refusé de travailler pour l'ennemi, furent attachés nus jusqu'à la ceinture, en plein hiver, à des arbres d'un boulevard.

Une jeune fille, causant à une amie, en attendant le tramway, commit l'imprudence de prononcer trop haut le mot : Boche. Un officier, qui attendait

comme elles la voiture publique, la fit conduire à la citadelle où elle fut emprisonnée trois jours et trois nuits.

Un jour, les Allemands mettent le feu à une maison, après l'avoir consciencieusement pillée. Les pompiers de la ville accourent. Un oberlieutenant regarde sa montre et leur dit ironiquement : « L'eau est arrêtée ; elle ne sera rendue que dans une heure. »

Le ridicule le dispute à l'odieux. Parmi les punitions infligées, qui devaient être mentionnées par le *Bulletin de Lille*, figure celle de quatre jours de prison « pour injure à un cheval allemand ».

Quand des femmes des familles les plus distinguées de Lille furent, après les hommes, prises comme otages, on les fit monter ostensiblement dans des wagons confortables. Le train partit. Au bout d'un quart d'heure il s'arrêtait et ces femmes étaient transférées dans des wagons à bestiaux.

Comme Bruxelles a la *Libre Belgique*, Lille eut son journal clandestin, la *Patience !* qui échappa longtemps à la police allemande.

Le gouverneur von Graevenitz, en langage lillois : *Monsieur j'ordonne*, la brute poméranienne dans toute son épaisseur, pour toute réquisition lente à se réaliser, taxe la ville, chiffre établi une fois pour toutes, d'un million d'amende.

Ses sbires, sous la direction du capitaine Humnel, officier aux renseignements, administrateur, en Teutonie, d'un journal agricole, malmènent les habitants au cours des perquisitions ordonnées,

se divertissent à tirer des coups de revolver dans les glaces, dans les placards, pour effrayer femmes et enfants.

Pas une conscience germane qui ne soit à vendre. Il suffit d'y mettre le prix. On signale la spéculation la plus éhontée sur les plus ridicules faveurs.

Les billets d'évacuation marqués d'un « R » gothique se vendaient couramment dernier tarif trois cent cinquante marks et une bouteille de champagne.

Les unités envoyées au repos à Lille, après une période de combat, n'avaient d'autre souci que d'écouler à haut prix le butin dont elles étaient chargées. En proposant aux Lillois le produit de leurs vols, les soldats ne manquaient pas de souligner que le regain de bien-être ainsi offert, et le plus généralement dédaigné avec horreur, était la conséquence d'un revers des nôtres.

Voilà leur mentalité.

Quant à leur humanité, qu'on en juge par ce qui suit.

Les otages furent contraints, pendant six mois, de coucher à tour de rôle à la citadelle. Le froid et l'humidité en ont tué plus d'un.

Une sentinelle les suit jusqu'aux commodités.

Il est formellement défendu de parler. Pour avoir protesté contre cette barbarie, le recteur de l'Académie, M. Lyon, reçut du factionnaire un coup de crosse en plein visage.

Des pères de dix et douze enfants ont fait partie des convois de déportés, refoulés le long des routes comme un bétail humain.

Le jour du grand déchirement, où des milliers de jeunes filles sont arrachées, par la force, à la tendresse affolée des leurs, ce sont les malingres, les débiles que, par raffinement, l'on choisit ça et là.

Il y a là, assistant intéressé à ce carnage enivrant des intimités et des âmes, dégustant comme une liqueur de choix l'atrocité des adieux et le frisson des sanglots, un romancier connu, Hœcber, le même qui, dans un livre de haute goujaterie *Ein Liller, roman*, s'est bassement diverti à profaner la grâce et la dignité des femmes de Lille. Le même qui, dans un autre livre de guerre, *Trois mois à la tête de ma compagnie*, se vante d'avoir fait fusiller, sans autre raison que son caprice, un enfant de quatorze ans.

Devant toute cette détresse, qui se convulse sous son regard, il a ce seul mot qui peint l'homme :

— Quel beau roman il y aura, plus tard, à faire avec cela.

A quoi le bibliothécaire de la ville, M. Vanryck, de répliquer :

— Vous le placerez sans doute au temps d'Attila ?

Notons en passant, à propos de l'enlèvement des femmes, cette forme furtive, mais piquante du châtiment.

Les soldats du landsturm, geôliers de l'escorte,

eurent toutes les peines du monde à tenir en respect les femmes des faubourgs.

Erynnies vengeresses, elles leur en firent endurer tant et tant que nombre d'entre eux, par terreur de leurs prisonnières, et plutôt que de garder ces furies, sollicitèrent d'être envoyés au front.

Citons encore cette dernière razzia de déportés quinze jours avant la fuite des Allemands.

Tandis que la chiourme brutale les entraînait vers la gare, étudiants des facultés, séminaristes et prêtres quinquagénaires, enfants de quinze ans, aux jambes nues, chantaient la *Marseillaise* à la face de leurs bourreaux, marchaient, visage haut comme on marche au martyre, sous le regard irrité du gouverneur qui se mordait les lèvres en grommelant d'un ton où il y avait autant d'admiration que d'envie :

— Cette race ! Quelle race !

Quant au pillage, en voici un échantillon.

Le 8 et 9 octobre 1918, dix-huit mille habitants des faubourgs de Lille sont refoulés dans la ville pour permettre à la soldatesque de piller à loisir.

Systématiquement, vitrines et devantures, glaces et mobiliers, plus particulièrement dans les quartiers pauvres, afin de provoquer des mouvements populaires, sont brisés.

La literie et les draps sont enlevés jusque dans les hôpitaux.

Les casques de cuivre des pompiers sont réquisitionnés et remplacés par des casques volés aux prisonniers anglais.

On restreint à cinquante bouteilles de vin par cave le contenu des celliers. Le surplus est confisqué pour des nécessités dites militaires.

Mille francs de récompense sont offerts au moindre délateur.

Tous les titres des banques et établissements de crédit sont empochés et ceux qui en ont la garde emmenés en captivité, afin de supprimer tout contrôle immédiat du vol effectué.

Dans l'agglomération lilloise plus de quatre-vingt mille moteurs électriques ou autres sont détruits ainsi que tous les articles que l'impudence allemande se flatte de pouvoir nous fournir après la guerre.

Toutes les broches de filatures, correspondant à la qualité du lin récolté dans les provinces russes actuellement occupées, sont enlevées.

Sont réquisitionnés les chapeaux de femme, les corsets, les parapluies, les fourrures, les voitures d'enfant, jusqu'au papier dénommé hygiénique, pour des besoins soi-disant militaires, en réalité afin d'accroître les stocks des maisons de commerce allemandes qui, au lendemain de la guerre, auront ainsi des produits manufacturés à jeter sur le marché.

De même est emmené tout le bétail qui peut-être saisi, jusqu'aux chevaux utilisés à l'Institut Pasteur pour l'approvisionnement du sérum.

En outre, chaque semaine, les officiers organisaient des excursions pour Douai ou Valenciennes. Ces Messieurs s'invitaient à aller, en partie de plai-

sir, piller de compagnie. Leurs autos, flanquées de camions, rentraient le soir surchargées d'orfèvrerie, de livres et les ballots de dentelles.

Enfin, voici le dernier chapitre.

Chaque jour, nouvelle affiche, nouvelle menace.

Pour simuler la défense de Lille, le 16, quatre pièces de 77 et trois de 220, installées au Jardin Vauban, tiraient sans pointage, dans l'unique dessein, (les servants eux-mêmes l'avouaient) de terroriser les femmes et les enfants.

Au cours des bombardements contre avions, la plupart du temps simulés, volées d'obus à fusée retardée s'abattant sur les quartiers populaires, tuant femmes et enfants. Il va sans dire que ces meurtres étaient attribués aux avions alliés.

Quatre jours de prison à quinconque était surpris en possession d'une horloge ou d'une montre non réglée à l'heure allemande.

Durant la dernière semaine d'occupation, les Allemands, intentionnellement, laissèrent s'accumuler les ordures et les détritrus dans tous les quartiers. Il ne restait que deux chevaux étiés, les seuls épargnés, pour le service de la voirie. D'après les confidences des derniers soldats et des prisonniers, il est clair que cette décision, contraire à toutes les règles allemandes, visait, dans une large mesure, à propager des miasmes.

Ce qui confirme ce fait, c'est que les conduites d'eau ont été coupées sans avis préalable. La brusque suppression de l'eau, le réservoir étant vide,

si l'on ne s'était par bonheur aperçu à temps de l'infâme stratagème, eût brusquement, sans parler des effrayantes répercussions de cette disette sur l'état sanitaire, condamné aux tortures de la soif l'infortunée cité.

Quelle est la conclusion à cette longue énumération des atrocités commises à Lille par les Allemands ?

Nous la trouvons dans la bouche d'un des notables de la ville qui l'a ainsi formulée :

— S'il y a jamais dans l'Allemagne occupée, des commissions de réquisitions et des *Kanmandanturen* alliés, qu'on charge ceux de Lille d'en faire partie : ils ont été à bonne école.

Coïncidence frappante : la même réflexion a été faite par un fonctionnaire municipal retraité de Cambrai.

CE QUE FUT POUR LES HABITANTS D'HAUBOURDIN L'OCCUPATION ENNEMIE

Au mois de février 1915, la ville d'Haubourdin, qui depuis le début de l'invasion se trouvait à cinq kilomètres du front, dans les lignes allemandes, avait comme commandant un officier d'origine grecque, du nom d'Argyropoulos, capitaine faisant fonction de major du 18^e uhlands et sortant de l'école des cadets de Saxe. Il terrorisa la ville par des vexations de toute espèce, des punitions sans nombre, des mesures injustifiées.

Au mois de juin 1915, dix jeunes filles qui, dans l'orphelinat Saint-Augustin, avaient été mises en demeure de faire des sacs à sable, cessèrent leur travail, et M. Cordonnier, qui, comme administrateur du tissage Bernard, avait été obligé de fournir la toile réquisitionnée pour ce travail, fut déclaré responsable de cette grève. Sur son refus de s'occuper de cette fourniture, il fut arrêté, condamné à mille francs d'amende et retenu comme otage à la kommandantur, avec M. le doyen

Catteau, MM. Lhermitte et Fremeaux, jusqu'à la reprise du travail.

C'est alors que le commandant Argyropoulos mit en demeure M. Auguste Potié, maire d'Haubourdin, de faire reprendre la confection des sacs. A la suite d'un refus catégorique, M. Potié fut condamné à son tour à mille francs d'amende, tandis que les mesures les plus sévères étaient prises contre les habitants.

Huit jours plus tard, nouvelle mise en demeure, nouveau refus. Le maire était condamné, sur un rapport du commandant Argyroupoulos, par le général Krug von Nida, commandant la 24^e division à Lambersart, à cinq cents francs d'amende, M. Cordonnier également.

Enfin, le samedi de la troisième semaine, M. Potié, qui, dans une lettre adressée au commandant et transmise au général, avait fait valoir que l'article 52 de la conférence de La Haye interdisait aux autorités militaires allemandes d'exiger de la population haubourdinoise un travail de ce genre, était arrêté et interné à la kommandantur.

Quelques jours plus tard, il était, avec M. Célestin Cordonnier, condamné, sans avoir comparu devant aucun tribunal, à « un an de prison et cinq mille marks d'amende ou onze mois de prison ». Ce jugement était signé du général Krug von Nida.

Internés pendant quinze jours à la prison cellulaire de Loos, MM. Potié et Cordonnier furent

ensuite dirigés sur la prison d'Aix-la-Chapelle. C'est là que M. Potié rencontra son ami et collègue M. Debove, qui subissait une peine de trois mois de prison. Mais étant donné la durée de leur peine, MM. Potié et Cordonnier furent dirigés dans des voitures cellulaires avec les prisonniers de droit commun, sur la prison de Cologne et enfin sur la prison de Siegburg, près de Bonn-sur-le-Rhin.

Après avoir pris le costume pénitentiaire, avoir eu les cheveux et la barbe coupés, les internés apprirent le métier de tailleur.

En septembre 1915, MM. Potié et Cordonnier furent avisés que leur peine d'une année de prison était réduite à six semaines ; or, il y avait environ trois mois qu'ils avaient été arrêtés.

M. Auguste Potié fut envoyé au camp de Gütersloh (Westphalie), M. Cordonnier au camp d'Holzminden. A cette époque, le sénateur Potié fut autorisé à correspondre avec ses amis du Sénat. Il fut réclamé alors par l'ambassade d'Espagne, mais au même moment, fin octobre 1915, il fut envoyé brusquement à la kommandantur de Valenciennes et interné dans la commune de Villers-Pol. C'est alors que les Allemands répondirent à l'ambassade d'Espagne que le sénateur Potié était retourné dans la France occupée. En réalité, il resta un an à Villers-Pol, isolé de tous les siens, sous la surveillance étroite de la gendarmerie, allant à l'appel tous les jours.

M. Cordonnier, vers cette époque, fut interné à Condé-sur-l'Escaut.

A la fin d'octobre 1916, M. Potié, réclamé de nouveau par l'ambassade de Suisse à Berlin, fut expédié, sans explications, à Haubourdin par les autorités militaires allemandes qui informèrent l'ambassade qu'il était retourné chez lui « sur sa demande ».

Rentré à Haubourdin, M. Potié refusa énergiquement de reprendre ses fonctions de maire. Il répondit aux Allemands qu'après la condamnation qu'il avait subie dans les prisons avec des condamnés de droit commun, sa dignité de Français l'empêchait de reprendre ses fonctions tant que la ville serait occupée par les troupes allemandes.

Quelques mois plus tard, le commandant de la ville l'informa qu'il devait être échangé contre d'autres prisonniers, mais qu'étant président du comité de ravitaillement de la région, qu'il circulait dans quinze communes du front, il devait passer une quarantaine dans un camp. C'est pour cette raison qu'il fut envoyé au camp de Rastadt, pendant cinq semaines, avant de rentrer en France.

Mais M. Célestin Cordonnier, qui avait près de soixante-dix ans était resté sous la surveillance des Allemands à Condé-sur-l'Escaut.

III

ROUBAIX ET TOURCOING SOUS LA BOTTE ALLEMANDE

Depuis la délivrance de Roubaix et de Tourcoing par les armées alliées, on a des renseignements sur le long martyre que les populations de ces deux villes eurent à endurer pendant les quatre années d'occupation.

En voici quelques échos.

Roubaix et Tourcoing, les deux cités jumelles de l'énergie et de l'effort industriel, subirent le vol méthodique, avec étiquetage, estimation de prix, bordereaux d'envoi, bref, un acte de banditisme industriel.

Naturellement, les Allemands n'ont pas oublié leurs méthodes terroristes : rapt d'enfants, emprisonnements, amendes, lourds impôts, mais c'est la production, la source de richesses des deux puissantes cités qu'ils ont voulu tarir, et pour plusieurs années.

Les deux villes ont gardé leur physionomie, leur aspect cossu, et devant les somptueux monuments publics, où revit notre Renaissance architecturale, devant les beaux hôtels particuliers, les larges avenues, on pense tout d'abord que l'activité des deux villes va bien vite renaître.

Hélas ! Il faudra attendre longtemps !

Toute cette beauté n'est plus qu'un décor qui cache des misères et des ruines.

Les Allemands n'ont point dégradé les demeures des riches filateurs, patrons de tissage, teinturiers, imprimeurs sur étoffes, mais leurs usines n'existent plus ; ils ont laissé leur toit aux pauvres gens, mais les métiers qui les faisaient vivre ont été brisés, détruits. Là aussi, comme partout ailleurs, la méthode allemande peut être fière de ses résultats.

Quatre ou cinq soldats vont, sous les ordres d'un chef, de maison en maison. Sitôt la porte franchie, ils se partagent le travail. Avant même que la maîtresse de céans ait pu se ressaisir, les uns montent au grenier, les autres au premier étage ; d'autres explorent le rez-de-chaussée et la cave ; impossible de les suivre dans leur besogne, ils sont trop nombreux ; la maison est à leur merci, et bien des choses, en dehors des cuivres et des métaux, disparaissent.

En moins d'une demi-heure, les barres d'escalier, les plaques des portes, la batterie de cuisine, les chaudières, les pendules, les œuvres d'art en cuivre ciselé et en bronze, les lampes, les chande-

liers, tous les appareils d'éclairage non indispensables sont enlevés.

Ils ne s'arrêtent devant aucune supplication : les chambres des malades sont visitées comme les autres, peut-être plus que les autres ; dans une maison de Lille, une jeune fille supplie : « Maman est malade..., vous allez l'effrayer, vous allez la tuer ! Prenez tout, mais, de grâce, ne pénétrez pas chez elle ! Qu'elle ignore que vous êtes ici ! » En vain elle implore : sans aucun ménagement, sans avertissement, à trois, ils entrent dans la chambre, arrachent aux fenêtres les tringles de cuivre, laissent tomber les rideaux, visitent les meubles et s'en vont.

Toutes les armoires sont ouvertes, les tiroirs vidés, renversés, les meubles déplacés ; c'est un massacre de toutes les œuvres d'art, de toutes les choses précieuses, de tous les souvenirs de famille, des antiquités.

Rien n'est respecté : dans une coupe de vieux Saxe garnie de cuivre ciselé, on donne un coup de marteau ; elle vole en éclats et le cuivre, lancé insollement, va rejoindre les objets précieux, jetés pêle-mêle, dans un coin. L'argenterie fait l'objet d'examens minutieux ; ils s'emparent de tous les couverts, de tous les surtouts, de tous les objets en ruolz ; les couverts des pauvres, presque toujours en étain, sont enlevés avec les casseroles, qui sont la seule richesse de leur cuisine.

Dans les cafés, ils ont pris les pompes à bière, la tuyauterie, les mesures en étain ; l'épicier s'est vu

enlever ses plateaux de balance, ses poids en cuivre. Ils mettent les chambres, le salon, la salle à manger, toute la maison dans un état lamentable.

Avant de partir, ils vous interrogent pour vous demander si c'est bien tout, si vous n'avez rien caché. Ils déclarent alors que des gendarmes, des professionnels, passeront, qui inspecteront l'immeuble et s'assureront que rien n'a échappé à la vigilance des soldats.

Et, tandis que le chef jette un dernier coup d'œil pour s'assurer que rien n'a été oublié, ses hommes regardent d'un œil satisfait les objets qui se sont entassés pêle-mêle au hasard de leurs découvertes. Ils gisent là, les souvenirs du passé : vieilles pendules qui marquèrent tant d'heures de joie, vieux cuivres qui décoraient les meubles, lampes qui jetaient leur douce lumière sur les heures d'intimité ; une main sacrilège les a confondus dans un désordre affreux. Les soldats les réunissent en un faisceau informe ; tous ensemble, ligotés, enlacés, attachés avec des cordes, on les emporte. Si vous faites une demande au chef, si vous le suppliez de vous laisser un souvenir quelconque, un objet familier, une chose indispensable, une œuvre d'art dont toute la valeur est dans le travail, il vous déclare que toute demande doit être présentée au dépôt des réquisitions ; quelquefois, rarement, on obtient satisfaction ; ordre, alors, vous est donné de vous présenter, le lendemain, à l'adresse indiquée. On vous laisse une fiche, avec un numéro

correspondant à celui du paquet qu'on emporte. Chers souvenirs, confondus dans la masse, froissés, pressés, ils s'en vont, à travers les rues, encadrés de casques à pointe, dans un cliquetis lugubre : protestation inconsciente des choses que l'on heurte, que l'on emporte, qui se désagrègent ; contact imprévu des aspérités meurtrières, protestation des promiscuités, se confondant maintenant en un cri unanime : cri de ralliement des petites et des grandes choses, dépouilles du riche et du pauvre, unis eux aussi par les mêmes douleurs, faisant ensemble l'ascension du même calvaire, dans la même espérance, dans la même foi en la victoire.

Les choses ont leur destin ; pour qui les comprend, elles ont une âme ; pour les Allemands, elles ne sont que matières, matières qui se couleront dans le même creuset : celui de la bataille.

Le lendemain, vous vous présentez au bureau des réquisitions : devant vous on pèse « la marchandise » ; œuvres d'art de nos maîtres, fines cisèlures des siècles derniers, tout se met dans la balance ; un bon vous est délivré, représentant la valeur calculée au kilo, et c'est tout. Parfois, on risque une demande : une femme, désignant un souvenir de famille, implore le soldat : celui-ci se hâte vers l'objet et, sous les yeux de la réclamante, le brise... et lui dit en riant : « Le voilà, votre souvenir ! »

Vous réclamez un bronze, une œuvre d'art : par-

fois on vous la rend ou bien on vous offre de la racheter au prix estimé par l'Allemand.

Après le passage des ravisseurs la maison a perdu l'éclat de ses cuivres, l'ordonnance qui la faisait chaude, accueillante, sympathique ; partout gisent des rideaux, du linge, des chaussures, tout ce qui compose l'intérieur est bouleversé.

Courageusement, la femme passe des cordons dans les rideaux, fixe les tentures avec des clous, remplace les barres d'escalier par des cordes.

Ses enfants la regardent ; pour bien fixer dans leur mémoire l'œuvre de destruction poursuivie par l'ennemi, elle fait avec eux, en pleurant, le tour de la maison.

Mais c'est pour la France que l'on souffre, et l'on souffre dignement, forçant l'admiration de l'ennemi, qui ne peut vaincre ni la fidélité ni le courage français ; c'est la façon de combattre des civils envahis, perdus, noyés dans la masse militaire teutonne qui les dépouille au profit de l'armée, au profit de ses populations, et qui se rit des malheurs, des tortures qu'elle leur inflige.

A Roubaix, ce fut, durant l'occupation et les dernières semaines, la mise à sac froidement exécutée, pour rien, pour le plaisir de nuire, des usines qui avaient échappé jusqu'alors à leur rapacité. Toutes les matières premières, sans exception, espèce par espèce, ont été réquisitionnées et expédiées en Allemagne. Quand on leur reprochait leur pillage, ils en réglaient la facture en... bons de réquisitions.

Des usines entières furent ainsi dépouillées de leur matériel au profit d'acquéreurs, en qui les industriels spoliés reconnaissaient sans peine des concurrents allemands, voire d'anciens fournisseurs, faisant main basse sur leurs livraisons pour les revendre ou les détruire en vue d'autres commandes : perquisitions incessantes de jour et de nuit, opérées par une équipe de cambrioleurs-jurés, dénommés par les Roubaisiens les *perceurs de murailles*.

M. Fray, secrétaire général de la mairie de Roubaix, a raconté ce que furent les derniers jours de l'occupation. Au cours des quatre années écoulées, il fut mis cinq fois en cellule et déporté pendant près d'un an à Vilna, puis au camp de Gustrow. Il n'est guère de notable, dans la cité roubaisienne, qui ne puisse inscrire à son casier d'honneur pareille série d'outrages.

Dans les derniers mois de l'occupation fut instituée à Roubaix, par les soins de la kommandantur, sur un ordre émanant de la 5^e armée siégeant alors à Gand, une *commission de destruction des utilités industrielles*.

Elle avait dans ses attributions l'enlèvement du matériel des usines, auquel procédaient des prisonniers russes, réduits au rôle de bêtes de somme. Elle exigeait, par voie d'affiches, les déclarations de matières premières, de marchandises. Les usines étaient bientôt vidées. Restaient les métiers, les machines ; on rafla le cuivre, puis des équipes se chargèrent du reste à coups de marteaux. Ce fut

la destruction systématique de tout ce qui pouvait, de près ou de loin, favoriser la reprise éventuelle du travail et le relèvement industriel des entreprises ruinées. Cette commission s'est acquittée consciencieusement de sa tâche.

C'est elle qui, au dernier moment, a fait procéder au rapt du bétail, des derniers chevaux subsistant, à l'enlèvement des rails des tramways sur un long parcours et à la destruction des tramways eux-mêmes. C'est par ses soins que les pionniers du génie ont fait sauter la gare et ses passages souterrains, tous les ponts et jusqu'aux passerelles des canaux, les conduites d'eau, les grues de déchargement du charbon sur les quais, les tuyaux d'aspiration des moulins et les moulins eux-mêmes. Destructions sans nécessité stratégique et qui ne visaient qu'à retarder à l'extrême le retour à l'activité de l'industrie terrassée. Pour qu'elle revive, il faudra songer avant tout à remettre en état les voies fluviales, les écluses fracassées, les voies ferrées détériorées, reconstituer machines et matériel anéantis.

Combien de temps, de prodigieux efforts exigera cette résurrection ?

Le jour de la prise de Menin, il y eut une panique terrible à la kommandantur où un grand brasier fut allumé avec tous les papiers et documents de service. Puis, ses préparatifs terminés, la kommandantur fit part à M. Thorin, le courageux adjoint qu'aida dans sa tâche M. Fray, secrétaire de la mairie, des craintes hypocrites au sujet de Roubaix.

Certainement les bombardements des alliés allaient le détruire. Pourquoi les Roubaisiens n'adresseraient-ils pas une supplique aux neutres afin d'éviter ce supplice ? Les Allemands, pleins d'humanité, comme chacun sait, transmettraient la requête.

Si la supplique avait été rédigée, elle aurait été apportée solennellement, un jour, sur la table de la paix. Et c'étaient nous les barbares ; le tour était joué. Les Roubaisiens éventèrent le piège et les ennemis n'insistèrent point cette fois-là.

Mais tenaces, ils devaient bientôt revenir à la charge ; ce fut le capitaine Schraeder, fils d'un banquier berlinois, que l'on chargea d'une autre proposition : il s'agissait de soutirer des notables cette affirmation que l'ennemi n'avait pas — comme le déclarait la presse de l'Entente — procédé à des déprédations par cruauté, par plaisir.

On lui montra les dégâts, simplement.

Le 30 septembre, un ordre fut affiché, contraignant à la déportation la population mâle, de dix-sept à cinquante ans. Dix mille Roubaisiens furent de la sorte et dans les pires conditions évacués sur Valenciennes. Il restait alors soixante-cinq mille habitants à Roubaix.

Enfin, le 16 octobre, deux officiers, accompagnés de quatre soldats, se présentèrent à la mairie et intimèrent à M. Thorin, premier adjoint, faisant fonctions de maire, d'avoir à verser sur l'heure une contribution de six cent mille francs pour achat de charbon et frais de logement des troupes. Sur le

refus du magistrat, ils se firent ouvrir la caisse municipale, prirent les quatre cent cinquante mille francs qu'elle contenait et, d'un geste large, sur l'insistance du maire, témoin indigné du vol, consentirent à lui laisser cent mille francs pour secours urgents. La même opération s'effectua à la même heure à Wattrelos et à Tourcoing, où ils dérobèrent deux cent cinquante mille francs.

Méchanceté, fourberie, cynisme, voilà les trois faces de l'âme allemande.

Le long martyre de Tourcoing ressemble, hélas ! trait pour trait, à celui de Roubaix. L'ignominie allemande d'une ville à l'autre ne varie qu'en degré. La municipalité résista dignement, à l'exemple de M. Dron, sénateur et maire de Tourcoing, emprisonné depuis le mois de mai 1918 en Allemagne. Là aussi tous les métiers ont été mis en morceaux, les usines dépouillées.

Dix mille Tourquennois, et parmi eux des enfants de quinze ans, furent déportés. Là aussi les jeunes filles naguère furent emmenées en captivité, gardées un an dans les camps ardennais, livrées aux pires misères, aux plus monstrueuses promiscuités. Une mère est devenue folle en apprenant les tortures sans nom infligées à son enfant.

A Tourcoing, l'ennemi montra, plus que partout ailleurs, sa rapacité extraordinaire ; il fit argent de tout, négociant les souffrances, les larmes en bon argent français. Il y eut dans la population ouvrière

d'horribles drames, que l'on ne peut narrer ; ce fut pis que l'esclavage pour les enfants et les femmes. Nombreuses furent les protestations, nombreux aussi les jours de prison.

Là aussi les écoles ont été transformées en casernes, quand ce n'était pas en écuries. Singulière façon de répandre la Kultur. Les livres jetés au fumier, les enfants maltraités ou contraints, par ordre, à une oisiveté déprimante. Les travailleurs dénommés impudemment volontaires menés à coups de matraque, les femmes, qui refusaient de coudre des sacs pour leurs redoutes, martyrisées.

Là aussi ils ont fait sauter comme adieu les chaudières de quatre-vingts usines.

On ne saura jamais tout ce qu'ont souffert ces populations du Nord sous le joug allemand.

Aussi, à Tourcoing, comme à Roubaix, comme à Lille, aux hosannahs de la délivrance se mêlait le cri passionné, le cri de vengeance jailli de quatre ans de haine et d'abominables misères :

— N'oubliez jamais ! S'il est une justice, il faut qu'ils payent le mal qu'ils nous ont fait !

IV

A ARMENTIÈRES

Armentières, tour à tour occupée et bombardée par les Allemands, subit le joug odieux des Barbares.

Elle fut reprise aux hordes germaniques par nos vaillants amis anglais après une semaine de sanglants combats.

Mais avant de l'abandonner, les misérables lui ont fait subir le sort qu'ils réservaient à toutes les villes qui leur échappaient. Ils bombardèrent la ville pendant plusieurs jours, transformant cette industrielle cité en une torche immense, visant ostensiblement les principaux monuments, tuant soixante personnes et en blessant plus de cent vingt. Parmi toutes ces victimes, on ne comptait pas un soldat.

Comme dans tous les grands centres industriels, les Allemands se sont acharnés sur les usines. Une filature a reçu, à elle seule, plus de quarante obus.

Houplines, le grand faubourg d'Armentières, a été, pour cette raison, le point de mire des vaudes teutons. Pas une maison ne fut épargnée et c'est par centaines que l'on compte les immeubles complètement en ruines. Toute la partie droite de la mairie d'Houplines, si coquette et si élégante, s'est effondrée. L'église Saint-Charles, bijou d'architecture, n'est plus qu'un monceau de décombres.

La vie commerciale et industrielle est morte à Armentières. Eau, gaz, électricité, épiceries, postes, tout a été détruit. Mais les courageux citoyens qui y sont demeurés ne désespèrent pas de rendre à leur ville son activité d'avant la guerre. Déjà ils s'appliquent avec ardeur à réparer le désastre.

C'est avec simplicité qu'ils racontent les angoisses qu'ils ont subies, les épreuves qu'ils ont traversées ; ils narrent en détail les souffrances qu'a endurées la population.

Armentières a été occupée deux fois par les Allemands. La première fois, ils n'y commirent pas trop de dégâts, se contentant de piller les magasins d'alimentation, de retenir comme otages à la mairie pendant vingt-six heures les deux plus jeunes prêtres de la ville, n'ayant pour se reposer qu'une simple chaise.

Mais à leur retour, quelques jours tard, ils se rattrapèrent.

Sous prétexte de réquisitions, ils forcèrent les habitants à leur livrer tout ce qu'ils possédaient.

Le pillage fut organisé méthodiquement et quiconque ne se soumettait pas assez vite à leurs ordres était menacé d'exécution sommaire.

Les conseillers municipaux demeurés à Armentières et tous les présidents des corporations de fabricants furent arrêtés comme otages et gardés cinq jours à l'hôtel du comte d'Egmont, où siégeait l'état-major allemand. Ils furent même sur le point d'être fusillés, parce qu'une patrouille avait ramassé dans une rue le cadavre d'un soldat prussien. Le gouverneur de la ville, prévenu, ordonna l'exécution immédiate des otages. Déjà, toutes les dispositions étaient prises et les malheureux allaient être traînés au poteau, lorsqu'un événement imprévu se produisit. Un officier vint avertir le gouverneur qu'il s'agissait d'un ivrogne, victime d'une rixe entre soldats allemands. Le général n'osa pas, dans ces conditions, donner suite à son sinistre projet.

Depuis, Armentières, « pauvre et fière », comme on l'a appelée, n'eut plus à souffrir du fait de l'occupation ennemie. Et les millions perdus n'ont pu abattre l'énergie de ses vaillants habitants. D'ailleurs, la garde anglaise a veillé et protégé la courageuse et malheureuse ruche, momentanément privée de ses industrieuses abeilles, car un sixième seulement de la population était demeuré dans Armentières.

V

LA VIE A DOUAI PENDANT LA GUERRE

Une Douaisienne qui a passé vingt-neuf mois sous le joug allemand, a décrit, dans les lignes suivantes, quelle fut l'existence de ses malheureux concitoyens sous le joug teuton.

— Je ne pouvais plus y tenir... Vivre prisonnière, comme nous le faisions tous depuis vingt-neuf mois, m'était devenu une souffrance au-dessus de mes forces ; lorsque m'est apparu la lueur d'espoir qui me fit entrevoir le moment où je pourrais retrouver en France libre les miens, mes amis, j'ai cru devenir folle de joie. Songez qu'il y a treize mois que j'étais inscrite à la kommandantur, que j'attendais l'heure de partir, de fuir cet enfer de la domination ennemie.

Envahie, en effet, Douai n'était plus la paisible cité industrielle d'autrefois, laborieuse et prospère. A vingt kilomètres à peine du front d'Arras et de Lens, c'était une citadelle où grondait,

jour et nuit, le fracas du canon. Jamais la ville n'avait été plus pittoresquement animée. Toute la journée, c'était un flot incessant de convois d'hommes ou de matériel partant pour les tranchées ou en revenant ; c'était une allée et venue continue de militaires allemands. La population civile aussi vivait dehors, par suite du manque d'occupation et dans l'espoir, en circulant, d'apprendre des nouvelles.

L'aspect des rues.

L'aspect des rues est bigarré, imprévu, étrange : la plupart des magasins ont perdu leur ancienne destination. A la devanture d'un tailleur, on peut choisir maintenant des cigares ; un chemisier vend de l'épicerie et une brasserie succède à un marchand de meubles. C'est entre les boutiques un chassé-croisé extraordinaire.

Il n'y avait plus de voitures, plus d'autos depuis les premiers jours de l'occupation : les Allemands avaient tout raflé ! Les tramways servaient uniquement aux besoins militaires, transports de troupes ou de blessés ; des prisonniers russes avaient travaillé à prolonger les lignes des Forges Arbel jusqu'au lycée, jusqu'au collège de jeunes filles et à l'Hôtel-Dieu, où étaient installés des hôpitaux. L'hôtel de ville était accaparé par les services de la kommandantur. Les particuliers qui possédaient de riches hôtels, des maisons confortables avaient

été invités à aller habiter ailleurs pour laisser la place à des hôtes de marque : le Kaiser, notamment, qui s'apprêtait en 1914 à faire une entrée triomphale à Arras, et le kronprinz Ruprecht de Bavière, qui eut son quartier général chez nous jusqu'au moment de l'offensive de la Somme.

La vie publique se trouvait suspendue : toute manifestation, tout attroupement étaient formellement interdits ; bien mieux, si l'on découvrait une réunion de plus de cinq hommes dans une maison particulière, ils étaient accusés de conspirer contre la sûreté des troupes impériales et emmenés à la prison cellulaire de Cuincy. Le conseil municipal ne se réunissait plus qu'occasionnellement, au musée, pour traiter de questions purement locales : ravitaillement, secours, etc.

Les écoles fonctionnaient, mais dans des locaux de fortune, tous les établissements publics étant occupés par l'administration ennemie. Bien des professeurs faisaient même les cours à leur domicile. Les œuvres post-scolaires, écoles d'apprentissage, etc., n'avaient jamais eu plus d'élèves tant la jeunesse douaisienne comprenait la nécessité de préparer l'après-guerre et voulait prendre pacifiquement sa revanche sur le maître d'aujourd'hui, dans le domaine industriel et commercial. Les tribunaux tenaient encore audience, mais seulement pour juger des délits correctionnels, coups, vols, etc. Tous les journaux, d'un accord unanime, avaient cessé leur publication, et, du reste, la plupart des

imprimeries avaient été déménagées ou réquisitionnées.

L'industrie chôme.

L'industrie locale, d'ailleurs, était complètement arrêtée ; toutes les machines des établissements métallurgiques avaient été envoyées en Allemagne, ainsi que dans les brasseries, les sucreries, les distilleries, les chaudières en cuivre. Les mines étaient encore exploitées, mais sous le contrôle et au profit de l'occupant qui ne consentait à vendre à la population civile qu'une faible quantité du charbon extrait.

Le soir, la ville se recueillait. L'obscurité était complète ; les Allemands, rendus prudents par les raids audacieux de nos avions, avaient supprimé tout éclairage sur la voie publique ; ils interdisaient aux Douaisiens, sous peine de fortes amendes, de laisser filtrer la moindre lumière hors des maisons. On semblait marcher dans un gouffre d'ombre. A vingt heures, tout le monde devait être rentré chez soi, et défense d'en sortir avant le jour. Tant pis pour ceux qui tomberaient malades la nuit : il leur faudra attendre le lendemain avant de pouvoir faire appeler le médecin, car tel était le bon plaisir de l'occupant ! Pendant ce temps, messieurs les officiers de la pudibonde Allemagne faisaient la fête dans les cafés, ou assistaient aux spectacles donnés au théâtre par des artistes venus de Berlin ou de Cologne. Ils avaient

même voulu nous initier aux beautés de la musique allemande en donnant souvent des concerts au Parc, mais la population boudait ces manifestations de la « kultur ».

A chaque instant, les Boches inventaient un prétexte pour faire des perquisitions ; sur la moindre dénonciation — et ils ne se faisaient pas faute d'encourager cette pratique odieuse — arrivaient chez vous des gendarmes teutons ; ils venaient bouleverser votre appartement de fond en comble, pour dénicher des armes, de la correspondance, des bicyclettes, des objets en cuivre, du vin, des pigeons-voyageurs que, bien entendu, ils ne découvraient jamais. Tout était prétexte à réglementation nouvelle, qui se traduisait par voie d'affiches ; il n'est pas jusqu'à la cueillette des lapins qui n'ait été organisée par l'état-major allemand.

L'espoir quand même.

Cependant, malgré toutes les vexations, nous conservions bon espoir. On était assez exactement renseigné sur ce qui se passait de ce côté du front ; nous lisions quelquefois les journaux français. Un jour, un compatriote parvint même à se procurer le numéro de Noël d'un périodique illustré. Tout Douai défila chez lui pour y voir les chères images de nos braves poilus. Et quelle ivresse aussi quand nous pouvions lire les récits des exploits de l'armée française et les progrès de l'effort britan-

nique. Le 9 mai 1915, lors de l'offensive d'Artois, les officiers allemands n'étaient pas rassurés ; plus d'un, à ce moment, avait préparé ses cantines...

— Et sous le rapport du ravitaillement ?

— Le comité de ravitaillement hispano-américain procurait l'indispensable. Toutes les semaines, à peu près, arrivaient par péniches des pommes de terre, du lait condensé, du riz ou des légumes secs, de la céréaline, du sucre, que l'on distribuait, sur présentation de la carte familiale, dans des dépôts spéciaux où il fallait faire d'interminables stations pour attendre son tour. Le pain était également rationné. Il n'y avait plus de lait depuis longtemps et les œufs valaient de quatre-vingts centimes à un franc pièce. La viande était rare et hors de prix : les morceaux les moins chers valaient avant mon départ seize francs le kilo, et bienheureux encore ceux qui pouvaient s'en procurer une fois par quinzaine. Moi-même j'ai acheté un jour une oie soixante-quinze francs et un jambon cent cinquante francs ! Ah ! la vie chère en France n'est rien en comparaison des prix qu'il nous fallait payer toutes les denrées de première nécessité.

L'Allemagne a faim !

Notre consolation, voyez-vous, c'était de savoir que notre sacrifice n'était pas inutile, que les Boches étaient, plus que nous encore, réduits à la portion congrue. Les hommes ne touchaient

guère que du riz, et jamais de viande. Souvent il leur arrivait de dîner de thé et de pain, car, faute de sucre, ils n'avaient même plus de cacao ni de marmelade. Les officiers n'étaient pas mieux traités : j'en ai vu, chez moi, dont le repas se composait simplement d'une salade. Bien souvent, il leur arrivait de demander dans les familles où ils étaient logés à acheter du riz ou du sucre, même du pain, qu'ils envoyaient à leurs parents.

Aussi, le moral des guerriers du kaiser s'en ressentait-il. Les menus faits de la vie militaire en étaient une preuve quotidienne. L'enthousiasme de 1914 avait disparu pour faire place à une profonde lassitude de la guerre. Les retours de permission étaient lamentables. Les hommes se plaignaient de la misère, qui était grande au pays, des privations que leurs familles enduraient. Et la douleur, les mettant en veine de confidences, ils exprimaient tout haut, quand leurs chefs étaient loin, leur ardent désir de paix.

L'attitude des officiers avait également bien changé. Ils étaient polis avec affectation ; leur courtoisie, qui voulait être galante, n'aboutissait qu'à exaspérer. Ils riaient même des enfants qui leur chantaient sous le nez, en pleine rue, des refrains irrévérencieux, comme celui-ci :

Nous sommes Allemands,
Pas pour longtemps ;
Nous sommes Français,
Pour y rester.

Des brutalités du début, il ne restait plus que la pratique des otages. Au mois de novembre 1916, ils emmenèrent encore, en Allemagne, une vingtaine de nos concitoyens — magistrats, avocats, notaires, professeurs, industriels — sous quelque prétexte de représailles.

Mais dans la ville, courbée sous le joug allemand, l'âme française subsistait, fière et droite. Au foyer familial, les mères entretenaient les enfants dans le culte de la France. Le patriotisme persistant de la population douaisienne ne pouvant plus s'exprimer librement, c'était au cimetière qu'il fallait aller en chercher la trace.

Là, se trouvaient des centaines de petites fosses, décorées avec un soin pieux, entretenues avec un amour touchant, où dormaient les prisonniers français blessés devant la ville. Durant toute la belle saison, elles étaient ornées aux couleurs nationales de bleuets, de marguerites et de coquelicots, et, le 14 juillet, du drapeau tricolore. Les Allemands n'osaient pas porter une main sacrilège sur ces tombes pour en enlever les décorations vengeresses, qui étaient là comme une protestation muette du droit outragé, comme une affirmation silencieuse de notre constance à défendre dans la ville envahie ce seul coin de terre qui eût échappé à l'ennemi, mais que nos morts occupaient et auxquels ils formaient comme une garde sacrée.

VI

DANS LA RÉGION DE DOUAI

M. Jean Monnier, professeur à la Faculté libre de théologie protestante et l'un des orateurs les plus réputés de l'Eglise réformée, est l'auteur du chapitre ci-dessous. Surpris par la guerre à Lens, où il séjournait, il a passé près de trente mois dans les régions envahies, d'abord à proximité de la ligne de combat, plus tard à Douai. Les Allemands ne l'ont autorisé à quitter les territoires occupés que lorsque les privations et les épreuves l'eurent rendu gravement malade.

Sans passion, simplement, je voudrais peindre en quelques traits la situation de notre population en pays occupé, telle que j'ai pu l'observer pendant un long séjour, dans ce coin du Nord où j'ai dû rester confiné.

J'apporte un témoignage.

Cette situation ? D'un mot, c'est le servage. La

population est à la merci de l'armée allemande, qui l'utilise selon ses besoins, qui la traite selon son bon plaisir.

Quand l'armée a besoin d'hommes pour ses travaux, alors commencent les pires misères — esclaves, forçats, c'est trop peu dire. Voici ce que j'ai vu. C'est un fait entre cent :

Une nuit d'octobre 1916, à trois heures du matin, la troupe s'est répandue dans les rues de la ville. Dans des maisons désignées d'avance, elle a cueilli six cents hommes de tout âge et les a conduits, tout juste vêtus, vers une destination inconnue.

Peu après sont revenus, relâchés, quelques infirmes qui ont précisé : le convoi avait été dirigé, assez loin, vers une forêt pour couper des arbres destinés aux tranchées. Dans ce camp on vivait de privations. Les résistances — il y en a toujours — étaient brisées par les moyens habituels : la faim, le froid, les coups.

Qu'il y ait désobéissance à un règlement, le soldat s'exaspère. Voici un fait précis dont je garantis l'authenticité.

Dans un autre camp, la nuit, le fils d'un médecin, un très jeune homme, eut le malheur de faire un peu de lumière avec une petite lanterne. Il fut aussitôt tué par la sentinelle à coups de baïonnette.

Quelquefois une résistance obstinée a été couronnée de succès. Dans un village voisin, des jeunes gens ayant refusé de travailler aux tranchées furent

affamés et battus. Quand on les vit prêts à accepter la mort, on leur permit de s'en retourner.

Il en fut de même d'une assez singulière tentative, dans quelques localités des environs, de soumettre d'honnêtes femmes à la visite sanitaire. Les premières qui s'y rendirent crurent qu'il s'agissait d'un appel régulier comme pour les hommes ; quand elles virent le médecin tout de blanc habillé et les infirmières, elles partirent si délibérément qu'on n'osa pas insister pour les retenir.

Promesses et menaces.

Pour le travail forcé, l'autorité cherche à sauver la face. Avant les grandes réquisitions d'hommes, une affiche a parlé du malheur des temps, de la détresse commune où personne ne peut refuser son effort. Une autre annonça, pour aider la population malheureuse, la création d'un office du travail.

Mais la menace est toujours près de la promesse. Une affiche qui demandait cinquante ouvriers pour le travail de guerre, à l'arsenal, avec un bon salaire, ajoutait qu'en l'absence d'engagements il y aurait réquisition d'un nombre égal, sans paiement.

Dans un autre chantier, il y a un registre ouvert pour les signatures de travail volontaire, avec nourriture, abri et argent. On ne signe pas et les privations sont dures.

On travaille le moins qu'on peut, mais il y a une limite à la grève perlée. « Que voulez-vous, me disait un ouvrier, on m'enverrait aux tranchées du front ! »

Les violences qu'on endure sont sans appel. Pour les crimes même il n'y a pas de justice assurée.

L'an dernier, dans une localité des environs de Douai, une jeune fille de bonne réputation fut trouvée étranglée, un ceinturon de soldat autour du cou. L'autorité promet de sévir. Les jours passèrent. Il paraît qu'il aurait fallu chercher le coupable trop haut. Une affiche promet une forte récompense à qui mettrait la justice sur la voie. Cet argent aurait coûté cher à gagner.

Mais si douloureux que soient de tels faits ce n'est pas là qu'il faut mettre l'accent. Ce qu'il y a de grave, c'est le régime lui-même, cette sorte de presse hydraulique à broyer les volontés, à tirer d'un peuple ses dernières ressources, machine formidable dont on détend ou resserre l'étreinte à volonté, selon l'intérêt du moment, qui fonctionne partout où l'armée pénètre, et dont les craquements devraient faire entendre aux plus durs d'oreille ce que signifie la domination allemande.

Exactions et vexations.

L'ensemble de la population continuait à vivre une vie de plus en plus surveillée et réduite. On

s'y fait ; on s'y adapte, sous la menace des réquisitions, du travail forcé, des maisons occupées. Personne n'est à l'abri. Quand l'état-major de la 6^e armée est venu s'installer à Douai, les propriétaires des maisons choisies ont emporté, dans un sac à main, un peu de linge de corps, avec ordre de laisser tout en état.

Ce sont des taxes de tout genre, des amendes difficiles à éviter, tantôt une série d'objets, tantôt une autre, qu'il faut apporter ou déclarer. Une imagination fiscale cherche, invente. Il s'agit de tirer de ce pauvre peuple tout le possible. Après les violences du début, c'est la tonte au plus près du troupeau, la terre exactement mesurée, cultivée dans ses moindres parcelles, les légumes prélevés, les dernières vaches réquisitionnées, quelques poules laissées en échange de plus d'œufs qu'elles n'en donnent. Il n'y a pas jusqu'aux serins qu'une affiche n'ait réclamés. On en est encore à se demander pourquoi.

Par le comité hispano-américain, par la culture maraîchère très développée, on pouvait vivre. Il s'y joint un faible ravitaillement venant des régions un peu moins éprouvées. Les communes secourent largement. Les bons communaux donnent une monnaie de papier abondante. Le cours forcé mais surtout la confiance dans la victoire assurent leur valeur. Chacun pense : « Les Allemands rembourseront » ; et l'on accepte sans barguigner d'étranges chiffons.

Le commerce était peu actif. A la fin de 1916,

il n'y avait plus de cuir, peu d'étoffes, peu d'objets de lingerie, peu de quincaillerie, presque plus de papier, de la bière sans orge.

L'industrie était arrêtée, les usines modernes vidées de leurs machines, le matériel des fabriques de sucre soigneusement envoyé en Allemagne; ce qui était trop ancien, démonté comme ferraille. Dans les mines qui n'étaient plus exploitées, les moindres tuyaux étaient emportés. Tout fut rafflé, pour qu'au lendemain de la paix l'industrie et le commerce soient longs à renaître.

La souffrance morale était grande. Tout a été dit sur notre séquestration, enfermés dans la ville et le terroir immédiat, privés de correspondance, sauf les courts billets, si rares, si décolorés, de la Croix-Rouge, et les cartes de prisonniers.

Nous sentions autour de nous par les actes de l'autorité, par les propos de l'armée, par le journal qu'on nous destinait, l'effort habile, obstiné, pour abattre les courages.

Qu'on y joigne l'amertume de vivre sans cesse au milieu même de l'armée ennemie, avec le défilé des régiments, parfois l'empereur passant avec sa garde et, aux jours de Lemberg et de Varsovie, les cloches de Saint-Pierre sonnant joyeusement; on peut se rendre aisément compte dans quelle atmosphère nous vivions. C'était, à rebours, le drame d'Eschyle — *les Perses* — la douleur âpre devant l'orgueil du vainqueur.

« On attendra ».

Malgré tout cela, il faut le dire très haut, les courages restaient debout. Il y avait des défaillances — et comment n'y en aurait-il pas eu ? — mais la confiance était intacte ; l'ensemble de la population restait forte.

Les pauvres gens, s'ils se plaignaient, étaient fiers aussi de penser que leur patience formait une partie de la résistance nationale. Une femme qui faisait cuire un peu de riz sur un maigre feu disait : « On attendra. On attendra tant qu'il faudra. »

Et ce serait toute une étude à faire que de montrer comment là-bas les gens de cœur tenaient haut et ferme le drapeau. Il était difficile de se grouper. On devait se conformer strictement à l'ordre établi. Mais on pouvait donner l'exemple, prendre des initiatives. A Douai l'« Œuvre des musettes » a réconforté et muni de ressources les prisonniers de passage.

Il y avait les organismes sociaux qui survivent à tout comme des murs dans l'inondation : l'église, — et l'on sait l'attachement passionné du prêtre pour la patrie ; — l'école, et là, des trésors se préparaient pour l'avenir.

Dans les simples conversations, très vite, partout, on arrivait au devoir prochain, à ce qu'on pourra faire pour relever les ruines, pour réaliser une vie nationale plus fraternelle, plus adaptée aux

nécessités évidentes. Que d'entretiens dans le jardin public, au bruit sourd, continu, du canon lointain !

Vraiment, il y avait là des gens qui aimaient leur pays d'un amour fervent et tendre, avec une certitude que rien n'ébranlait. Dans les mauvais jours, ils se répétaient la prophétie attribuée au curé d'Ars et qui a couru dans le Nord : « Quand tout semblera perdu, tout sera gagné. »

A ceux qui partaient, bien des gens, de toute classe, répétaient la même chose : « Dites bien, de l'autre côté, que nous n'avons qu'une idée : faire notre devoir. Nous souffrirons. Nous aurons faim. La ligne de feu se rapprochera et nous savons ce que cela veut dire. Nous tiendrons jusqu'au bout. Vous, faites tout ce qu'il faut pour assurer la victoire. »

VII

LES ALLEMANDS A CAMBRAI

Voici quelques détails sur l'arrivée des Allemands à Cambrai et sur leur installation dans cette ville.

— Le 26 août, vers huit heures du matin, arrivait à Cambrai un soldat anglais à motocyclette, demandant l'appui des troupes françaises pour les corps anglais que les Allemands refoulaient aux alentours d'Irouy. On lui répondit qu'il n'y avait plus de troupes, qu'elles venaient de se replier. Le soldat anglais renfourcha sa machine et disparut. Les Anglais dans ces conditions ne s'arrêtèrent pas à Cambrai.

Vers neuf heures, ils apparaissaient du côté d'Escandœuvres et continuaient immédiatement par la route du Cateau suivis de près par les Allemands qui arrivèrent aux abords de la ville à dix heures. Ils ne rencontrèrent pas de résistance sérieuse : quelques salves des Anglais à l'entrée de la route du Cateau, quelques salves des territo-

riaux français du côté de Cantimpré. Les Allemands se partagèrent en deux colonnes, l'une prenant les boulevards extérieurs, l'autre entrant par l'intérieur de la ville pour se rencontrer à Cantimpré. Ils étaient guidés par deux sous-officiers qui, marchant à l'avant, furent victimes du feu des territoriaux français. Les Cambrésiens reconnurent dans ces deux sous-officiers allemands tués, un certain Otto et un certain Burg, contremaîtres d'une filature établie depuis six ou sept ans à Cambrai, par les Allemands.

A l'arrivée des ennemis, une infirmière-major, au collège Notre-Dame-de-Grâce, se trouvant hors de son domicile, se hâtait pour rentrer chez elle. Du côté du palais Fénelon, elle se trouva prise entre deux feux ; les Allemands tiraient de Saint-Géry, les Français ripostaient de la rue Fénelon. L'officier allemand se montra galant homme : une fois n'est pas coutume. Il fit cesser le feu et cria à l'infirmière : « Mais passez donc plus vite, on va tirer. » Cette dame put ainsi regagner son domicile.

La ville, à ce moment, n'eut pas trop à souffrir. Deux endroits seulement furent atteints, mais fort peu. Les Allemands, ayant attribué à un civil (c'était d'ailleurs un soldat anglais) un coup de feu parti de l'angle de la route du Cateau et de l'ancienne avenue de la Gare, détruisirent la maison située à cet endroit et tirèrent sur toute maison environnante où il leur semblait voir quelque chose de suspect. C'est ainsi que M^{lle} Cagnard, âgée de

vingt-huit ans, fille d'un professeur du collège, ayant soulevé un rideau pour regarder ce qui se passait dans la rue, fut aussitôt tuée par une salve tirée sur la fenêtre où elle se trouvait.

L'occupation, complète dès le soir du 26, a valu aux Cambrésiens de loger chez eux les officiers, sous-officiers et même les diaconesses allemandes. Tout ce monde se montra en général assez peu gêné et fort exigeant. C'est ainsi que chez un notable de la ville ils demandèrent du champagne, des vins fins et des cigares à un franc cinquante. Cet homme, privé de ses domestiques et peu habitué aux choses de la cuisine, faillit avoir avec ses hôtes une histoire tragique. Un officier ayant demandé du café, le Cambrésien en question prit, par mégarde, le moulin à poivre. Quand il s'était aperçu de sa méprise, il avait continué, se disant qu'une petite pointe de poivre dans le café d'un Allemand cela n'était pas mortel... Un moment l'officier se crut empoisonné et son hôte put s'attendre à être fusillé, mais l'officier boche ayant compris qu'il ne s'agissait que d'un parfum de poivre mêlé au café n'insista point.

Quelques jours après, comme notre homme rentrait chez lui, il trouva ses armoires et sa cave à peu près vides de leur contenu. Il s'en prit à des diaconesses logées chez lui. Celles-ci se défendirent en montrant un papier posé sur une table. C'était un reçu, laissé gentiment par un certain M. Schwartz, oberlieutenant, qui, avant de quitter Cambrai, était venu se « refaire » un peu

dans cette maison. L'Allemand avait, en outre, le goût charmant de se moquer de celui qu'il volait ainsi en l'appelant « colonel » !

— Que signifie cette appellation de « colonel » ? demanda-t-il à une diaconesse.

Celle-ci lui fit comprendre qu'il était inutile de nier. Elle le conduisit à une armoire et lui montra un rouleau de papier sur le dernier rayon du haut. Le Cambrésien ouvrit ce rouleau et reconnut un brevet de membre honoraire d'une société de tir et de gymnastique dont il avait depuis longtemps oublié l'existence.

Puis la diaconesse fit monter son hôte dans une des chambres du haut de la maison, et parmi des effets hors d'usage lui montra une tunique d'officier. Elle avait servi à jouer un rôle dans une comédie interprétée à une matinée donnée par un patronage.

A Cambrai, comme dans toutes les villes du Nord qu'occupèrent les Allemands, ces derniers se signalèrent par des humiliations, des vexations et des vilenies continuelles à l'adresse des habitants.

Comme l'on demandait à l'un de ceux-ci, vieux Cambrésien, amoureux de sa ville natale, en quoi consistaient les tracasseries dont se plaisaient à les abreuver quotidiennement les Allemands, il répondit avec cette franchise qui est la caractéristique de cette race loyale :

— Des exemples ? Mais ils fourmillent, on pourrait en citer à l'infini. Tenez, en voici quelques-uns entre mille :

Vous savez que les amendes pleuvaient drues comme grêle et pour les motifs les plus futiles. Vous vous trouviez chez vous en train de vaquer à vos occupations ordinaires, soudain un gendarme allemand faisait irruption avec le sans-gêne dont étaient coutumiers les soldats du kaiser.

Vous vous apprêtiez à lui demander qu'elle était la cause de sa visite, d'ailleurs bien inattendue. Mais avant que vous ayez ouvert la bouche, le pandore boche de déclarer :

— Douze marks d'amende.

— Comment, douze marks et pourquoi ?

Il vous faisait alors remarquer que le rideau de votre fenêtre ne recouvrait pas entièrement celle-ci et que cela pouvait constituer un signal.

Vous n'aviez plus qu'à vous exécuter et à aller porter à la kommandantur le montant de l'amende à laquelle vous étiez condamné pour infraction à un règlement que vous ignoriez.

Afin de changer d'air et de dissiper cette mauvaise impression, si vous vous décidez à faire un tour de promenade, hors de la ville, le long du canal, comme en temps de paix, mal vous en prend. Les dépendances de Cambrai sont divisées en zones et il est interdit aux habitants de les franchir. Encore faudrait-il les connaître. Mais si vous contrevenez à ces règlements multiples, et vous y contrevenez toujours, un gendarme, sorti vous ne savez d'où, surgit soudain devant vous pour vous annoncer que vous êtes condamné à payer six ou dix marks. Et si vous en demandez la raison, be-

noûtement le sbire de Guillaume vous répondra que vous avez passé la limite qui vous était permise.

De rage vous rentrez chez vous. Des soldats perquisitionnent.

— Vite, monte au grenier, dit la femme à son mari, un Allemand vient d'y grimper. Moi je descends à la cave avec celui-ci.

Voulant connaître le motif de ces perquisitions intempestives, si vous interrogez l'homme qui fouille partout, il vous répondra « cuivre ». Vous devinez qu'il cherche du cuivre.

Il est vrai que le lendemain d'autres hommes reviennent. Cette fois ils s'en prennent à l'armoire à glace de la ménagère. Avec les ménagements, les précautions que l'on devine, ils déposent le linge de la famille par terre. Derechef, vous questionnez pour connaître le but de cette visite domiciliaire, et l'interpellé de répondre : « De l'or ». Vous devinez qu'il cherche des pièces de vingt francs.

Parfois, c'est armés d'un marteau que ces guerriers — peut-on profaner ce nom en le donnant à des soldats qui ont commis tant d'actions contraires aux lois de la guerre — pénètrent chez les habitants, et leur plaisir, plaisir sadique, consiste à écorner d'un coup de marteau une superbe cheminée en marbre blanc ou de briser un buste de fillette de même matière. Et comme la propriétaire du buste s'exclamait d'un ton navré sur la perte d'un objet auquel elle tient infiniment :

— Oh ! le buste de ma fille !

— Non, une copie... Pour cinq mille francs, à Paris, chez Barbedienne, vous trouverez l'original.

Telle est la brutalité de ces vandales, pourtant bien renseignés.

Veut-on à présent un exemple de leur goujaterie ?

Deux dames, la mère et la fille, en toilette de ville, traversent la place d'armes de Cambrai.

A l'une des fenêtres de l'hôtel de ville, un officier teuton fume son cigare. Appelant les deux femmes, il descend et les interpelle.

— Où allez-vous de ce pas, mesdames ?

— Nous allons rendre une visite, répond la plus âgée.

— On ne se promène pas ainsi en semaine, réplique le commandant.

Hélaht un Fritz quelconque, il lui donne l'ordre d'apporter deux balais. Puis, les désignant aux deux dames ahuries, il leur ordonne sur l'heure de balayer la Grand'Place. Et il ajoute :

— Cela vous apprendra à faire le ménage.

Avec les Allemands le travail est obligatoire pour tous. Ni l'âge, ni le sexe, ni la condition sociale n'apportent une dérogation à cette règle. On a vu travailler des vieillards de plus de soixante-dix ans et aussi des enfants.

Quelques Cambrésiens, notamment dans les faubourgs, possédaient encore plusieurs poules qu'ils nourrissaient tant bien que mal. Or, ces poules pondaient. Les Allemands eurent vent de la chose.

Aussitôt ils exigèrent deux œufs par semaine, non par poule, mais par volaille. Vous entendez bien... les coqs et les poussins devaient pondre eux aussi ! Et l'on a pu voir cette chose invraisemblable : des bourgeois acheter, à prix d'or, des œufs pour livrer aux autorités boches la quantité qu'ils exigeaient.

Les Allemands décrétèrent obligatoire la déclaration des lapins, laquelle fut suivie d'une réquisition partielle.

Petit à petit, tout est réquisitionné pour être envoyé en Allemagne, jusqu'à la laine des matelas. Et ce sont ces gens-là, dont chaque geste révèle le dénuement absolu, qui osent dire aux personnes désignées pour être évacuées, qu'en France elles ne trouveront pas à manger parce qu'on y meurt de faim !

Il arrive fréquemment que des soldats allemands mendent des victuailles aux habitants afin de les expédier à leurs familles.

Au retour d'une permission, un homme fut interrogé par le Cambrésien chez lequel il logeait.

— Comment ça va chez toi !

L'Allemand, gardant le silence, se mit à pleurer, puis il répondit au bout d'un moment :

— Je ne peux rien dire : c'est l'ordre !

Mais ce silence en disait long.

VIII

LES SOUFFRANCES DES JEUNES FRANÇAIS INCORPORÉS DANS LES BATAILLONS DE « DISCIPLINE ».

On connaît l'histoire lamentable de ces troupes d'esclaves, comprenant des jeunes filles de toute condition et jusqu'à des enfants de douze ans, que les Allemands employaient, même sous le feu des canons alliés, aux travaux les plus rudes.

Un témoin exprime la douloureuse pitié qu'il éprouva certain jour en voyant une équipe navrante de magistrats, de professeurs, d'instituteurs, d'avocats, d'agents de police, promenés de chantier en chantier et employés aux plus pénibles travaux de terrassement.

Un jeune homme de Caudry (Nord), jeté à l'âge de dix-sept ans à cette épreuve de travaux forcés, et qui reçut plusieurs fois la bastonnade pour s'être évadé, a déposé, dans les termes suivants, le 15 octobre 1918, sur les brutalités de la discipline à laquelle les travailleurs étaient soumis.

« J'ai été envoyé dans les bataillons de discipline le 22 septembre 1916, en même temps qu'environ une centaine d'autres habitants de Caudry. J'ai toujours fait partie du bataillon n° 34, où j'ai été pendant vingt-quatre mois, ayant essayé de m'évader six fois, la dernière remontant à six semaines.

« Ces bataillons de discipline sont la chose la plus infâme que l'on puisse imaginer ; nous y étions conduits comme du bétail. Je dois dire, sans me vanter, que je fus un de ceux qui ont été le plus maltraités, à cause de mes différentes évasions.

« Après chacune d'elles, à mon retour au bataillon, je recevais cent coups de bâton de la manière suivante, par ordre du feldwebel du bataillon n° 34 : on enlevait mon veston, ne me laissant que ma chemise et mon pantalon, on me couchait sur un banc, un soldat me tenait la tête en me fermant la bouche avec sa main, pour étouffer mes cris ; alors un deuxième soldat armé d'un bâton de la grosseur de trois doigts m'appliquait de toutes ses forces les cent coups de bâton sur tout le corps, même la tête, de sorte que j'étais à chaque fois plus de huit jours sans pouvoir marcher ; aussitôt après cette volée de coups de bâton, j'étais jeté en prison pour deux mois.

« Deux jours avant ma dernière évasion, le 28 septembre 1918, à Olisy (Ardennes), j'ai été témoin de ce qui suit : un jeune homme de Caudry, André Lévêque, vingt-trois ans, faisant partie du même bataillon que moi, a été roué de coups de crosse devant tous ses camarades, puis jeté à terre et meur-

tri au point de ne plus pouvoir se relever ; le lendemain, notre malheureux compatriote avait les membres tout noirs et démesurément enflés.

« Nous mourions de faim, ne recevant pour toute nourriture que de l'orge perlé, une boule de pain pour trois jours, un simple petit morceau de viande environ tous les quinze jours ; comme boisson, de l'eau. Une dizaine de mes camarades du bataillon, originaires de Caudry, entre autres : Bellot, Temboise, Marius Lasseron, Lozet, Henri Fontaine, Bouvelle, sont morts au bataillon par suite de privations et de mauvais traitements. »

IX

LE MARTYRE DE VALENCIENNES

Un habitant de Valenciennes, qui vécut, plus de quatre années sous le joug ennemi, a narré fidèlement les faits dont il fut le témoin.

Ce que furent pendant ces cinquante mois d'oppression, la morgue et la cruauté de l'oppresseur, il faut les avoir vécus pour s'en rendre compte.

Les Valenciennois étaient astreints à un véritable régime de bagne, contraints à travailler pour les barbares, emprisonnés, fustigés, envoyés à l'intérieur de l'Allemagne à la moindre protestation, tel le docteur Tanchon, maire de Valenciennes, âgé de soixante-quinze ans, qui, ayant voulu s'élever contre le traitement imposé à ses administrés, fut enlevé et conduit à Hoizminden, où il fut interné.

Des cruautés teutonnes infligées aux Valenciennois, voici un exemple entre cent.

Au cours de 1916, le témoin a vu, de ses propres yeux, douze jeunes Français, âgés de seize à dix-huit ans, crucifiés par les Allemands pour avoir refusé de se livrer à des travaux de fortification. Vainement, M. Billet, un commerçant de la ville, qui, avec un inlassable dévouement, remplaça dans l'administration de la cité le maire emmené en captivité, manifesta-t-il son indignation au commandant allemand qui avait ordonné ce supplice. Huit des jeunes gens moururent. Les quatre autres demeureront estropiés pour le reste de leur vie.

Cependant, chaque jour, l'ennemi s'efforçait d'abaisser le moral des habitants en leur montrant la France irrémédiablement vaincue, en imaginant des récits fantaisistes de défaites pour les Alliés et de victoires allemandes. Tour à tour, c'était Calais tombé, Paris pris et dépassé, les armées de l'Entente anéanties.

Mais ces nouvelles, à la stupéfaction des envahisseurs, n'arrivaient pas à émouvoir la population.

C'est que, malgré les fausses informations lancées par l'ennemi, malgré les efforts des Germains pour arrêter les rumeurs qui pouvaient parvenir de l'extérieur, les habitants de Valenciennes savaient à quoi s'en tenir.

Un négociant de la ville avait installé avant la guerre, dans sa maison du centre de la cité, un récepteur horaire de T. S. F. à l'aide duquel il se plaisait à régler chaque jour les pendules de son habitation. Lors de l'occupation, il réussit à dis-

simuler son appareil malgré les incessantes perquisitions ordonnées par la kommandantur.

Et c'est autour de cet appareil, que, chaque jour, quelques citoyens se réunissaient pour recueillir les nouvelles lancées « en clair » par notre poste de T. S. F. de la tour Eiffel. A la barbe du Boche, ils connaissaient au jour le jour les communiqués des armées de l'Entente.

Depuis le 18 juillet, sans arrêt, ils avaient donc pu suivre ainsi la marche ininterrompue de nos victoires.

Le premier mois de l'occupation, Valenciennes dut verser une amende d'un million, sous prétexte que quelques soldats avaient découvert dans un bureau de l'hôtel de ville un dessin injurieux pour le kaiser.

En octobre 1918, parce que les habitants n'avaient pas livré assez tôt leurs matelas et leurs cuivres, la ville fut condamnée à environ quatre-vingt-cinq mille francs d'amende.

Les réquisitions furent nombreuses ; elles s'exercèrent en tous genres et à toute époque. Elles consistèrent notamment en vêtements chauds, en viande et en boissons. Voici comment il y fut procédé. Il s'agissait de trouver trois mille couvertures : on a commencé par les maisons abandonnées ; un serrurier les a ouvertes ; les couvertures emportées ont été inscrites et leur prix évalué, puis les portes ont été refermées.

Par contre, les Allemands ont purement et sim-

plement confisqué les autos, les motocyclettes, les bicyclettes et les appareils téléphoniques.

Les réquisitions dont les dentellières de Valenciennes ont gardé le souvenir le plus précis portèrent sur les fils de lin employés pour les guipures d'art. Au grand émoi des Valenciennois, ces fils précieux servirent à tisser de la toile pour les sacs à terre des tranchées.

Les villes occupées avaient émis un papier-monnaie : cinquante centimes, un franc, deux francs, cinq francs, dix et vingt francs. Les coupures portaient la signature du maire de Valenciennes et d'un banquier ; le remboursement des billets était garanti collectivement par toutes les communes de l'arrondissement. Ce papier-monnaie, qui était accepté par tous, servait aux communes à payer les secours aux femmes des mobilisés, les traitements des fonctionnaires et les avances que l'ont faisait aux personnes dans la gêne.

A Valenciennes, les officiers avaient accaparé le café de la Paix et le café de Paris ; ils y buvaient de la « Munich » importée d'Allemagne. La « Munich » n'était pas venue seule. Des commerçants allemands, accourus avec leur famille, s'étaient installés dans les maisons abandonnées par nos compatriotes, dont ils avaient continué les affaires.

Au début de l'occupation, les Allemands donnaient des fêtes et des concerts ; ils pavoisaient pour un rien et faisaient sonner les cloches.

Il y avait longtemps qu'il n'en était plus ainsi. Depuis l'ennemi se faisait surtout remarquer par

ses instincts de rapine. Les soldats s'introduisaient dans les cuisines pour dérober les aliments qu'ils pouvaient. Ils mendiaient des pommes de terre de porte en porte. Les officiers les imitaient. Un commandant réclama un jour du riz, les mains tendues.

Les faubourgs ont surtout souffert, mais cependant les Allemands n'ont pas saccagé, brisé les glaces des boutiques comme à Douai et à Cambrai, mais ils pratiquèrent des pillages et des incendies. Le cœur de la ville et les rues avoisinantes sont en assez bon état. Les deux rues principales, la rue de Paris et la rue Saint-Géry, sont intactes, à l'exception d'un grand bazar qui fut d'abord pillé, puis flambé.

Vers le 15 octobre 1918, une affiche apposée sur les murs de Valenciennes annonça aux habitants que, « pour des raisons militaires », la population civile — hormis quinze cents personnes des services administratifs — allait être évacuée.

Cette évacuation fut un nouveau calvaire.

La population qui, malgré les Allemands, savait à quoi s'en tenir, s'efforçait d'échapper à l'ordre de la kommandantur. De nombreux habitants, cachés dans les caves, espéraient se dissimuler ainsi aux investigations de l'ennemi. Mais néanmoins, il fallut obéir.

Et, par les routes, le lamentable exode de cinq mille personnes commença, sous la pluie, dans la boue, chassés par le knout des barbares, vieillards, femmes et enfants étaient entraînés vers l'est. Beau-

coup tombèrent dans le fossé des chemins et moururent là.

A quelque dix kilomètres des faubourgs nord, un contre-ordre survint : les habitants étaient autorisés à rentrer dans Valenciennes. Mais, précisait la nouvelle circulaire, c'était à leurs risques et périls. On les prévenait, en outre, qu'aucune denrée ne pourrait leur être distribuée avant un temps indéterminé, et qu'il ne pourrait leur être servi que de la farine au lieu de pain.

Malgré cela, les habitants rentrèrent.

Ils comprirent alors quelles avaient été les véritables raisons de cette évacuation momentanée.

La plupart de leurs maisons avaient été pillées pendant leur absence. Un grand nombre d'usines, de manufactures, d'industries avaient été, sans raisons militaires, détruites par explosion.

Pourtant, l'aube libératrice était proche.

Le samedi 2 novembre, à l'heure du suprême départ, quelques officiers, s'adressant à la foule qui les regardaient narquoisement charger leur cantines, déclarèrent :

— Les Anglais sont dans l'avenue de Framurs ! Nous partons. Vous allez tous être Anglais ! Ce ne sera pas grave ! La guerre sera finie dans trois jours !

En effet, quelque temps après, les soldats canadiens franchissaient le canal et pénétraient dans Valenciennes où il ne restait plus que des arrières-gardes ennemies — le gros des troupes boches s'étant empressé de déguerpir durant les heures précédentes.

Elles arrivaient par la rue de Paris et la rue Saint-Jacques où crépitaient encore quelques mitrailleuses.

A neuf heures et demie du matin, Valenciennes était aux mains de nos alliés qui, à dix heures, défilaient sur la place de l'Hôtel de Ville où flottait encore le drapeau ennemi.

Le commandant E. A. Chatwin, des troupes canadiennes, l'arrachait de ses propres mains, cependant qu'un interprète de la mission française, M. Aubertin, hissait au sommet de l'édifice municipal le drapeau tricolore français, et qu'un Valenciennnois y joignait le pavillon britannique.

Ce pavillon était celui-là même que nos alliés, le 9 avril 1917, avaient hissé à Vimy.

Quelques heures plus tard, par les soins de M^{me} Billet, femme du négociant faisant fonctions de maire, deux dates : 9 avril 1917 — 2 novembre 1918, ainsi que les armes des Canadiens étaient brodées sur l'étendard glorieux.

Les murs de la ville, longtemps après le départ des Allemands, portèrent la dernière affiche de la kommandantur imprimée à la machine. C'était la convocation de tous les hommes de seize à cinquante-cinq ans, pour le 2 novembre, à huit heures du matin. Ce jour-là, sur la place d'Armes, jeunes gens et hommes d'âge se présentèrent au rendez-vous fixé ; mais à ce moment précis les premiers soldats canadiens apparaissant, les Boches s'en-

fuirent sur la route de Mons, et, avec la guérite noire et blanche, aux armes germaniques, dressée au pied de l'hôtel de ville, les Valenciennois rassemblés, s'offrirent, sous les obus, leur premier feu de joie.

X

L'ANÉANTISSEMENT DES FORGES DE DENAIN

Les Allemands ont tué les forges de Denain.

Mais ils ne les ont pas abattues d'un seul coup comme un ennemi sur un champ de bataille ; ils les ont assassinées lentement, avec une froide cruauté, des raffinements savants de tourmenteurs qui durèrent quatre ans. C'est un crime qui surpasse tous ceux que ces bourreaux ont commis dans le Nord de la France. On éprouve un frisson de dégoût, de stupeur aussi en apprenant la suppression d'une entreprise industrielle qui était une des richesses industrielles de cette active région du Nord, et le premier établissement métallurgique de France.

A Denain, la compagnie des Forges possédait une usine de cinq kilomètres de long sur deux de large ; quatre mille ouvriers y travaillaient jour et nuit ; elle produisait trois cent cinquante mille

tonnes d'acier par an. C'était une ville bruisante, un immense soufflet de forge toujours en haleine, une prodigieuse cité du fer avec ses voies de chemin de fer, sa gare, et qui lançait chaque année sur le marché du travail ses kilomètres de rails, ses locomotives, ses plaques d'acier pour navires. C'est aujourd'hui un tas de ferraille inutilisable.

Jusqu'au 2 septembre 1914, les usines de Denain poursuivirent leur tâche avec un personnel de fortune. Mais bientôt, faute d'ouvriers, elles fermèrent leurs portes. Vers la mi-septembre, un officier allemand vint trouver le directeur.

— Voulez-vous, lui proposait-il, continuer de produire avec notre concours ? Nous vous fournirons les matières premières et, au besoin, les ingénieurs.

Le directeur refusa. Quinze jours plus tard, nouvelle demande plus énergique. Nouveau refus. Troisième démarche, appuyée cette fois par trois officiers allemands jouant tour à tour de la menace et de l'insinuation ; ils se heurtent, poliment mais catégoriquement, à la même fin de non-recevoir.

La première année de guerre s'achève et les hostilités commencent. L'usine est, sous le couvert de la force armée, visitée de fond en comble, puis placée sous séquestre. Tous les produits, tout le matériel, inventoriés, consignés, sous la responsabilité conjointe du maire de Denain, du directeur des Forges et de son personnel. Des sanctions d'une extrême gravité sont prévues au cas où viendrait à disparaître le moindre boulon

porté à l'inventaire. Un séquestre est installé dans la place, un gros industriel allemand qui n'a de militaire que la brutalité et l'uniforme, le capitaine Bocking.

Les usines sont placées sous son autorité absolue dès les derniers jours de 1914. Le drame va commencer. Il comportera deux actes : l'enlèvement systématique, le pillage méthodique, puis l'extermination.

Des équipes d'ouvriers allemands secondés par des prisonniers russes s'abattent sur les forges, chargent à pleins wagons le minerai, la fonte, les produits intermédiaires, puis les produits finis. Cependant à ces rapines on met des formes, on exagère à plaisir les conventions usuelles. Chaque quantité de métal brut ou travaillé est pesée, étiquetée. On force le directeur à assister cent fois par jour à cette vérification. On lui délivre dix bons de réquisition pour un. L'Allemagne, à ce moment, n'en est pas à un chiffon de papier.

Après les produits, on s'en prend aux machines, D'abord les lingotières, les formes en fonte, ou s'opère le coulage de l'acier. Le directeur proteste énergiquement. On le rassure en lui affirmant qu'on n'enlèvera que les formes détériorées.

L'Allemagne, alors comme aujourd'hui, n'en était pas à un mensonge près.

Deux jours plus tard, on emporte les lingotières en service, la semaine suivante, les lingotières neuves, gardées précieusement en réserve. On était au printemps de 1915. L'été venu, on s'at-

taque aux cylindres des laminoirs. Ce sont les rouages vitaux de l'usine. Les soustraire, c'est atteindre au cœur son organisme, précipiter son agonie, vouer à une irrémédiable détresse les quatre mille ouvriers qu'elle nourrit.

— C'est faire la guerre après la guerre, proteste à nouveau et hautement le directeur.

A cette époque se place un temps d'arrêt dans le déménagement total de l'usine.

Que se passe-t-il ? Les bandits hésiteraient-ils dans leur œuvre destructive ? Que nenni ! Ce serait mal les connaître : ils ignorent le remords et ne reculent jamais devant les pires forfaits.

Leur chef Bocking est allé simplement à Metz prendre des instructions, car c'est dans cette ville que siège en conseil permanent le haut état-major qui préside au *Service central des destructions*. Etat-major composé d'industriels, de financiers de marque et, suprême précaution, de jurisconsultes allemands, sous la haute direction du chancelier de l'empire.

De cet aréopage de violence partent quotidiennement les ordres qui régissent le dépouillement et la destruction des organisations industrielles en territoire occupé.

Pendant que Bocking est à Metz, un complot se trame contre lui. Un ancien contremaître des aciéries d'Homécourt, espion dès avant la guerre aux gages de l'Allemagne, un certain Dryer, est chargé de contrôler les faits et gestes de Bocking. Que les

Allemands s'espionnent l'un l'autre, il n'y a rien là qui doive nous surprendre.

Donc, le Dryer, qui devait neuf mois plus tard se faire prendre la main dans le sac en flagrant délit de vol de rations militaires, dénonce le Bocking comme tendre à l'égard des usines dont il administre le pillage. Et celui-ci, pour prouver son loyalisme, revient aiguillonné du désir de montrer son zèle.

En moins d'une semaine, les cylindres des lami-noirs sont démontés et expédiés Outre-Rhin. Suivent les bronzes, jusqu'alors dissimulés dans des cachettes, dont l'infâme Dryer, d'accusateur devenu complice, a pu établir l'existence.

Le directeur est sommé d'avoir, dans la huitaine, à en révéler l'emplacement, sous peine de voir déporter les ouvriers qui travaillent sous ses ordres. Il n'y a pas à hésiter, car on ne sait que trop que les Allemands savent mettre leurs menaces à exécution. Directeurs et contremaîtres, réunis en conseil de guerre, décident pour sauver le personnel, de livrer leur secret.

Les bronzes prennent le chemin de l'Allemagne et, après eux, les machines-outils.

Enfin, c'est le tour des autres machines et accessoires démontables, les locomotives, les wagons et jusqu'aux moindres bouts de rails. Tout ce qui se pouvait extorquer est enlevé. L'usine est vidée, il ne reste que la coque.

Nous arrivons au second acte du drame ; après

la mise à sac, l'anéantissement. C'est l'affaire de la B. D. K.

La B. D. K., autrement dit le service de destruction économique, est une filiale de la grande *Yehme* (bande noire) de Metz. Elle s'inspire des circonstances pour travailler au mieux de son emploi. Tout ce qui n'a pu être emballé est livré à la rapacité d'une nuée de brocanteurs, de juifs lithuaniens et autres pilleurs d'épaves qui se jettent sur la dépouille pantelante de l'usine et achèvent de la décortiquer.

Mais il restait les hauts fourneaux, les réservoirs, les générateurs, les bâtiments, les bureaux : ils sont fracassés à coups de mines. Sous menace de mort et revolver au poing, des contremaîtres allemands, tous techniciens aux ordres eux-mêmes d'officiers allemands, contraignent des équipes de trois à quatre cents hommes à faire sauter à la dynamite tout ce qui subsistait encore ; des prisonniers de guerre russes, anglais, français aussi, hélas ! et jusqu'à des civils de la région participent à cette sinistre besogne. Les destructions se poursuivent méthodiquement. La dynamite a raison des œuvres de force que le travail humain ne peut entamer. L'opération avait lieu chaque jour ; de six heures à huit heures, cinquante à soixante détonations terribles faisaient trembler toute la ville. Les pionniers cantonnèrent dans les décombres. L'intendance y établit ses dépôts. Aux observations du directeur, pilleurs et incendiaires répondaient qu'ils se livraient à des représailles pour imiter les

alliés ; ils n'avaient qu'une crainte : ne pouvoir achever leur œuvre infernale.

Dans ce qui restait des forges de Denain, quelques semaines avant le repli, les Allemands y avaient installé un ouvroir où ils obligeaient, par la violence, des jeunes filles du pays à ce travail épuisant : le tressage des fils barbelés.

Enfin la débâcle arrive. L'ennemi, sur l'emplacement de l'usine détruite, avait accumulé des réserves de bois pour l'hiver. Harcelé, il n'a pas le temps d'évacuer ce dépôt. Des brûlots sont prêts, auxquels, avec une joie féroce, le matin du 13 octobre, il s'empresse de mettre le feu.

La flambée se propagea sur deux kilomètres. L'incendie rougeoyait jusqu'aux faubourgs de Cambrai. Pillage, chômage forcé des ouvriers, destruction, embrasement, c'est une perte nette d'au moins cinq cents millions.

Et l'administrateur des Forges de Demain, en contemplant les tas de ferrailles, les amas de gravats, les ruines de son usine anéantie, disait :

— Chaque explosion nous faisait crisper les poings, pleurer de rage ; nous nous demandions avec angoisse : « Les sauvages ! que démolissent-ils encore ? » Ils n'ont rien laissé. Les Forges de Denain ne pourront se remettre au travail avant dix ans. Et pendant ce temps ils fabriqueront, livreront leur acier, leurs machines. Il faudrait que pendant cette période ils envoient en France leurs produits que nous livrerons à nos clients comme si nos usines étaient en plein rendement comme

les leurs. Sans cela on ne pourra les rattraper; ils auront sur la métallurgie française, en comptant la durée de la guerre, quinze ans d'avance. Il est de toute nécessité que l'on connaisse leur crime contre notre industrie de l'acier.

Tel est, dressé par celui-là même qui en fut de plus près le témoin angoissé, le constat d'agonie des Forges de Denain. S'élèvera-t-il après cela une seule voix pour prétendre qu'un tel assassinat, perpétré avec une telle cruauté, puisse demeurer impuni?

XI

LA VIE A MAUBEUGE PENDANT LA GUERRE

M. Paul Defontaine, député d'Avesnes, arrivé à Evian le 16 janvier 1917 avec un convoi de rapatriés, par les récits desquels on a pu connaître la vie dans les pays occupés par les Allemands, a raconté une partie de ce qui s'est passé à Maubeuge depuis le mois d'août 1914.

— Au début de la guerre, raconta l'honorable député, mort depuis son retour, j'étais à Maubeuge avec les miens. Ils ne voulurent jamais quitter la ville. On était si sûr du triomphe ! Nous restâmes.

Ma maison était située à Louvroil, le faubourg de Maubeuge où se trouve l'hôpital auquel j'étais attaché en ma qualité de médecin. Louvroil fut pulvérisé. Maubeuge proprement dit souffrit moins. J'ai su depuis par un officier ennemi la raison de cette tactique. Maubeuge est tout à fait dépourvu

de clocher. L'église de Louvroil en possédait un, visible de fort loin, et c'est un principe pour les Allemands de viser d'abord les églises. L'effet produit est toujours excellent.

Il faut dire que dans cette première quinzaine de septembre, après la capitulation, les Boches ne firent pas trop de mal en ville. En revanche, ils commirent les plus abominables forfaits dans deux villages voisins, à Renquigny et à Beaufort.

Le 10 septembre 1914, un gouverneur civil s'installait à Maubeuge. C'était un Bavarois, le baron von Binzer. Il administra la ville jusqu'en octobre 1916. A cette date, après l'offensive de la Somme et le recul allemand qui suivit, Maubeuge est devenu place d'étapes. Tous les fonctionnaires civils ont été remplacés par des officiers.

Le premier acte des occupants fut d'opérer chez tous les habitants une exacte perquisition. Après quoi, ils déménagèrent les pendules. C'est la loi essentielle de leur droit des gens.

Je dois reconnaître qu'alors nous ne souffrîmes pas trop de la faim. Dès le début, le grand comité hispano-américain, qui siégeait à Bruxelles, nous ravitailla avec un zèle et une générosité au-dessus de tout éloge.

Sur vingt-deux mille habitants que comptait Maubeuge avant la guerre, il en restait douze mille environ. Depuis l'offensive de la Somme, les vivres, qui étaient déjà très rares et très chers, devinrent introuvables et augmentèrent dans des

proportions telles que, seuls, les gens très riches pouvaient s'en procurer.

Et les gens très riches à Maubeuge, on les comptait. De sept francs le kilo, le café était passé à dix francs. La viande valait quatre francs la livre. Il fut depuis interdit d'abattre. Il était alloué à chaque habitant cinquante grammes par semaine. Les Allemands exerçaient dans les fermes une surveillance minutieuse et réquisitionnaient tout sur place. Ils avaient à la ville, de même qu'à la campagne, une police secrète à laquelle rien n'échappait. Le bétail était parqué, catalogué, marqué d'une estampille que nul ne se serait avisé d'enlever. Les vaches laitières étaient l'objet d'attentions particulières. On leur avait mis des boucles d'oreille en zinc portant un numéro d'ordre. Depuis longtemps, le vin n'existait plus. Toutes les caves étaient vidées. On buvait de l'eau et de la bière qu'ils faisaient venir d'Allemagne ou qu'ils fabriquaient dans les brasseries de la région. Le pain noir et grossier était vendu dans une proportion de cent grammes par jour pour une personne.

C'est dans les conditions suivantes que les départs s'accomplissaient : les ouvriers étaient classés en deux catégories, ceux qui travaillaient de bonne volonté et les autres, ceux qui travaillaient de force, car l'autorité allemande n'admettait pas qu'un homme valide, n'ayant pas dépassé la soixantaine, restât inoccupé. En conséquence, la méthode qu'ils employaient était la même qu'en Belgique. Tout récalcitrant était arraché de son

foyer, enrôlé dans des équipes que l'on envoyait au loin et que l'on employait à des travaux de terrassement. Ils étaient payés à raison de trente-cinq centimes pour une heure, et la schlague quand ils faisaient montre de paresse ou de mauvaise volonté. Aux dociles, on attribuait six francs par jour. Ils faisaient des obus pour l'ennemi. Il ne convient pas de les blâmer : ils avaient femme et enfants. Il ne faut blâmer personne. Quoi qu'ils fassent, les malheureux, qui, depuis deux années, subissaient la domination allemande, et qui, sans se lasser jamais, gardaient au cœur l'amour de leur patrie, sont dignes de toute notre pitié, de toute notre admiration.

Pour pouvoir partir, il fallait être âgé de plus de soixante ans, malade ou infirme, c'est-à-dire être considéré comme bouche inutile, comme une charge, un animal incapable de rendement. Les femmes devaient justifier d'un enfant de moins de quinze ans, être indigentes ou malades.

La demande faite à la mairie, on attendait. Un médecin allemand vous visitait. De lui dépendait votre sort. Après une nouvelle attente, on recevait une fiche : Avis favorable. Vous étiez autorisé à faire vos préparatifs de départ — ce qui ne voulait pas dire que vous partiriez sûrement. Ah ! ces heures qui précèdent l'Heure, la seule qui compte à présent ! On interroge les horloges ! Cent fois on tire sa montre. Comme les aiguilles avancent lentement ! On ne dort plus. On ne mange plus. On tourne sur place. On va, on vient. On rit, on

pleure. On oublie tout, les humiliations, les ruines, les souffrances, tout, tout ! On se sent plein d'espérances et d'angoisses. S'il y avait contre ordre ! Cela s'est déjà vu.

Enfin, l'Heure bénie sonnait ! On allait pouvoir quitter ce bagne, mais on le quittait, comme des forçats, entre une haie de gendarmes, un numéro d'ordre sur la poitrine. C'est dans cet humiliant appareil que nous avons dû traverser la ville où les habitants avaient ordre de ne pas paraître dans les rues, de tenir même leurs fenêtres closes afin de ne pouvoir échanger avec les voyageurs un mot, un baiser, un simple signe d'adieu.

Et les vieux, les jeunes, les femmes, les petits se retrouvent à la gare — pauvre troupeau humain, docile, craintif, qui regarde le train. C'est bien pour eux qu'il est là, pour eux qu'il fume. Des sortes de gardes-chiourmes, mi-civils, mi-militaires, affectent de jouer aux bons enfants. Avec des sourires qui sont autant de grimaces, ils tâtent les poches, glissent sur les doublures leurs doigts boudinés.

— Vous n'emportez rien de défendu ? Bien sûr ! Gare, si en cours de route je découvre quelque chose !... Je fais revenir tout le monde !...

Il est permis d'emporter trois cents francs d'argent français et des bons communaux de vingt, dix, cinq, deux et un franc, qui seront remboursés à partir du huitième mois après la conclusion de la paix. Les valeurs nominatives sont également tolérées à condition de les confier au chef de la

troupe, lequel vous les restituera à la fin du trajet. En poche, pour les frais de route, dix francs doivent suffire. Le surplus est tout simplement confisqué. Les lettres, les imprimés, en général tout ce qui est écrit, sont rigoureusement interdits.

La visite est terminée. Il est six heures et demie et la nuit depuis longtemps est venue.

— Allons ! en route, et vite !...

Aussitôt, dans les wagons, pêle-mêle, les réfugiés s'entassent. Un coup de sifflet. Le train démarre dans la plainte des essieux qui grincent. Du cœur, les larmes montent aux yeux. La pensée attendrie de tous ces pauvres gens va vers ceux qui restent, vers ceux qui étaient là, debout, derrière les auvents de leurs fenêtres, de tous ces compagnons d'infortune qui les ont vus passer sans pouvoir leur dire adieu ! Car, par ordre, dans le but d'éviter des manifestations, quelles qu'elles soient, il leur a fallu clore leurs demeures et garder le silence. Et si, des persiennes fermées, un bruit monte, c'est celui d'un sanglot !

A la vitre de chacun des wagons, il y a une pancarte. On y lit : « Il est permis de se ravitailler aux buffets ». Le train roule dans un noir d'enfer. Quelqu'un note : « Nous sommes partis le dimanche 14, à six heures du soir. Quand arrivera-t-on ?... Oui, quand ? » On fait des suppositions. Personne ne sait. Le sommeil a raison des plus curieux et des plus bavards.

Une aube indécise éclaire à peine les vitres embuées des compartiments que déjà tout le monde

est debout. Les enfants piaillent : ils ont faim. Les hommes aussi ont faim et les femmes également. On attend. Les plus résolus s'informent. Il n'y a pas de wagon-restaurant, pas de cuisine, rien ! Alors ?

Aux champs, d'autres champs succèdent. La pluie qui tombe voile les lointains. Toutes ces étendues sont d'une tristesse infinie. Va-t-on manger enfin ? On attend toujours. Vers onze heures, un court arrêt. Des hommes passent portant des seaux. Et à tous ces affamés on donne une gamelle — une gamelle de riz ! Est-ce possible ? Bien sûr, ce n'est pas tout. Et on attend encore ! Déjà le jour décline. Autre arrêt. Chacun a la même pensée : le buffet, parbleu ! N'est-ce pas permis ? Il y a bien un buffet, mais il est fermé. Seconde gamelle. Elle contient des nouilles. Si seulement elles étaient au beurre ! C'est le dîner !

Tous ces hommes, toutes ces femmes eurent faim, atrocement faim. Le docteur Defontaine tout le premier se sentit pris de vertige. Il se demanda s'il n'allait pas devenir fou. Sérieusement, il songea à couper un morceau de sa banquette pour apaiser la brûlure de son estomac. Et il l'aurait fait si le train n'était entré en Suisse...

— Mais, ajoute-t-il, à quoi bon insister sur ces dernières misères ? Nous goûtâmes le charme et le réconfort de l'hospitalité suisse ; maintenant nous voici en douce France. Tous nous ne songeons plus qu'à travailler pour cette unique patrie.

LES ALLEMANDS DANS LE PAS-DE-CALAIS

XII

BAPAUME SOUS LA BOTTE ALLEMANDE

La petite ville de Bapaume fut, dès le 27 septembre 1914, administrée par les Allemands. A un premier passage, ces vandales avaient imposé des réquisitions formidables à la ville mais ils avaient respecté les biens et la vie des habitants.

Revenus en maîtres, à la suite du combat livré le 26 septembre entre Cambrai et Bapaume, les Allemands repoussèrent nos troupes dans la direction de Puisieux, Bucquoy, Adinier, Ficheux, sans pouvoir mettre la main sur Arras. Pendant dix jours ils s'acharnèrent sur cette malheureuse cité et cachèrent leur déconvenue en faisant croire que l'empereur était entré à la tête de ses troupes dans Arras, se dirigeant vers Calais. Depuis ce jour, le canon se chargea de leur donner un dé-

menti et les habitants de Bapaume purent conclure par le bruit du canon que la ligne de feu ne changeait plus.

Les troupes d'occupation commirent quelques dégâts dans les maisons abandonnées, mais s'attaquèrent surtout aux caves, aux provisions de bouche, cigares et vêtements ; ils expédièrent par wagons dans leur pays des quantités d'armoires à glace et ce qu'ils trouvèrent à leur convenance. Tout ce qui se rapportait à l'approvisionnement fut réquisitionné et l'administration allemande, représentée par le colonel Welsch, officier au nez en bec de corbeau, grossier et menteur, fit marcher pour son compte le moulin du maire de Bapaume ; chaque sac de farine fut vendu aux boulangers quarante-deux francs et, comme le blé ne leur avait rien coûté puisqu'ils l'avaient pris, le bénéfice réalisé devait être assez joli.

La gendarmerie était commandée par le comte d'Hartemberg, homme à l'aspect aimable mais rude, comme tout militaire prussien ; ce fut lui qui assura la réception du kaiser à Bapaume le 4 octobre 1914, en forçant toutes les notabilités de la ville à prendre le balai pour nettoyer les rues ; le cortège automobile impérial, protégé par trois aéroplanes, se rendit à la mairie. Le kaiser salua la statue de Faidherbe d'un geste théâtral et daigna serrer la main du comte d'Hartemberg en signe de satisfaction. Celui-ci ne put cacher son immense joie, qu'il confia au curé-doyen de Bapaume.

Le lendemain, changement à vue : ce brave

doyen, dont la maison était envahie par les autorités militaires allemandes, généraux, colonels, etc., fut arraché à son sommeil et conduit sous bonne escorte devant le farouche colonel Welsch, qui lui tint ce langage : « Avec monsieur le maire ici présent, les bornes-fontaines ne fournissent plus l'eau depuis cette nuit ; c'est un acte inhumain envers nos troupes. Si dans deux heures l'eau n'est pas ramenée aux fontaines, vous serez fusillés tous deux de chaque côté de la statue de Faidherbe ». Il termina son allocution par cette bonne plaisanterie teutonne : « Vous aurez le droit de choisir le côté de la statue qui vous plaira le mieux ! » Heureusement, la pompe élévatoire put être remise en marche, mais le pauvre ouvrier qui assurait le service des eaux fut tellement bouleversé par cette menace qu'il se jeta volontairement dans un puits.

Pendant toute la fin de septembre et le début d'octobre, les reconnaissances journalières des avions allemands portaient d'un champ d'aviation organisé au nord de la ville vers la route de Douai : plusieurs avions français vinrent jeter des bombes sur les troupes allemandes, auxquelles ils tuèrent sept soldats. A ce moment, le prince Eitel habitait une maison du faubourg de Douai et les Allemands mirent au secret le propriétaire de cette maison en prétextant qu'il avait indiqué aux Français la présence du fils de Guillaume ; ce pauvre homme parvint difficilement à prouver son innocence.

Les blessés français des combats du 26 septembre, n'ayant pas tous été évacués, devinrent

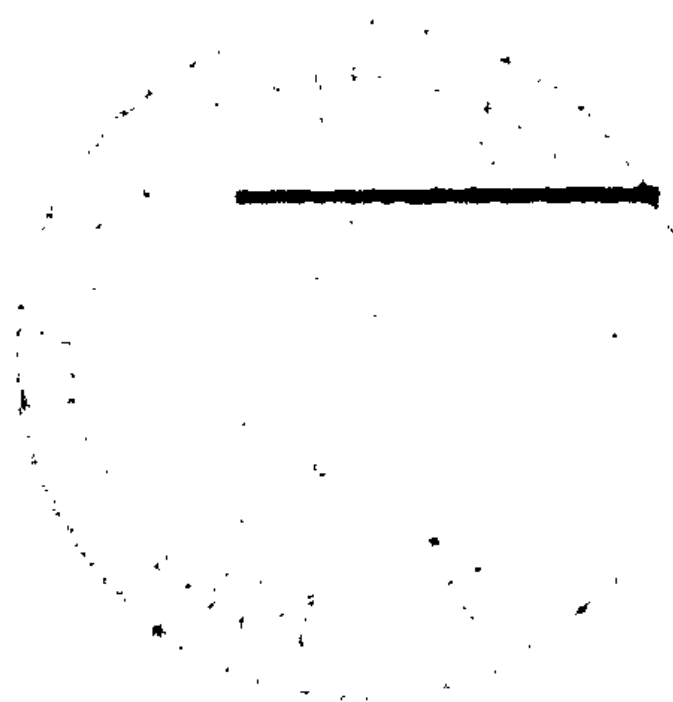
prisonniers ; une partie, les plus blessés, opérés par le médecin aide-major Petel, aidé de sa femme et M^{me} Dufour, de la Croix-Rouge de Lille, étaient à l'hôpital civil ; une trentaine d'autres, peu atteints, avaient trouvé asile à l'institution Saint-Jean-Baptiste ; parmi eux, le commandant Brunet, de l'infanterie coloniale, et le capitaine de Courson de la Villeneuve, des dragons ; une installation d'une vingtaine de lits avait été prévue grâce à l'initiative de M^{me} Deron, infirmière diplômée, femme d'un lieutenant de territoriale ; aidée de son père, M. Lequette, et du supérieur du collège, cette femme courageuse hospitalisa peu à peu plus de cent malades français que les Allemands lui amenaient dans de grandes automobiles, sans se soucier de pourvoir à leur nourriture ; aussi les ressources du collège vinrent-elles à manquer, et M^{me} Deron, accompagnée du supérieur, dut se présenter devant le redoutable colonel Welsh afin de réclamer à manger pour ses pauvres soldats. Celui-ci accorda un peu de pain, quelques légumes, puis, impatienté par l'insistance de la pauvre dame qui criait misère, il lui dit, avec un geste brutal : « La porte ! Videz ! »

Les affreuses souffrances de nos pauvres défenseurs étaient soulagées avec un dévouement sans égal par des infirmières volontaires, M^{me} Boucher, M^{lle} Peugniez, etc., et par l'abbé Verdin, ancien interne des hôpitaux de Paris, qui assura seul le service de cette formation sanitaire jusqu'à l'arrivée de trois majors français prisonniers. Grâce à son

habileté et à celle du docteur Petel, bien des existences purent être conservées.

Peu à peu, les Allemands installèrent deux hôpitaux avec leur personnel de lazaret de campagne sous la direction du docteur Schwerer, de Baden-Baden, et pour recueillir les plus gravement atteints des trois mille blessés journaliers qui passaient à Bapaume. Ils dirigèrent cependant peu à peu les blessés français et les médecins vers l'Allemagne par Marcoing, Cambrai, Valenciennes et Mons.

Le problème de l'alimentation fut très difficile à résoudre à Bapaume, quand on songe que, dès le milieu d'octobre 1914 une partie de la population vivait des distributions allemandes et devait racheter les denrées que les Boches leur avaient volées.



XIII

SOUVENIRS D'UN MÉDECIN RAPATRIÉ DE LA RÉGION DE BAPAUME

Voici les notes d'un docteur en médecine qui vécut aux environs de Bapaume plusieurs années sous le joug allemand. Il expose simplement les faits dont il a été le témoin mais ces souvenirs vécus constituent un réquisitoire implacable.

Il m'est impossible de décrire la joie que j'ai éprouvée en mettant le pied en pays non envahi.

Ce fut une telle détente, un tel soulagement, qu'il me semble respirer plus librement et voir autour de moi des paysages plus beaux. Le tempérament français veut qu'on oublie vite les misères, quelles qu'elles soient... hélas ! est-il possible d'oublier ce que l'on a souffert ?

La commune de Bucquoy, où j'exerçais la médecine fut envahie le 27 août 1914. Nous aurions pu, à cette date, ma famille et moi, abandonner le

pays pour chercher ailleurs une sécurité complète, mais je considérais qu'il m'appartenait, comme docteur, de rester fidèle à mon poste ; et puis, j'avais cru aussi que, grâce à mes fonctions, les Allemands auraient un peu de considération pour moi. Fallait-il peu les connaître !

Ce qu'ils veulent avant tout, c'est faire sentir le poids de leur joug ; c'est montrer qu'ils sont les maîtres du moment et qu'ils ont le droit d'exercer leur autorité à tort et à travers.

N'ai-je pas vu mon confrère, le docteur Ficheux, de Croisille, obligé, à soixante-cinq ans, de nettoyer les fosses à fumier et de traire les vaches. Il est mort à la peine de chagrin et d'épuisement.

C'est la Kultur !

Il en était continuellement ainsi : humiliations sur humiliations, vengeances mesquines d'un ennemi qui sait que sa domination sera courte et qui fait payer aux envahis sa lourde déconvenue.

Une petite commune voisine de la nôtre avait pour maire un brave et honnête fermier qui parlait tant bien que mal le français, car ses administrés ne comprenaient guère que le patois du pays.

Le malheur voulut que le commandant allemand qui vint s'installer dans cette localité fût un amateur de belles-lettres françaises, se vantant d'apprécier notre littérature et d'en connaître toutes les nuances.

Aussi la scène suivante se renouvelait-elle tous les jours avec quelques variantes, dans le bureau

la kommandantur où le maire venait assister au rapport quotidien.

— Monsieur le maire, disait le commandant, vous seriez parfaitement aimable de prévenir vos administrés que demain nous réquisitionnerons les matelas.

— Bon, répondait le fermier, navré mais dompté. J' vas leur z'y dire.

— Comment dites-vous ? monsieur le maire : « *Je vas leur z'y dire* ; » ayez donc l'extrême obligeance de me parler français.

— C'est que... Je leur z'y dirai, quoi.

— *Je leur z'y dirai !* Monsieur le maire, vous vous moquez du monde. Serons-nous obligés de vous apprendre votre propre langue en même temps que l'allemand ? Allez, je vous prie, faire une promenade d'une heure dans la cour et demander une leçon à mes soldats. Allez, monsieur le maire.

Mais ce n'était pas toujours aussi badin. Le commandant de place d'une autre localité n'envoyait jamais quérir le maire sans haranguer ainsi ses soldats :

— Pas besoin de paroles, n'est-ce pas ? Trois bons coups de botte dans les reins. Il comprendra ce que ça veut dire.

Les appels généraux étaient fréquents ; toutes les personnes au-dessus de seize ans devaient s'y rendre et l'on n'admettait aucune raison de maladie ou de grand âge. Ils avaient lieu en général à cinq heures du matin ; cependant, une nuit, on fit mettre sur pied toute la commune à une heure du

matin ; un vieillard de 92 ans demanda l'autorisation ne rester dans son lit. Les soldats se moquèrent de lui et, le poussant brutalement hors de sa demeure, lui répondirent « que le grand'air était excellent pour la santé des moribonds ».

Ces appels étaient faits sans aucun objet sérieux, uniquement pour le plaisir de tourmenter la population ; on les subissait sans protester, parce que, somme toute, ils constituaient la moindre des vexations ; mais avec quel esprit de haine et de révolte assistait-on, par exemple, au départ des jeunes filles pour le travail des champs.

Quelle que fût leur condition, leur état social, elles étaient réunies de grand matin sur la route, encadrées de soldats armés et menées aux champs pour y exécuter les travaux les plus pénibles : le fumage de la terre, le binage des betteraves, le buttage des pommes de terre.

Un jour, on les conduit un peu plus loin que de coutume et, après une marche d'une demi-heure, elles s'aperçoivent avec terreur qu'elles sont arrivées sur un terrain où les obus des armées alliées pleuvent sans arrêt. Des trains de munitions allemands passent sur la voie toute proche, dirigeant vers les premières lignes leur cargaison de mitraille. Des tranchées anciennes sont là, gênant considérablement le mouvement des troupes. On remet aux jeunes filles des pelles, des pioches et un ordre bref retentit.

— Que tout ce terrain soit nivelé ce soir.

Les ouvrières se mettent au travail, mais le bom-

bardement augmente, le tir des Alliés se précise, chaque obus se rapproche de la ligne du chemin de fer et, soudain, cédant à l'épouvante qui s'empare d'elle, une jeune fille s'enfuit. La contagion gagne aussitôt toutes ses compagnes ; les voilà jetant leurs outils et s'enfuyant précipitamment vers leur village ; elles sont déjà sur la route lorsque les soldats les rejoignent ; boïonnette en avant, ils se jettent sur les malheureuses et les arrêtent.

— Retournez là-bas, commandent-ils en ponctuant leurs paroles de coups de crosse.

— Non, non, jamais !

— Soit, dit alors un officier, qu'on les emmène au poste.

Et, de force, les ramenant sur les lieux où le bombardement atteint son maximum de violence, elles sont enfermées dans une grange que ne cessent d'encadrer les obus.

Elles s'y trouvent à peine depuis un instant qu'à deux cents mètres de là un wagon de munitions, atteint par un projectile, explose brusquement, projetant des milliers d'éclats sur la grange où se blottissent peureusement les jeunes filles.

Au village, là-bas, on s'est inquiété. Le maire est allé trouver le commandant, protestant contre ce traitement inhumain. Il n'a pas été écouté. Les familles ont supplié, des pères, des mères se sont offertes à remplacer leurs filles, tous ont été éconduits.

Enfin, le soir, lorsque nos canons se furent tus, sous le ciel lourd des fumées suffocantes, les jeunes

filles sortirent de la grange et défilèrent en rang devant le commandant.

Il eut un mauvais sourire et, se retournant vers un officier, murmura :

— De quoi se plaignent-ils ?... Elles y sont toutes !...

XIV

CE QU'ONT RACONTÉ LES HABITANTS D'ECOURT-SAINT-QUENTIN

On connaît l'extraordinaire aventure des quarante-trois habitants d'Ecourt-Saint-Quentin, commune de l'arrondissement d'Arras. N'ayant pas été évacués par les Allemands, ils furent délivrés par les troupes canadiennes lors de l'avance de ces dernières au commencement de septembre 1918.

M. Ernest Léchevin, gros fermier du village en question, l'un des rescapés, raconte volontiers ce que fut l'occupation allemande à Ecourt-Saint-Quentin, dont il est conseiller municipal.

« Avant la guerre, dit-il, notre village comptait dix-huit cents âmes. En 1916, plus de mille habitants étaient partis, rapatriés ; beaucoup d'hommes avaient été démobilisés en 1914. Nous restions à peu près trois cents. Ceux-là ont su ce que c'est que l'occupation allemande ! Ils s'en souviendront !

Jamais, bien sûr, on n'avait tant souffert. Les hommes, les femmes, il fallait que tout le monde travaille. On partait en colonue, souvent loin dans les environs, à Arleux principalement, pour faire des munitions ou des travaux de toutes sortes. Les hommes gagnaient trois francs par jour, les femmes deux francs, toujours payés en billets communaux. Les femmes et les jeunes filles devaient aussi balayer les rues, faire les chambres des officiers, laver la vaisselle des mess. Tout cela était encore possible, mais ce qui est pire, c'est que souvent les hommes devaient aller travailler aux tranchées et dame, il y en a eu parfois qui ne sont pas revenus parce qu'ils avaient été tués par des obus.

— Est-ce que les Allemands exercèrent des violences vis-à-vis des habitants ?

— Cela dépend. Quand ils étaient victorieux, ils se montraient arrogants ; quand ça allait mal pour eux ils se radoucissaient.

Ainsi depuis le mois de juillet 1918, on devinait bien que ce n'était pas bon pour eux, car ils étaient aimables. Toujours nous avons dû saluer leurs officiers, et il ne fallait pas oublier. Un de nos pauvres vieux, courbé par l'âge, a été un jour jeté à terre par un capitaine pour n'avoir pas levé la tête. Une jeune fille, du nom d'Alphonsine, a reçu d'un sous-officier un coup de pied dans le ventre. Elle en est morte un mois après.

Il fallait constamment fournir de l'argent aux Allemands. En quatre ans, notre petit village a payé quatre cent mille francs d'impôts de guerre.

La première fois, c'est en 1915, nous avons dû donner cinquante mille francs pour éviter que le pays ne fût incendié et les conseillers municipaux emmenés en captivité.

En octobre 1917, nous avons versé en une seule fois cent cinquante mille francs. Ces paiements devaient être opérés, un tiers en argent français, un tiers en marks, l'autre tiers en papier-monnaie.

Et puis, il y avait les amendes : dix ou vingt marks pour ne pas saluer un officier, mais chaque fois on nous donnait un reçu. On m'en a donné un de la sorte pour mille francs que j'ai payés, parce que j'avais caché un cheval. J'ai été en outre condamné à un mois de prison que j'ai dû faire et mon cheval a été confisqué. Un vieillard, qui avait pris en hiver une planche pour se chauffer, a dû payer cent marks.

— Aviez-vous connaissance des nouvelles de la guerre ?

— Nous lisions la *Gazette des Ardennes*, qui donnait les communiqués français assez exactement. Nous pouvions d'ailleurs comparer, car nous avions parfois des journaux de Paris.

En mai 1916, au cours d'un combat, un aéroplane à cocarde tricolore a été abattu et est tombé dans un de mes champs. Les deux aviateurs français avaient été enterrés par les Boches, mais nous décidâmes de leur faire des obsèques dignes d'eux.

Après une messe chantée, les cercueils furent

placés dans mon caveau de famille. Les deux aviateurs se nommaient Gédéon Giraud, originaire de Paris, adjudant, et Jean Mocquet, d'Épinay-sur-Seine, caporal. Des garçons du pays avaient été à Douai acheter une couronne portant cette inscription : « Les habitants d'Écourt-Saint-Quentin aux aviateurs français morts pour la patrie. »

Le 12 mars 1918, avant l'offensive allemande, l'artillerie anglaise bombardait la région. Deux obus tombèrent dans l'église qui était pleine de soldats et quatre cents Boches furent tués ou blessés.

— Et le ravitaillement ?

— Ah ! ça n'était pas fameux. Depuis deux ans nous ne pouvions plus cultiver nos champs, car nous étions près du front. Impossible également de planter des légumes : les Allemands les volaient. Ils déterraient les plants de pommes de terre pour les manger.

Enfin tout cela a fini comme l'on sait. Le dimanche 1^{er} septembre, les Boches sont venus nous dire qu'il fallait quitter le pays. mais que personne ne pouvait emporter le moindre bagage. On nous avait prévenus que six voitures seulement seraient disponibles pour emmener les vieillards et les infirmes. Environ deux cent cinquante acceptèrent de partir ainsi et ils quittèrent le village dans la nuit du dimanche au lundi.

A nous autres, les quarante-trois qui restions, un commandant nous dit :

— Vous êtes fous, vous trouverez la mort si vous ne partez pas !

« Va pour la mort ! » qu'on lui a répondu, et tous nous nous sommes réfugiés dans la cave de ma ferme, dont les bâtiments très solides sont ceux d'une ancienne abbaye.

Avec nous il y avait deux soldats boches qui s'étaient cachés pour se constituer prisonniers. Ils nous ont fait rire parce qu'ils répétaient sans cesse en donnant les marques de la plus vive impatience : « Anglais pas venir, Anglais pas venir, Anglais pas venir ! »

Le mardi matin, 3 septembre, effrayés de ce qu'ils encouraient tous deux, ils se résignèrent à rejoindre leur régiment.

Dans une autre cave, quatorze Boches se sont montrés plus patients et se sont rendus avec joie à l'arrivée des Canadiens, le mardi à midi.

Il y eut même une méprise. Celui d'entre nous qui était remonté, comme on le faisait assez fréquemment, afin d'aller aux nouvelles, redescendit tout à coup vivement en disant : « Voilà les Boches qui reviennent ! »

Je monte à mon tour me rendre compte et je constate que ce n'étaient point des Boches, mais de braves Canadiens, fort surpris de nous voir. D'autres, qui parlaient français, sont venus et l'on pense si tout le monde était heureux. Nous étions sauvés !

XV

L'OCCUPATION ALLEMANDE DANS LES ARDENNES

Le département des Ardennes fut le seul département français qui ait été complètement envahi par les Allemands.

Comme partout ailleurs, la plupart des hommes valides âgés de dix-huit à quarante-cinq ans ont été emmenés en Allemagne ou parqués dans des camps de concentration, dont quelques-uns furent organisés dans la banlieue immédiate des villes ardennaises. La question du ravitaillement des populations opprimées s'est posée dès le début, car les Boches n'ont pas hésité à faire main basse sur toutes les récoltes et sur tous les vivres qui se trouvaient dans les caves et dans les greniers.

A Mézières-Charleville.

C'est principalement la vie dans ces deux villes durant l'occupation allemande qu'il convient de

connaître, car là, les Allemands se sont installés comme s'ils devaient y rester toujours et si les habitants ne souffrirent pas trop de la faim, ils assistèrent à des scènes de la vie allemande qui méritent d'être notées.

C'est au début de septembre 1914 que les Allemands ont fait leur entrée à Mézières-Charleville. Ces deux villes ont tout de suite plu aux Boches qui ont décidé d'en faire le siège du ministère de la Guerre et du grand quartier général. C'est dans la banlieue, dans un château appartenant à un Ardennais très connu et très aimé dans les milieux politiques français, que résidait l'empereur chaque fois qu'il venait visiter le front occidental.

Le ministère de la Guerre était installé dans les locaux du *Petit Ardennais*, en face de la gare de Charleville. Le grand quartier général était établi dans les maisons qui entourent l'hôtel du *Petit Ardennais*, dont le mur de clôture fut abattu. Trois cent cinquante officiers de tous grades travaillaient au grand quartier général et au ministère de la Guerre. Ils étaient logés chez l'habitant. Les troupes stationnées dans la ville ne dépassaient pas deux mille hommes et cantonnaient dans les casernes. La vie était normale, les relations correctes.

M. Blairon, industriel, faisait fonction de maire et M. Gailly, neveu de l'ancien sénateur, veillaient à la préparation journalière de six mille soupes pour la population. La plupart des maisons avaient été abandonnées par leurs propriétaires ; la ville était

triste, ce qui ne faisait pas l'affaire des officiers allemands.

Ils eurent une idée. Pour que la cité ne leur parût pas trop déserte, ils décidèrent que les habitants restés à Charleville seraient tenus d'ouvrir les volets, les persiennes et les devantures des maisons fermées voisines de la leur, et cela tous les jours, à partir de midi et demi jusqu'à cinq heures du soir. Ils ne se rendaient pas compte, ces soudards, de l'allure malheureuse que prenait alors la ville, car les boutiques, les maisons avaient été vidées et il ne restait plus rien. Peu leur importait, leur orgueil était satisfait...

De même, les succursales des grands établissements de crédit devaient être ouvertes tous les jours ; mais n'ayant rien à faire toute la journée le directeur et un employé se morfondaient dans leurs bureaux déserts.

Les cafés aussi furent ouverts.

La kommandantur était installée à Mézières, chez M. Longueville, meunier. Le vieux maréchal von Haeseler, âgé de quatre-vingt-quatre ans, était également au chef-lieu même du département, dans la maison de M. Jacquel, notaire. Le kaiser, à chacun de ses voyages, se rendait à la propriété de M. Dertelle, aménagée en conséquence.

Tout fut réquisitionné. Toutefois, dans les usines, ils n'ont pris que les tours, qu'ils ont envoyés en Allemagne, pour les faire servir à la fabrication des obus.

Les poêles et les autres produits de l'industrie

ardennaise ont été déménagés. Le linge a été enlevé et les soudards allemands n'ont pas oublié de faire un tour dans les caves : vins et liqueurs disparurent.

Un détail intéressant : chaque fois que les Allemands prirent quelque chose, vivres, linge, outils, objets d'art, etc., ils remirent à la personne spoliée « un bon à payer par le gouvernement français après la guerre », et l'estimation des objets emportés fut toujours très inférieure à leur valeur. C'est ainsi qu'un objet ayant une valeur marchande de six mille francs était inscrit pour quinze cents francs. Sans doute parce qu'ils avaient pensé qu'un jour viendrait où ils seraient tenus de rendre compte de leurs crimes, de payer leurs larcins.

Toutes les usines et manufactures fonctionnaient sous le contrôle de l'autorité militaire allemande.

Les trois villes : Charleville, Mézières et Mohon ont payé une contribution de guerre de trois cent mille francs en or.

La police était faite par des gendarmes de Westphalie, accompagnés de chiens policiers qui furent amenés pour rechercher surtout les déserteurs allemands, très nombreux.

Les Allemands organisèrent fébrilement des travaux de défense aux environs de Mézières. Des tranchées furent construites à Prix, dans la plaine de Mont-Joli et sur la côte de Bouzon. Des mitrailleuses furent placées dans le clocher de l'église.

Tous les jours, la musique jouait dans le kiosque de la gare. Le monument édifié par souscription publique aux morts de 1870-71, sur le cours d'Orléans, a été abattu sur l'ordre de l'autorité militaire.

Les habitants ne connaissaient rien de la situation des armées. Ils n'accordaient, en effet, aucune confiance aux bulletins quotidiens de la kommandantur qui leur annonçait, entre autres succès, la prise de Paris, de Calais et de Varsovie.

Le 8 janvier 1915, un aviateur français survola la ville et laissa tomber un paquet de journaux, mais les Allemands les saisirent aussitôt et un avis fut immédiatement affiché, menaçant des pires représailles tout habitant qui serait trouvé possesseur du journal français. Cette mesure, qui en dit long sur la véracité des nouvelles communiquées par les Allemands, causa une agréable impression parmi la population, qui a toujours fait preuve d'une absolue confiance dans la victoire finale.

Les Allemands travaillaient activement à la réparation de toutes les voies ferrées du département.

Manifestation dernière de haine et de rage, les Allemands, dans la matinée du 11 novembre de quatre heures du soir à neuf heures, le lendemain matin, ont bombardé les villes de Mézières et de Charleville qu'ils avaient été contraints de quitter dans la nuit du 8 au 9 novembre, après avoir fait sauter les ponts ainsi qu'un train de munitions.

Ils faisaient alterner les projectiles incendiaires avec les obus à gaz.

La place de la Mairie à Mézières, la préfecture, la citadelle, de nombreux immeubles, les bâtiments de l'hôpital qu'ils visaient tout particulièrement, ont été détruits : il n'en reste que des murs écroulés et des poutres calcinées. Fort heureusement les malades avaient pu être évacués à temps de l'hôpital. Les Allemands ne pourront prétendre qu'ils ignoraient l'emplacement de l'hôpital dans une ville comme Mézières, qu'ils occupaient depuis quatre ans. Jusqu'au dernier moment ils auront été odieux. C'est le moins qu'on en puisse dire, et ce qui prouve que le Boche est un être à part qui s'est mis, par ses infâmes procédés, en marge de l'humanité.

Néanmoins, dans l'après-midi du 11 novembre, Mézières est pavoisé. Des gens s'embrassent en pleurant.

Quatre ans de terreur, de défiance, de contrainte, de vexations, de railleries et de servitude, et se retrouver libre, tout à coup, un matin, n'est-ce pas la réalité du plus beau des rêves ! Devant elle, toutes les souffrances endurées s'effacent.

A Sedan.

Une femme courageuse, qui réussit à quitter Sedan, a révélé comment on vivait dans cette ville occupée par les Allemands.

Après deux heures de bataille durant lesquelles la population vécut dans les caves des maisons, Sedan fut occupée par les Allemands le 26 août 1914. La ville avait été peu défendue, par des troupes insuffisantes en nombre. Il ne restait plus à cette époque qu'un tiers de la population civile, les autres habitants ayant fui.

En réalité, Sedan a peu souffert des effets de la bataille qui fit tomber la ville aux mains de l'ennemi. Comme elle est construite dans une sorte de cuvette naturelle, les obus passaient au-dessus des maisons, tirés du flanc d'un coteau, sur l'ennemi occupant le côté opposé.

Il n'en fut pas de même des villages situés autour de Sedan ; plusieurs ont été détruits par les obus, et incendiés. L'église de Fond-de-Givonne, entre autres, est anéantie.

Dès leur arrivée en ville, les Allemands se montrèrent tels qu'ils furent partout : exigeants et brutaux. Ils prirent dix otages qui durent coucher chaque soir à la kommandantur et frappèrent la ville d'un premier impôt de guerre de deux cent mille francs, qui dut être payé en or, immédiatement, sous menace que les otages seraient aussitôt fusillés. Par la suite, ils réclamèrent encore cinq cent mille francs, qui ne furent point payés.

A leur arrivée, les Allemands installèrent la kommandantur dans la grande salle du café des Soquettes. Les rapports des habitants avec les fonctionnaires allemands furent, dans les premiers temps, très tendus. La population subit alors de

nombreuses vexations. Sans cesse de nouvelles troupes arrivaient en ville, y logeaient, puis repartaient pour être aussitôt remplacées par d'autres. Cela dura un mois.

Tout à coup, les passages de troupes cessèrent et il ne resta plus à Sedan que de très jeunes ou de vieux soldats, mais peu nombreux. Les non gradés et les sous-officiers occupèrent les casernes et les maisons abandonnées de la ville ; seuls les officiers logèrent chez l'habitant. Dans les maisons habitées, les Allemands se conduisirent correctement ; mais dans les immeubles abandonnés ils firent main basse sur tout ce qui était à leur convenance et le produit du pillage fut expédié en Allemagne.

Dès l'investissement, personne ne dut plus sortir de la ville. Les hommes valides furent appelés à la kommandantur et forcés d'aller enterrer les tués tombés au cours de la bataille ; ils durent ensuite travailler à la réparation des routes et des voies ferrées. Les employés de la mairie furent laissés à leur poste, où ils n'ont jamais cessé de tenir à jour les registres de l'état-civil, et de distribuer aux officiers les billets de logement ainsi que l'exigeaient les autorités allemandes.

Beaucoup de fonctionnaires français avaient quitté leur poste avant l'arrivée de l'ennemi ; le maire aussi était parti, mais comme mobilisé.

Un courageux habitant de Sedan se proposa pour remplir les fonctions de maire : M. Grandpierre, pharmacien, dont le dévouement fut admirable. Les notaires de la ville n'ont cessé d'avoir une conduite

des plus louables : ils ont donné sans compter aux pauvres de la ville et pris l'initiative d'organisations indispensables en pareil cas.

Les premiers jours de l'occupation, le pain manqua. Bientôt cependant on put se ravitailler : peu à peu les commerçants ouvrirent leurs magasins, car ils eurent la facilité de se procurer des denrées en Luxembourg. Pourtant, à la fin de décembre 1914, une affiche apposée en ville annonça aux marchands ambulants l'interdiction de venir à Sedan sans laissez-passer et autrement qu'accompagnés par un représentant du maire, responsable. Plusieurs fois la population craignit de manquer de vivres, car fréquemment les Allemands pratiquèrent de nombreuses réquisitions.

Ils ont pris tout ce qu'ils pouvaient : automobiles, voitures, chevaux, bétail, appareils téléphoniques, selles, harnais et toutes les batteries de cuisine en cuivre. Les usines n'ont pas été épargnées par les réquisitions ; les draps, la laine ont été expédiés en Allemagne avec le reste.

Dans ces conditions l'industrie fut immobilisée à Sedan, mais les magasins restèrent ouverts.

Trois épiciers venus d'Allemagne s'établirent à Sedan dans des magasins abandonnés : défense fut faite de vendre aux civils ; seuls les soldats pouvaient se fournir chez eux.

Mais ce qu'il y avait de plus pénible pour la population de Sedan, c'était l'impossibilité où elle se trouvait de recevoir ou d'expédier des nouvelles. Il était absolument interdit d'écrire. Quant aux

lettres adressées aux habitants, la kommandantur les gardait, et refusait catégoriquement de les distribuer aux intéressés.

Les seules nouvelles qu'on connaissait de l'extérieur étaient celles relatées dans un bulletin, la *Gazette des Ardennes*, paraissant une fois par semaine, le jeudi, et spécialement édité sous le contrôle de l'autorité allemande. Il publiait, entre autres choses, les communiqués de guerre allemands et français ; ces derniers étaient toujours démentis par quelques commentaires de la rédaction, de sorte qu'on ne savait plus à Sedan quelle était la vérité.

Dans ces conditions la vie y était bien monotone et les journées paraissaient lourdes, car, à neuf heures du soir, les lumières devaient être éteintes.

A Givet.

Les Allemands ont fait d'importantes réquisitions dans la région de Givet. Sous le rapport du ravitaillement, la population n'a pas eu trop à se plaindre, mais certaines denrées devinrent fort rares et chères. Il était très difficile de se procurer du charbon.

Les villages autour de Givet ont été bien éprouvés.

A Fléville, des 23 prisonniers civils emmenés au camp de Würzburg (Allemagne), sept seulement ont été renvoyés en France.

Dans le pays, il ne restait plus rien : le bétail, la basse-cour, les provisions, le blé en gerbes, tout a été emporté ou détruit sur place. Les bancs et la chaire de l'Eglise ont été sciés et ont servi à faire cuire la « popote » de la soldatesque allemande. Toutes les maisons furent pillées, les hangars et les granges incendiées.

Flize et Nouvion-sur-Meuse, par contre, sont intacts, et on n'y a signalé aucune exaction de la part des Allemands. On s'y est toujours procuré assez facilement du lait et le beurre valait un franc quatre-vingt le demi-kilo.

Givet et Fumay furent administrativement rattachés à la Belgique.

Les troupes d'occupation exigeaient le salut de la part des habitants. Ceux-ci devaient donner aux Allemands la dîme d'un quartier de lard par porc abattu. On a tué énormément de porcs dans la région et l'élevage ne pouvait plus suffire.

A Haybes, entre Vireux et Fumay, les maisons sont détruites. Là, l'occupation a été fort dure. De nombreux civils ont été fusillés ; un infirme fut enterré avec sa béquille sortant de terre, et les soldats du kaiser y fixèrent un drapeau allemand.

La cause de ces violences provient de la résistance opposée par les douaniers et quatre cents réservistes, dans la nuit du 23 au 24 août 1914. Les Allemands affirmaient que cette résistance leur avait coûté quinze cents hommes et retardé l'arrivée de quatre mille hommes à Rocroy en temps voulu pour couper la retraite des Français qui se repliaient

de Charleroi sur les Ardennes. Les Allemands ajoutaient que sans ce retard ils seraient arrivés à Paris.

La vie fut toujours à peu près normale dans la vallée de la Meuse ; cependant le prix des vivres et denrées y devint très élevé.

A Braux, les classes fonctionnaient régulièrement sous la direction de l'instituteur. Il en fut de même à Levrezy et à Sorendal. En général, les Allemands ont fait peu de dégâts dans toute la région. A Nouzon, la gare et la mairie seules ont été incendiées. A la Cachette, quelques maisons ont été détruites, ainsi qu'une petite usine.

L'empereur s'amuse.

Nous avons gardé pour la fin une chose extraordinaire : l'empereur s'amuse !... Oui, Guillaume II, chaque fois qu'il allait à Charleville, retrouvait là quelques amis dévoués et fidèles, et il se livrait en leur compagnie à l'un de ses sports favoris, la chasse.

Pendant que ses soldats tombaient par milliers, pendant que son peuple souffrait et se lamentait, l'empereur s'amusait : il passait généralement deux heures à la chasse. En 1915, l'impérial chasseur et ses courtisans tuèrent trois sangliers et quelques cerfs.

L'empereur s'amuse... Encore une chose que

son peuple ignorait, car nulle part, dans aucun journal allemand, il ne fut jamais parlé des résultats heureux obtenus à la chasse par le kaiser dans les Ardennes, les seuls qu'il ait été capable d'obtenir d'ailleurs.

XVI

CE QUE FUT L'OCCUPATION ALLEMANDE DANS LE DÉPARTEMENT DE L'AISE

Au Nouvion.

Un honorable négociant parisien, qui se trouvait au Nouvion-en-Thiérache (Aisne), lors de l'entrée des Allemands dans cette localité, a raconté ce que fut leur séjour dans cette partie du département de l'Aisne.

L'ennemi signala son arrivée au Nouvion par de nombreux incendies. Plus de deux cents maisons furent la proie des flammes, notamment le presbytère et la maison paternelle de M. Lavis, située rue de la Croix et où l'éminent académicien aimait à passer ses vacances annuelles.

L'incendie, soigneusement entretenu par des grenades, dura deux jours, n'épargnant pas l'église, dont une des façades fut gravement endommagée par le feu. La gare et les cafés de la place voisine

furent entièrement consumés. La rue Prische, presque tout entière, flamba.

Cela ne suffit pas aux envahisseurs.

Voici comment les soldats allemands, sous la direction même des officiers, pratiquèrent le pillage de la petite ville.

Les caves de la maison de spiritueux Blériot, de Saint-Quentin, qui avait une succursale au Nouvion, furent « visitées » par les troupes allemandes. Cinq camions emportèrent dans une direction inconnue autant qu'ils pouvaient contenir. Le commis de magasin, M. Albert Gaudron, voulut protester. Mal lui en prit : Il fut emmené prisonnier en Allemagne.

Les Allemands pillèrent également les décombres de l'hôtel Massonet, et toutes les maisons abandonnées, où ils s'introduisirent en pénétrant par les fenêtres.

A l'ambulance de la Croix-Rouge, d'où nos blessés avaient, heureusement, pu être évacués à temps, ils enlevèrent lits, matelas, instruments de chirurgie, et signalèrent leur passage par des déjections.

Le château du duc de Guise subit aussi sa part de déprédations.

Ces faits ne les empêchèrent pas de réquisitionner cinquante vaches grasses et deux cents porcs, des volailles, du beurre, des œufs et des provisions de toutes sortes, cela bien que le Nouvion dût rester occupé seulement par un détachement de police de trente hommes ! La

gloutonnerie allemande a de telles exigences !...

Malheur à qui ne le comprend point. Pour n'avoir pas obéi avec assez de rapidité aux ordres du commandement, trois personnes furent exécutées sur l'heure.

De ce nombre se trouvait M. Delsol, entrepreneur à Pommereuil, près du Cateau.

Ce dernier fut attaché à un poteau, sous les yeux de sa femme, couché en joue et fusillé tandis que la malheureuse lui faisait ses adieux.

M. Delsol avait sur lui quinze cents francs. Ses bourreaux s'emparèrent de cette somme.

L'infortuné entrepreneur et ses compagnons ont été enterrés près du calvaire, dans une prairie, non loin de ce qui fut la maison de M. Lavisse.

Le Nouvion compte trois mille habitants à peine.

Sous le prétexte, si souvent mis en avant par la mauvaise foi teutonne, que l'« on » avait tiré sur les soldats, cent cinquante personnes, c'est-à-dire un habitant, sur vingt, furent emmenées, en outre, comme otages à Guise.

Parmi elles se trouvaient le curé-doyen et le docteur Lemaire. Les Allemands les firent marcher en avant de leurs troupes. Ils ne les relâchèrent qu'au bout de trente-six heures, sans leur avoir donné la moindre nourriture. A plusieurs reprises, le maire, M. Page, et un des bouchers du Nouvion, M. Fernand Chevreux, furent ainsi pris comme otages, sous prétexte que des habitants cachaient des Anglais dans leurs caves.

Des perquisitions féroces, revolver au poing, furent d'ailleurs faites périodiquement. Comme sanction à l'attitude insuffisamment « disciplinée » de la population, le Nouvion fut frappé d'une amende de mille marks, sans préjudice d'une contribution de guerre égale au quart des contributions tant directes qu'indirectes.

Le témoin qui fournit ces renseignements réussit à s'évader la veille du jour où un avis des autorités allemandes invitait les hommes de dix-huit à quarante-huit ans à se faire inscrire à la mairie. Depuis, des appels eurent lieu tous les lundis.

Il est certain, d'après les conversations que le négociant en question put avoir avec les soldats du kaiser, que ces derniers ont été abominablement trompés. Au Nouvion, leurs chefs leur faisaient croire qu'ils n'étaient plus qu'à cinq kilomètres de Paris, qu'ils se trouvaient dans les faubourgs de la capitale.

Au commencement de novembre, ils virent bien qu'ils avaient été joués.

— *Nicht Paris !* (plus Paris !) disaient-ils en colère.

Décidément, la capitale était trop verte, même pour ces goujats.

Une fois parti du Nouvion, notre « rescapé » parvint, à force de ruses, à gagner le département du Nord, puis la Belgique. Il traversa Gand, gagna la Hollande et, de là, s'embarqua pour l'Angleterre, d'où il regagna enfin Paris.

XVII

LES ALLEMANDS EN THIÉRACHE

Un officier français qui a pu, deux fois, traverser les lignes ennemies et gagner une petite commune de l'arrondissement de Vervins en passant par Lille et Valenciennes, a affirmé au sujet des Allemands :

— Je les ai vus défiler en colonnes sur nos routes, mais ils paraissaient manquer d'entrain. Depuis qu'ils occupent la région, ils attendent l'ordre d'entrer à Paris, car leurs officiers les ont persuadés qu'ils se trouvaient dans la banlieue de la capitale. Mais ils commencent à trouver que cet ordre ne vient pas vite.

En Thiérache comme ailleurs ils ont réquisitionné, volé et bu. C'est en vain qu'on y chercherait un cheval, une voiture ou des denrées quelconques. Ils ont tout pris. Il est des communes où leurs sections d'incendiaires ont mis le feu à certaines maisons. Dans d'autres les bâtisses n'ont pas

souffert. Par contre, toutes les armoires à linge, toutes les caves ont été pillées.

Les soldats allemands ont trouvé pratique de se changer chez l'habitant.

Dès leur arrivée dans les localités, ils pénétraient dans les maisons, obligeaient les propriétaires à leur indiquer l'armoire à linge et faisaient leur choix, ne dédaignant pas, au besoin, les chemises de femme. Ils songeaient ensuite aux provisions, aux confitures et à la cave.

Ainsi, dans toute la région que j'ai traversée, ceux qui sont restés vivent comme ils peuvent. Fort heureusement, il leur reste du lait ; c'est une grande ressource. Ce qui leur manque le plus, ce sont les nouvelles.

Par exemple, ils ont ignoré longtemps la victoire de la Marne. Malheur à celui qui est en possession d'un journal ou d'une lettre : il peut lui en coûter cher. Les habitants doivent se contenter des dépêches que les Allemands font afficher aux portes des mairies et qui annoncent quodienne-ment l'écrasement de l'armée française et les exploits des torpilleurs et sous-marins allemands dans la mer du Nord.

Une chose rassurait cependant nos compatriotes : c'était d'entendre tonner le canon dans le lointain dès quatre heures du matin.

— On se bat toujours par ici, se disaient-ils, c'est qu'il doit y avoir du bon ! Un de ces quatre matins nous allons bien revoir les pantalons rouges.

Ils ignoraient que la couleur de l'uniforme des soldats français était changée.

J'ai mis au courant de la situation les populations des villages que j'ai traversés. Et depuis ils ont espéré plus que jamais.

Et, ajoutant qu'il ne lui avait pas été très difficile de traverser deux fois les lignes allemandes, le narrateur cita ce fait :

— Un de nos officiers les a traversées il y a quelques jours. Il avait revêtu des habits civils, et, parlant très correctement l'allemand, circulait à bicyclette.

Il fut arrêté par une sentinelle qui lui cria :

— Halte-là !

— Ferme ta... bouche ! lui répondit l'officier en excellent allemand.

Instantanément, le soldat joignit les talons, rectifia la position et laissa passer. A l'aménité de la réponse, il n'avait pas douté de se trouver en présence d'un de ses supérieurs hiérarchiques.

XVIII

L'OCCUPATION ALLEMANDE A SAINT-QUENTIN

La ville de Saint-Quentin, dont la population est en temps de paix de 55.000 habitants, fut occupée par les Allemands dès le vendredi 28 août 1914.

Comment s'est faite l'occupation de la grande cité industrielle, quels sont les faits qui l'ont marqué et quelle a été l'attitude des autorités allemandes ?

Les Allemands se livrèrent, sitôt leur entrée en ville, à un pillage méthodique des maisons inhabitées ; les meubles de prix et les objets d'art furent transportés à la gare dans les voitures de la Croix-Rouge pour être expédiés en Allemagne.

Pillage organisé.

Après la terreur des premiers jours, les continues menaces, par voie d'affiches, l'installation

de l'état-major dans les édifices municipaux et des hôpitaux dans les écoles, la vie redevint plus normale. Les autorités militaires allemandes, par d'énormes réquisitions, vidèrent la caisse municipale. La ville fut frappée d'un « impôt de guerre » de trois millions, réduit à un million et demi. Les stocks de tissus qui se trouvaient dans les usines furent enlevés en compensation de la réduction de l'impôt. Les officiers chargés des réquisitions, des professionnels, changeaient tous les huit jours. L'un enleva les cuirs (500.000 francs de cuirs salés, à l'abattoir), l'autre les tissus, le suivant les matelas et les draps pour les hôpitaux, etc.

Pour résoudre le problème de la viande, les Allemands ont eu une idée qui démontre leur sens pratique. Au début de l'occupation, la viande fut extrêmement bon marché. Les cultivateurs, craignant qu'on leur enlevât leur bétail, le vendirent à vil prix. Le veau et le porc furent vendus douze sous dans la Thiérache, pays de production. Ces prix ont bien changé depuis.

Les Allemands réquisitionnaient de grandes quantités de viande, qu'ils payaient avec des « bons ». Les bouchers qui, eux, achetaient aux cultivateurs contre argent comptant, démontrèrent aux autorités allemandes qu'ils ne pouvaient continuer ce système. Qu'ont fait les Allemands ? Ils ont réquisitionné le bétail aux cultivateurs avec des « bons », puis ils ont revendu aux bouchers contre argent comptant la viande qui leur était nécessaire pour la clientèle civile. De cette façon, les bouchers

ne perdaient pas, mais les cultivateurs recevaient seulement du papier et les Allemands empochaient de l'argent sans avoir sorti de leur poche autre chose que du papier signé de la kommandantur.

La conséquence, c'est que le prix de la viande a augmenté. On vendait couramment le bœuf un franc cinquante et deux francs le demi-kilo. La nourriture de luxe (poulet, gibier, etc.) a atteint des prix fantastiques.

La municipalité, dont la tâche fut difficile, pour répondre aux ordres de réquisitions, pour loger les officiers très nombreux qui se faisaient allouer huit francs de frais de séjour, à tout d'abord organisé des cantines, puis a renoncé à ce système pour l'alimentation de la population rendue plus nombreuse par la venue des habitants des villages voisins où la vie est encore plus difficile. Elle a assuré la production de la farine dans les moulins, puis a rationné le pain à trois cents grammes, d'accord avec les autorités allemandes. Elle a accordé vingt-cinq centimes par habitant, enfants compris, et par jour. L'alimentation, très abondante, après la moisson, a eu une tendance par la suite à diminuer.

Les Allemands avaient imposé le cours forcé du mark à 1 fr. 25, puis 1 fr. 35, certains jours, et l'heure allemande dans tous les débits, dont les tenanciers furent obligés de s'abonner au journal allemand taxé dix francs pour trois mois. Les brasseries et les minoteries fonctionnèrent sous le contrôle allemand.

La ville constituait un centre d'approvisionnement. On y voyait beaucoup d'officiers et de convois automobiles. Les Allemands ont eu à Saint-Quentin jusqu'à deux mille cinq cents grands blessés dans les nombreux hôpitaux installés dans les lycées, au palais de Fervacques et dans les usines.

La kommandantur régnait par la terreur de ses affiches. Elle avait ordonné, dès le début, des appels hebdomadaires. Vers le 12 décembre 1914, à la caserne, elle fit prisonniers tous les hommes de dix-huit à vingt-huit ans, qui furent expédiés en Allemagne. Une manifestation de la population ouvrière eut lieu devant le siège de la kommandantur. Elle fut dispersée par la force. Déjà une autre manifestation violente s'était produite fin novembre. Les autorités allemandes avaient fait perquisitionner dans toutes les caves. On avait cru qu'il s'agissait d'y recenser les provisions de charbon.

La kommandantur avait offert six francs à qui dénoncerait un soldat français ou anglais. Les Allemands menacèrent de « passer par les armes », non seulement les territoriaux qui ne se rendraient pas, mais les personnes qui les cacheraient chez elles. On dit même que la menace reçut un commencement d'exécution.

Malgré ces faits douloureux, le moral de la population resta excellent, et personne n'a jamais douté de la victoire.

Un moment d'émotion joyeuse.

Saint-Quen fut un jour sur le point d'être dégagé. C'était le 17 septembre 1914. Un aéroplane était venu lancer sur la ville des nouvelles confirmant la victoire de la Marne. Une division de cavalerie indépendante, avec de l'artillerie, s'approcha à deux kilomètres de la ville, et put faire sauter la voie ferrée, non loin de Bohain. Un duel d'artillerie s'engagea entre Fayet et Bellicourt. Il y avait très peu de troupes dans la ville. L'alerte fut chaude. Le drapeau fut enlevé de la kommandantur ; les malles des officiers furent chargées sur les voitures et les soldats étaient prêts à partir. Ce fut un moment d'émotion joyeuse dans la population civile. Les Allemands firent venir des troupes en masse et renforcèrent leurs positions ; ils ont, depuis, fait exécuter des travaux pour éviter une deuxième surprise, sur les hauteurs qui avoisinent la ville.

Dans quelques villages de la région les Allemands ont enlevé les hommes valides à la fin de 1914. C'est ainsi qu'à Tergnier, Vouël, Condren, redoutant sans doute un sabotage patriotique de la part des cheminots, les autorités allemandes ont fait arrêter tous les employés des chemins de fer ainsi que les retraités pour les emmener en captivité.

A Bokain, près des deux cents civils ont été égale-

ment déportés et la ville a quelque peu souffert du bombardement et de l'incendie.

Dans la vallée de l'Oise, au cours de la bataille de Guise, qui fut une victoire et se déroula entre Vervins et Saint-Quentin, nombre de villages ont souffert notamment Ribemont, Itarcourt et Urvillers.

L'empereur d'Allemagne à Saint-Quentin.

Voici, de la plume d'un maître journaliste de la presse départementale, M. Elie Fleury, directeur du Journal de Saint-Quentin, le récit très exact d'un séjour de Guillaume II à Saint-Quentin. Ajoutons que l'empereur fit dans cette ville deux séjours et trois visites.

Un matin de novembre 1914 on apprit que l'empereur Guillaume allait venir à Saint-Quentin. On s'en doutait un peu depuis deux ou trois jours à cause des précautions mystérieuses prises par la kommandantur. En effet, M. et M^{me} Charles Basquin, qui habitaient sur nos Champs-Élysées un bel hôtel de construction récente, avaient été priés d'aller se loger ailleurs pendant quarante-huit heures. Aucune autre explication.

— Si vous ne trouvez pas, leur avait dit le lieutenant Hans chargé des logements, adressez-vous à la Ville.

C'était le refrain habituel : la Ville devait pour-

voir à tout. Les habitations proches avaient été vidées avec le même sans-gêne et le même refrain, et la police secrète poursuivait des enquêtes et des visites domiciliaires dans un rayon assez étendu. Enfin, deux jeunes dames du voisinage furent requises de venir faire un lit... Un peu interloquées, elles se rendirent à cette invitation sans savoir de quoi il s'agissait.

Le lieutenant Hans choisit une paire de draps et des plus fins dans les armoires de M^{me} Basquin à qui il avait été enjoint de laisser ses clefs sur les meubles et le lit fut fait.

— C'est pour un grand personnage, dit avec un air entendu cet officier factotum.

Ce fut en pure perte, car l'Empereur, voyageant avec son « plumeau » et son valet de chambre, envoya les draps de M^{me} Basquin se promener dans le grenier à foin.

Guillaume II arriva le lendemain matin, de Rethel, en automobile. La voiture était précédée d'une vedette et suivie de trois ou quatre autos remplies d'officiers, une limousine de rechange en cas d'accident et du fourgon à bagages avec les gens.

L'empereur alla déjeuner à l'Etat-Major ou plutôt chez le général de Bülow commandant la deuxième armée, qui habitait de l'autre côté des Champs-Élysées dans une belle et vaste maison appartenant à M^{me} Edmond Testart. Deux tables avaient été dressées, l'une de douze couverts pour l'Empereur et les hauts dignitaires, l'autre de vingt couverts

pour la suite et quelques officiers de la garnison de Saint-Quentin, dont un simple capitaine, mais grand banquier colognois, il est vrai, et pour qui l'Empereur fit des frais. Des fleurs avaient été réquisitionnées dans toutes les serres de la ville par un officier dont, avec la recherche des vins fins, c'était la spécialité, le baron de Fröhwein.

Le déjeuner fut rapide. L'empereur alla faire ensuite un tour au front, du côté de Péronne et offrit le soir un grand dîner dans l'hôtel et la vaisselle de M. et M^{me} Basquin.

Le lendemain matin, au petit jour, nouvelle excursion sur un autre point du front et après le déjeuner avec ses aides de camp, l'Empereur envoya chercher M. et M^{me} Basquin. Ceux-ci furent introduits dans le petit salon et deux minutes après un laquais annonçait en allemand : « L'Empereur ! »

Guillaume II paraissait aussitôt en coup de vent, presque en coup de théâtre, s'inclinait profondément et baisait la main de M^{me} Charles Basquin ; puis il serrait vigoureusement celle de M. Charles Basquin. Il était vêtu exactement comme les officiers, tout de gris avec molletières jaunes, mais il portait en plus les aiguilletes d'or sur la tunique. Il tenait sous son bras gauche qui est à demi-paralysé, comme on le sait, et dont la main est difforme, son casque couvert d'une housse. Sa moustache était devenue toute blanche ; il avait la figure creuse, mais l'impression générale était celle d'un homme bien portant, agile. Il riait fréquem-

ment peut être pour montrer ses dents qu'il a fort belles. Il s'exprime dans un français correct, recherchant, comme tous les étrangers qui parlent notre langue, l'expression juste, même peu usitée, mais avec un accent, qui, chose assez curieuse, est plutôt celui du Sud-Ouest, que l'accent allemand.

La conversation s'engagea donc.

— M^{me} Basquin, je suis bien fâché de vous avoir dérangée.

— Sire, interrompit poliment M. Basquin, nous sommes même très confus de nous présenter devant vous aussi simplement habillés.

— C'est comme moi, du reste, dit l'Empereur en riant ; regardez, mes bottes sont pleines de poussière. Que voulez-vous ? c'est la guerre ! Je tenais à m'excuser, continua-t-il, du dérangement que je vous cause et aussi à vous remercier de l'hospitalité que j'ai reçue ici. Vous avez une très belle maison.

— Oh ! Sire, bien modeste.

— Pas du tout, je la trouve très belle et très soignée, et je suis sûr que M^{me} Basquin est une femme d'intérieur. Avez-vous quelque chose à me demander qui vous serait agréable ?

— Pour nous, Sire, rien du tout, mais l'alimentation va devenir bien difficile à Saint-Quentin.

— Oh ! si cela arrive, qu'on s'adresse donc à la kommandantur. La municipalité s'entendra avec elle. Vous avez un maire excellent, je le sais.

— Sire, on voudrait savoir aussi quand se ter-

minera cette guerre. Quand on pense qu'en pleine civilisation on se massacre encore. Il devrait y avoir un tribunal d'arbitrage entre nations.

— Ah ! Monsieur Basquin, il y a toujours eu des guerres et il y en aura toujours. Quant au tribunal d'arbitrage, j'en suis aussi partisan que vous, et j'en ai essayé, mais au bout de deux jours, j'ai dû retirer mon représentant, personne ne s'entendait plus. Si la guerre durera, demandez-le aux Anglais, tout ceci est de leur faute.

— Sire, les Anglais peuvent la faire durer, ils sont si riches !

— C'est une erreur, s'écria vivement l'Empereur, c'est nous, nous qui avons l'argent. » Et, disant ces mots, il tapa fortement sur sa poitrine. Puis : « Croyez-moi, je n'aime pas la guerre.

— En effet, concéda M. Basquin, votre Majesté avait la réputation d'un monarque pacifique.

— Voilà la vérité, dit vivement l'Empereur, en prenant M. Basquin par le bouton de sa jaquette et en le secouant, voilà ce qu'il faut dire et répéter. Oui, j'aime la paix et je n'ai fait la guerre que contraint et forcé.

Puis, changeant brusquement de conversation : « Il paraît qu'à Saint-Quentin on est très calme et que les rapports avec les autorités allemandes sont bons. Je m'en félicite.

— Sire, il y a les socialistes.

— Oh ! les socialistes, s'écria Guillaume II en riant franchement, je les connais, j'en ai aussi en

Allemagne... (Et il fit le geste de les mettre dans sa poche). Allons, je m'excuse encore une fois et je vous salue.

Il s'inclina légèrement, l'entrevue était terminée.

XIX

GUILLAUME II A VÉCU TROIS JOURS A LA FÈRE

L'occupation allemande.

C'est le 31 août 1914 que l'ennemi occupa la Fère. Depuis, la population vécut sous la férule allemande. Elle était d'ailleurs fort réduite car des trois mille deux cents habitants qui, avant la guerre peuplaient la Fère, il en restait environ huit cents quand y survinrent les premiers uhlans.

A peine étaient-ils installés, que les Prussiens envoyaient en Allemagne la majeure partie de la population masculine, depuis les jeunes gens de dix-huit ans jusqu'aux hommes de cinquante.

Le maire, M. Marotte, et son adjoint, M. Ducatel, que la kommandantur harcelait nuit et jour pour satisfaire à ses réquisitions et à ses exigences, se sont multipliés pour faire prendre en patience à leurs administrés les rigueurs de l'occupation.

Les Allemands d'ailleurs accaparèrent presque toute l'administration civile, ne laissant guère aux édiles que le soin de venir en aide à ceux des habitants dont les ressources étaient insuffisantes.

Par contre, ils se chargeaient de percevoir les impôts et s'entendaient à merveille pour leur faire rendre le maximum, puisqu'un chien était taxé à quinze marks.

Les Allemands avaient transformé en hôpitaux tous les établissements scolaires et effectué un peu partout des réparations. C'est ainsi qu'ils ont procédé à de nouveaux aménagements dans les casernes dont ils ont repeint les grilles, qu'ils surmontèrent d'écussons aux armes de Guillaume.

Sans perdre de temps, après avoir réquisitionné et enlevé un grand nombre de chevaux, ils ont, dans un immense rayon autour de la Fère, labouré et ensemencé les champs, escomptant ainsi une abondante récolte en blé, avoine et pommes de terre.

Ils firent abattre tous les noyers et les cerisiers de la région, afin de se procurer le bois nécessaire à la confection des crosses de leurs fusils.

La ville demeura intacte, mais elle a subi un déménagement complet. Même les gros meubles ont pris le chemin de l'Allemagne.

L'ennemi avait installé à la Fère un café et une épicerie allemands, l'un au café de la Réunion, l'autre au moulin Joly. Il avait également réorganisé la laiterie du passage à niveau, y amenant de Prusse un troupeau assez considérable, mais il

garda le lait pour ses besoins personnels et celui de ses blessés ; la population n'y avait pas droit.

Guillaume II à la Fère.

Au commencement de 1915, Guillaume II vint à la Fère avec quelques-uns des officiers de son état-major. Il était escorté de cinquante cuirassiers blancs, tous des colosses, qui, pendant les trois jours que le kaiser demeura dans la ville, ne cessèrent de l'entourer, mais les habitants ignorèrent toujours où il couchait.

Ils purent toutefois le voir d'assez près et constater qu'il avait sensiblement vieilli, et qu'en dépit des efforts qu'il faisait, il paraissait plutôt triste et surtout préoccupé.

Chaque jour il se rendait sur l'esplanade, où une musique militaire donnait quotidiennement un concert. A ce propos les habitants ont fait cette remarque que l'autorité militaire usait de la musique comme d'un réconfortant. Chaque fois que parvenait la nouvelle d'un échec — car les nouvelles filtraient et se répandaient assez facilement — on appelait la musique. Il semblait que par elle on voulût opérer une diversion sur l'esprit des soldats.

Il y avait à la Fère une garnison de quatre mille hommes de toutes armes, tandis que de nombreux corps de troupes cantonnaient dans tous les environs.

Le troisième jour, au moment de remonter en automobile pour s'éloigner définitivement le kaiser harangua les soldats rassemblés qu'il venait de passer en revue.

Il ne leur dissimula point, paraît-il, les difficultés de la campagne en cours, dont ils avaient d'ailleurs pu se rendre compte, mais il ajouta : « Devrions-nous brûler notre dernière cartouche et mettre en ligne nos dernières réserves, nous irons à Paris. Il nous faut Paris. »

Ces paroles furent traduites par la suite aux habitants de la Fère qui ne les avaient pas comprises. Mais si, sur le moment, ils n'avaient pu saisir le sens de ce que disait le kaiser, il parut bien à ceux qui le virent et l'entendirent, que l'entrain, l'enthousiasme et la conviction lui manquaient.

La vie chère.

Tandis que les Allemands menaient à la Fère une existence qui ne manquait pas d'agrément — les officiers faisaient constamment ripaille au café du Nord, qui restait ouvert toute la nuit à leur intention — la vie des habitants était plutôt précaire.

D'une manière générale, ils n'ont point été molestés, mais les denrées nécessaires à la vie étaient devenues d'un prix tel que, pour beaucoup, elle restait inabordable. Le litre d'huile, par exemple,

valait quatre francs, le reste était à l'avenant. Chaque habitant n'avait droit qu'à cent grammes de pain par jour. A la porte des boulangeries, deux plantons armés veillaient à ce que cette consigne fût strictement observée.

Les Allemands, qui avaient tout pris, tout accaparé, revendaient les denrées aux commerçants à un taux tel que la plupart des bourses reculaient devant la dépense. Ce sont eux qui fournissaient la viande et la farine.

Et d'ailleurs la misère fut grande durant l'occupation. Chaque dimanche la municipalité réunissait tous les habitants nécessiteux et, selon l'importance de la famille, leur remettait une somme qui leur permettait de vivre tant bien que mal pendant la semaine.

Les Allemands avaient exigé de la ville une contribution de guerre de vingt mille francs. Et comme le maire affirmait se trouver dans l'impossibilité de se procurer cette somme, ils avaient, dans le but de l'intimider, miné la minoterie qui lui appartenait, le menaçant de la faire sauter s'il ne fournissait l'argent demandé.

D'autre part, la Fère fut condamnée à une amende de quinze mille francs, sous prétexte qu'un libraire M. Leclerc, qui, lui, s'est vu octroyer cinq ans de prison et confisquer sa recette, avait mis en vente des cartes postales tournant les Allemands en ridicule.

L'existence à la Fère manquait donc de charme pour ceux qui y étaient restés. Aussi la plupart

d'entre eux furent agréablement surpris quand, fin février 1915, on apprit que l'autorité militaire avait décidé d'évacuer d'office la population civile.

Malheureusement les femmes seules furent ramenées en Suisse. La plupart des hommes ont dû être acheminés sur un camp de concentration allemand.

XX

TRANSFORMATION DE CHAUNY EN UN VASTE CAMP RETRANCÉ

Les détails qui suivent ont été fournis par un habitant de Chauny, absolument digne de foi, qui a réussi à gagner, au prix de mille difficultés, Bruxelles, puis Anvers et la Hollande.

Chauny, qui se trouve à quinze kilomètres au nord de Noyon, était tout désigné pour être le siège de l'état-major de l'armée qui occupa la région entre Roye et Vic-sur-Aisne. Il y eut, en effet, dans la ville toujours au moins trois généraux.

Chauny était, en même temps, pour les Allemands, un centre de ravitaillement important. Il y avait, en outre, dans la ville une organisation sanitaire très nombreuse et extrêmement active.

Un médecin de Chauny a raconté que les hôpitaux de la ville n'avaient pas soigné, en quatre mois, moins de trente mille blessés, pour la plupart gravement atteints et chez qui la mortalité fut

effrayante. Les hôpitaux de Chauny ne conservaient que les blessés dont l'état était trop grave pour permettre leur évacuation sur la Belgique ou sur l'Allemagne.

Les ennemis créèrent ces formations sanitaires de toutes pièces : ils réquisitionnèrent dans la ville et dans les environs toute la literie et tout le linge qu'ils purent trouver. Naturellement les maisons inoccupées furent vidées de fond en comble.

D'ailleurs, la population de Chauny diminuait tous les jours, en raison des coupes sombres que les Allemands pratiquaient à intervalles très rapprochés ; parmi les hommes de dix-huit à cinquante ans, quinze cents de ces malheureux furent dirigés sur l'Allemagne. Ils astreignirent ceux qui demeurèrent à une sorte d'esclavage qui ne laissait pas d'être particulièrement pénible.

Les Allemands, désireux de mettre la ville en état de défense, firent venir d'Outre-Rhin des troupes de landsturm qui creusèrent dans la campagne environnante de multiples tranchées. Les soldats se trouvant en nombre insuffisant, on réquisitionna les habitants, auxquels les ennemis eurent, il est vrai, la coquetterie d'allouer une indemnité payable en nature, le plus souvent en pain et en viande.

Chauny ressemblait, avant son évacuation, à un camp retranché modèle. Les Allemands ont même été, dans leur minutie à prendre des précautions contre une avance possible de nos troupes, jusqu'à miner les principales artères qui donnent accès

dans la ville. C'est ainsi que durant des semaines ils creusèrent, à l'entrée de la rue de la Chaussée, du boulevard Gambetta, du faubourg du Brouage et de l'avenue de Selaines, des tranchées qui, pendant toute la durée des travaux, furent sévèrement gardées par des soldats en armes.

En ce qui concerne la population, à part l'enlèvement des prisonniers civils après examen médical, elle n'avait pas autrement souffert. Le maire, M. Descambre, notaire, était courageusement resté à son poste en compagnie de son adjoint M. Broglin. Leur attitude énergique préserva la ville des pires calamités ; et c'est à leur constante activité que la population dut de ne pas mourir de faim. Les Chauvois mangeaient du pain blanc tous les jours, et le prix de la viande n'avait pas augmenté de façon exagérée.

Fait à noter : la kommandantur allemande n'avait rien négligé pour faire renaître la vie commerciale. Les magasins devaient rester ouverts et les commerçants qui n'avaient pas de marchandises pouvaient s'en procurer auprès des innombrables négociants... allemands qui briguaient leur clientèle. Comme ils avaient marqué une répugnance assez sérieuse à se fournir chez l'ennemi, ils s'étaient vus supplantés peu à peu par une nuée de mercantis qui suivaient les armées du kaiser, écoulant, en même temps que leur camelote boche, les fausses nouvelles les plus sensationnelles.

Les Allemands ont complètement vidé les usines de la région. Une équipe d'ingénieurs et d'ouvriers

s'abattit sur les fabriques de sucre, les ateliers de construction, et, en un tour de main, machines-outils, générateurs, tuyaux, robinets, toute la ferraille, et surtout tout le cuivre, a pris la route de Coblenz et de Hambourg. De ces usines, naguère si florissantes, il ne reste plus que les murs.

Mais l'un des faits les plus frappants que l'on remarquait à Chauny, c'était l'extraordinaire va-et-vient de troupes qui passaient par la ville. Sans arrêt, nuit et jour, des soldats de toutes armes arrivaient de Belgique et d'Allemagne, tandis que d'autres y retournaient. Pourquoi ce chassé-croisé ? Mystère ! En tout cas, les Chaunois avaient pu constater qu'au moment le plus critique de la bataille de Pologne, les trains montant vers le Nord étaient beaucoup plus nombreux que ceux allant vers le Sud.

D'ailleurs, malgré les fausses nouvelles répandues à foison par l'état-major teuton, les habitants de Chauny ne désespéraient nullement. Le canon grondait à quinze kilomètres au nord de la ville ; mais aucun d'eux n'a jamais douté des destinées de la France éternelle, et ils attendaient patiemment leur délivrance. Elle est venue, sous une forme, il est vrai, à laquelle ils ne s'attendaient pas.

XXI

LAON PENDANT L'OCCUPATION ALLEMADE

M. Emile Constant, député de la Gironde, qui a visité Laon après son évacuation par les Allemands a fait sur son voyage le curieux récit suivant :

Quand on arrive à Laon, après avoir traversé la malheureuse ville de Soissons, qui n'est qu'un amoncellement de ruines, on est agréablement surpris de trouver une cité à peu près intacte.

On a le cœur étreint d'émotions inexprimables, car on vient de parcourir ce paysage de désolation et de mort, à la fois calvaire et voie triomphale, où l'endurance et l'héroïsme de nos soldats ont rendu immortels les noms de Laffaux, du Chemin-des-Dames et de Chavignon.

Puis, tout à coup, les tours de la cathédrale de Laon apparaissent au milieu d'une nature parée de toute la splendeur d'un automne ensoleillé.

L'animation dans la ville est extrême. Les civils,

qui portent sur leur figure la trace de leurs privations et de leur souffrances, vous accueillent comme des parents ou des amis.

En pénétrant dans les habitations on se rend compte que si la plupart ont leur façade intacte, toutes ont été méthodiquement pillées et dévastées. Les portes et les croisées ont été enlevées et brûlées ; les meubles et la literie ont été expédiés *nach* Berlin. Les glaces seules ont été respectées, le Boche étant encore plus superstitieux que pillard.

Au dire des Laonnois, les officiers et soldats du kaiser ne brilleraient pas par le courage. Avant de prendre possession d'une maison et de visiter les chambres, la première question posée par eux était invariablement celle-ci :

— Avez-vous une bonne cave ? Voulez-vous nous la montrer ?

Dès qu'un obus tombait sur la ville, les civils français restaient dans leurs chambres, mais la garnison rentrait sous terre.

Une justice immanente a rendu vaines ces précautions.

Le vendredi 11 octobre, veille de l'évacuation de la ville, une dernière séance de cinématographe était offerte à la garnison, dans la salle du théâtre, place de l'Hôtel de Ville. Un de nos obus de 155 est tombé en plein dans le théâtre, faisant des centaines de victimes.

La joie des Laonnais aurait été complète si le chef de la police secrète avait été du nombre. Nul

ne connaissait son nom, mais on l'avait surnommé Binocot, à cause de ses grosses lunettes.

Son apparition dans une maison jetait la terreur, car après vous avoir dépouillé, pour un mot, pour un geste, il vous envoyait à la citadelle.

Un jour, une brave dame, âgée de quatre-vingt-cinq ans, M^{me} Aumont, voulut donner un peu d'eau à boire à de malheureux Belges qui tombaient d'épuisement. Elle fut trappée, pour ce geste d'humanité, de quinze jours de forteresse qui faillirent lui coûter la vie.

Quand MM. les officiers voulaient chasser dans la forêt de Marchais, Binocot recrutait des jeunes filles pour remplir l'office de rabatteurs.

Toute la population d'ailleurs était réquisitionnée par Binocot et contrainte aux travaux les plus pénibles et les plus répugnants.

Des centaines de personnes furent notamment affectées à l'ensevelissement des soldats morts et à la construction d'un cimetière monumental sur l'esplanade de la ville.

Un lion colossal veille momentanément sur les milliers de sujets du kaiser qui dorment leur dernier sommeil sur cette colline symbolique, qui domine l'horizon et couvre de ses dalles et de son silence éternel les rêves de la Germanie *über alles*.

M. Bouré, bâtonnier du barreau de Laon, qui a demeuré dans cette ville durant toute l'occupation allemande, a fait, lors de son passage à Paris après la libération du chef-lieu du département de l'Aisne,

le récit du long martyre enduré par les habitants de Laon sous le joug allemand.

— Les Boches ne ravitaillaient que très chichement la malheureuse population. Beaucoup d'habitants sont littéralement morts de misère à la suite de privations. Les denrées étaient réquisitionnées pour la troupe, sans s'occuper des besoins de la ville. Les vivres avaient atteint des prix exorbitants, et la vie, surtout dans les derniers temps, était devenu terriblement difficile.

Le kaiser se rendait fréquemment à Laon. Il semblait avoir une prédilection marquée pour cette ville. Ses séjours coïncidaient avec les mesures de police les plus rigoureuses. Un officier, chargé de veiller sur la sécurité de Guillaume II, se fit particulièrement remarquer par les sévices qu'il exerça sur les habitants qui avaient le malheur de contrevenir à ses ordres excessifs.

Un habitant qui se montrait à sa fenêtre lors du passage de l'empereur était aussitôt appréhendé, emprisonné et fréquemment envoyé en Allemagne. Les amendes tombaient drues à tout propos, et des perquisitions avaient lieu tous les jours pour les motifs les plus invraisemblables. Ces perquisitions se terminaient par des cambriolages méthodiquement organisés.

Pourtant, lors de notre avance, la morgue allemande tomba subitement. Les officiers ne cachaient pas leurs inquiétudes sur l'issue de la guerre. Pour la première fois, on constata les signes d'un profond découragement chez les

soldats. Il y eut même des cas d'indiscipline.

Lors de leur entrée à Laon, les soldats du général Mangin virent sur une petite place, située derrière le lycée, des enfants jouant sous les arbres. En gambadant, ils coururent après les troupiers français, les mains tendues :

— Oui, ils sont partis ! Et nous n'irons plus aux orties, car presque tous les jours, un sous-officier rassemblait une vingtaine d'entre nous pour couper les orties qui nous piquaient les mains.

— Et pourquoi faire ces orties ?

— Ils fabriquaient des fils. C'est, du moins, l'explication qu'ils nous ont donnée.

La statue du maréchal Sérurier n'est plus sur son socle de pierre, mais le socle est resté. Les statues qui pouvaient avoir un intérêt artistique ou historique ont été enlevées depuis le début de l'occupation. Et cette occupation datait du 2 septembre 1914.

A Laon, pas de maisons démolies, peu ou presque pas de ruines. Il y a beaucoup de carreaux cassés, ce qui ne compte guère.

A droite de l'hôtel de ville, il y a une chapelle désaffectée, dont les Allemands avaient fait un cinéma. Dans la toiture, il y a un énorme trou. Le 10 octobre, comme la représentation allait finir, un obus français tomba au milieu de la salle et tua au moins soixante soldats. Le lendemain, dans la nuit, les deux bataillons qui constituaient la garnison partaient, laissant un rideau de couver-

ture formé de mitrailleurs, qui décampaient à leur tour après avoir tiré leurs bandes sans atteindre personne. Coincés aux deux ailes, ils s'en sont allés dans l'ombre comme des oiseaux de proie ou des voleurs honteux de se montrer.

La veille, informés que les choses tournaient mal pour eux, ils avaient, par voie d'affiches convoqué à la kommandantur trois cents jeunes gens mobilisables qu'ils ont emmenés. Ils se sont emparés également de M. Ermant, le sénateur-maire de Laon, et l'ont obligé à les suivre ainsi que M^{me} Ermant. Le secrétaire de la mairie, M. Dessey, a subi le même sort. Pourquoi ? On ne sait exactement. Ils ont donné une explication confuse concernant le ravitaillement dont s'occupait M. Ermant. Personne n'y a rien compris.

C'est le jeudi 17 octobre que M. Georges Ermant fut prévenu par le kommandant Grube d'avoir à se préparer à quitter la ville avec M^{me} Ermant. Le maire de Laon, d'après ce qui a été dit, s'attendait au nouveau et douloureux coup qui le frappait. Il se rendit à la mairie et écrivit à chacun des conseillers municipaux le billet suivant :

Mes chers amis, après de si longues épreuves, je suis enlevé de Laon, que je quitte avec une indicible émotion.

Adieu du plus profond de mon cœur et, j'espère, au revoir.

ERMANT.

Après quoi, il réunit le personnel de la mairie, adressa de courts adieux à ses collaborateurs qu'il

embrassa. La scène fut si émouvante, dans sa simplicité, que ceux qui en furent les témoins ne peuvent la raconter sans pleurer.

Il y a un épilogue à cet acte odieux, que les barbares ont si fréquemment renouvelé sans justification aucune au cours de leur occupation de quatre années des villes françaises de la région du Nord.

Le voici.

M. Ermant, maire de Laon, sénateur de l'Aisne, emmené par les Allemands comme otage, a été délivré à Vervins, lors de la prise de cette ville.

Les Allemands, l'arrachant à la mairie de Laon, où il avait rempli son devoir avec une dignité qui en avait toujours imposé à l'ennemi, l'entraînèrent avec eux dans leur fuite. Un certain nombre d'habitants de Laon partagèrent le sort de leur maire.

Après différentes étapes franchies au milieu de multiples péripéties, les Allemands arrivèrent à Vervins avec leurs prisonniers. Mais les troupes alliées les suivaient de près. Ils n'eurent pas le temps d'organiser leur défense et durent s'enfuir en toute hâte, abandonnant, dans leur précipitation, M. Ermant et plusieurs de ses compatriotes.

L'OCCUPATION ALLEMANDE DANS LA SOMME

XXII

LE RÉCIT DU JUGE DE PAIX DE COMBLES

Un vieux magistrat de Combles, encore solide malgré ses soixante-neuf ans, a été rapatrié par l'un des convois de janvier 1917. Une soyeuse barbe blanche encadre son visage d'une grande douceur, où brillent deux yeux pleins de finesse. Il a vu et sait beaucoup de choses.

Voici le récit fidèle et complet des événements dont il a été le témoin à Combles.

— Le 28 août 1914, huit uhlands, pénétrant en éclaireurs dans la commune, étaient reçus près de l'église à coups de revolver tirés par un capitaine français. Ils s'enfuirent aussitôt et allèrent prévenir à Saily le gros de l'armée allemande. Une heure après, le bombardement de la ville commençait ; il dura peu, mais plusieurs maisons furent incen-

diées ou fortement endommagées. Le lendemain, l'armée allemande en marche sur Paris faisait son entrée à Combles. Trois jours durant des troupes traversèrent le bourg, ne s'arrêtant que quelques heures, juste le temps qui leur était nécessaire pour effectuer des réquisitions de toute sorte, piller les boutiques et les caves. « Nach Paris », tel était le leit motiv qui revenait à chaque instant sur les lèvres des soldats et de leurs chefs.

La victoire de la Marne et l'arrêt net de l'avalanche provoquèrent une sorte de reflux. Le calme revint dans la petite ville. Vers la mi-septembre, quelques groupes de soldats français reparurent, mais ils durent aussitôt se replier devant les forces allemandes supérieures en nombre ; Combles fut réoccupé par l'ennemi, cette fois pour longtemps.

Les troupes qui séjournaient étaient composées de Bavarois. Ils commirent toutes sortes d'exactions, pillant les maisons et les magasins, faisant des paquets des marchandises volées et les expédiant en Allemagne. Les officiers et les soldats occupaient les maisons, prenant pour eux les meilleures pièces. Chez moi ils me reléguèrent dans une chambre humide sur la cour, où j'ai contracté des rhumatismes.

Bientôt ils procédèrent à différentes réquisitions. Tantôt, c'était du vin qu'ils voulaient ; tantôt du cuivre, des sacs, des voitures, de la literie. Un jour ils réquisitionnèrent toutes les échelles du pays pour construire un pont de bateaux sur la Somme. Les maisons désertées par

leurs propriétaires furent saccagées, puis les Bava-
rois quittèrent Combles et des Prussiens de
Posen, soldats plus arrogants, plus fiers, plus
exigeants, les remplacèrent.

Le premier soin des envahisseurs fut de consti-
tuer une commission municipale composée de
l'agent voyer en chef et d'un habitant de Combles.
La ville ne tarda pas à être frappée d'une contri-
bution de guerre dont le chiffre fut fixé à trente-
cinq mille francs. Une demeure parut digne de
donner asile à Messieurs les officiers de la kom-
mandantur. Ils s'y installèrent en maîtres. Les
réquisitions momentanément terminées, les auto-
rités militaires estimèrent que le revenu de la com-
mune de Combles devait être sensiblement supé-
rieur à la déclaration qui en avait été faite et c'est
ainsi qu'à l'occasion du nouvel an, dans les pre-
miers jours de 1915, la ville fut imposée d'une se-
conde contribution de dix mille francs. Malgré la
mention « Justice de paix », que j'avais inscrite
sur la porte de ma demeure, longtemps on
m'ignora.

Un crime, commis dans des circonstances mys-
térieuses, au printemps de 1915, attira l'attention
sur moi. Une pauvre femme, âgée de quatre-vingts
ans, fut trouvée étranglée, un matin, derrière une
niche à lapins contiguë à la chaumière qu'elle habi-
tait.

La kommandantur s'émut. Les autorités mili-
taires ordonnèrent l'arrestation d'un ouvrier, pa-
rent de la victime, que le fait d'être usufruitier et

héritier de la défunte fit désigner comme coupable. Le pauvre diable fut jeté en prison.

Quelques semaines s'étaient écoulées lorsque, dans les premiers jours de juin 1915, je reçus une commission rogatoire du parquet de Péronne m'ordonnant de procéder à une enquête. J'entendis un certain nombre de témoins. J'interrogeai le prévenu et ne tardai point à avoir la certitude qu'il était innocent. J'adressai le dossier au juge d'instruction de Péronne, qui le transmit au tribunal civil allemand, et, après un minutieux examen, une ordonnance de non-lieu fut rendue. Le malheureux ouvrier fut remis en liberté après avoir subi cinq mois de prévention.

A la recherche du souterrain.

Sur une partie de la ville s'élevait jadis le manoir féodal de Lamotte. Le château a disparu depuis longtemps, mais ses souterrains immenses, composés de longs couloirs bordés de cellules creusées dans des carrières de craie, à vingt mètres sous le sol, existaient toujours. Un jour du mois de mai 1915, quelques soldats allemands apprirent, en lisant dans un débit un vieil almanach, l'existence de ce souterrain sans cependant pouvoir en déterminer la situation. Ils interrogèrent les gens du pays ; aucun ne voulut les renseigner. M. Collinot, gérant du Familistère, qu'ils pensaient être

particulièrement documenté, fut consigné dans sa cave.

— Vous resterez là, lui dirent-ils, tant que vous ne nous aurez pas révélé l'endroit où se trouve l'entrée du souterrain.

— Mais je n'en sais rien, riposta M. Collinot. Il n'y a que deux ou trois ans que je suis à Combles.

Malgré les brutalités dont il était l'objet le brave homme se refusa à satisfaire au désir des Allemands. Ils finirent par le libérer. Les envahisseurs poursuivirent leurs recherches avec tant d'obstination qu'ils parvinrent à découvrir l'entrée du souterrain, obstruée de matériaux, près de la grange de M. Collinot, à quinze mètres à peine de la façade de l'église.

Le souterrain fut aussitôt aménagé. Les Allemands y transportèrent leurs munitions et leurs approvisionnements de bouche et y installèrent l'électricité. Plus tard, lors de l'offensive franco-anglaise, ils s'en servirent d'autant mieux, pour offrir une plus grande résistance à la ruée victorieuse des troupes alliées, qu'ils l'avaient mis en communication avec deux ou trois caves particulières. Dès lors, le moindre bombardement avait pour effet d'y faire courir tous les officiers de l'état-major, comme des rats dans leurs trous.

La visite du kaiser.

Au printemps de 1916 l'empereur Guillaume et le kronprinz se rendirent successivement à Combles,

accompagnés de nombreux officiers généraux du grand état-major et de certains attachés militaires des pays alliés à l'Allemagne. On apprit par des soldats que le kaiser avait tenu à se rendre compte par lui-même de l'importance des positions anglo-françaises de Maricourt, contre lesquelles de furieuses attaques allemandes s'étaient brisées.

Après avoir constaté la puissance de nos lignes, entre Maurepas et Cléry, l'empereur comprit sans doute la raison des pertes sanglantes éprouvées par ses légions sur les pentes de la colline qui domine le château de Maricourt, célèbre par sa Vierge noire de bronze, objet de pieux pèlerinages. Maricourt restera dans l'avenir le nom glorieux d'un grand épisode de la guerre.

C'est à la suite de cette visite que la rue de la Gare, à Combles, reçut le nom de « Kaiser-Wilhelmstrasse ».

Au mois de novembre 1915, quelques différends s'élevèrent entre la commission municipale et les autorités allemandes. La kommandantur décida de faire procéder à des élections. L'agent voyer, qui avait administré Combles jusqu'à cette époque, ne se présenta pas. Une assemblée communale fut élue. M. Infrennois fut désigné comme maire et M. Octave Berthe choisi comme adjoint.

Durant toute l'occupation, je fus autorisé une seule fois à me rendre à Péronne pour remettre au président du tribunal des testaments qui m'avaient été confiés. Les jours passaient tristement et les

seules nouvelles qui nous parvenaient nous étaient apportées par la *Gazette des Ardennes*. C'est en vain qu'à la belle saison une musique militaire, massée sur la place de l'église, exécutait, de cinq à sept, les morceaux les plus brillants de son répertoire. Aucun de nous ne s'approchait pour écouter. Le cinéma installé par les soins de la kommandantur n'obtenait pas plus de succès et malgré les invites des soldats, les enfants refusaient d'aller voir se dérouler, sur l'écran, les films sensationnels annoncés au programme.

Le magistrat rapatrié cite des anecdotes relatives à l'occupation, notamment celle-ci :

Il venait d'être désigné comme otage quand un Allemand, gaillard énorme, se présenta chez lui, et réclama du champagne.

— Je n'en ai pas, répondit le juge de paix, je n'ai pas de cave garnie.

Menacé d'être fusillé, le juge de paix sortit avec sa bonne pour acheter deux bouteilles du vin précieux.

— J'achetai, raconte-t-il, un vin mousseux à trois francs ; mais, quand je revins, cet Allemand avait découvert dans la maison d'en face une cave bien fournie et l'avait mise à contribution. Il était occupé à boire un excellent vin blanc à même la bouteille, ce qui l'avait considérablement radouci ; quand il vit mes deux bouteilles, il se précipita : « Bon vin, dit-il en montrant les bouteilles volées, mais ça meilleur », et il désignait les bouteilles de champagne. Puis, enfouissant celles-ci sous son

manteau, il ajouta : « Ce sera pour les chefs ! » et il partit.

La vie au pays envahi était pleine d'embûches, de tracasseries et de vexations ; on s'y fait, car la foi inébranlable dans la victoire élève les cœurs, forge la résistance, électrise les volontés.

On se demande, chaque matin, si l'on ne finira pas sa journée en prison. Au champ de bataille on vit sous les balles ; au pays envahi on vit sous le *régime de l'affiche*. Tyrannisés par des exigences aussi injustes que cruelles, menacés dans leurs libertés, froissés dans leur dignité, les Français vivaient au milieu des Allemands comme de vrais prisonniers. Plus rien ne leur appartient : leurs lits, leurs couvertures, leur vin, leurs provisions, leurs appartements, tout cela est à la disposition des Allemands. Un coup de crosse à la porte, et l'ennemi est chez vous, qui visite, réquisitionne, menace, exige, s'installe, vous met à la porte, vous loge au sous-sol ou vous accorde une seule pièce qu'il vous choisit lui-même.

Quand il s'agit ainsi d'une mesure particulière où toute protestation est inutile, où l'adversaire a toujours raison, où toujours la force prime le droit, il n'y a qu'à s'incliner au bénéfice de la collectivité qui paierait cher la résistance d'un seul.

XXIII

LA VIE A PÉRONNE ET DANS L'ARRONDISSEMENT SOUS LA DOMINATION ALLEMANDE

Les renseignements qui suivent sur Péronne et ses environs durant l'occupation allemande nous ont été fournis par M. Paul Caron, un Péronnais amoureux passionné de sa ville natale, qui a reçu les confidences de nombreux habitants de Péronne lesquels ont longtemps vécu avec les Allemands.

On connaît les détails des événements qui se sont déroulés à Péronne le 28 août 1914, à l'arrivée des Allemands, après le combat du Mont-Saint-Quentin et de Sainte-Radegonde.

On sait qu'à leur entrée en ville, furieux de ne plus trouver les autorités administratives et municipales, ces barbares mirent le feu à cinquante-huit immeubles. Ils pillèrent un grand nombre de maisons et de boutiques abandonnées. Le reste de la ville fut épargné grâce au courage de M. Liné,

conseiller municipal, de M. l'archiprêtre Caron et de M. Joseph Marchandise.

Pendant trois jours, l'armée allemande traversa Péronne marchant sur Paris ; puis vint la bataille de la Marne, la retraite et la rentrée des dragons français, le 15 septembre.

Malheureusement les troupes françaises ne se trouvèrent pas en force pour arrêter le retour offensif des Allemands sur Péronne et, le 24 septembre, un combat se livra sur les hauteurs du Mont-Saint-Quentin, Aizecourt-le-Haut, Rocogne, Le Câtelet, Biars, Doingt et Mons-en-Chaussée, entre la cavalerie française, soutenue par des zouaves et des territoriaux, contre toute une nouvelle armée allemande qui débouchait de Cambrai et de Saint-Quentin. Les Français résistèrent jusqu'à la nuit, mais durent se replier pendant l'obscurité vers Amiens et Albert. A l'aube du 25 septembre, les Allemands firent une nouvelle entrée à Péronne. Mais la ville n'eut plus à subir de nouvelles violences. Pendant le combat de la veille, elle ne reçut que quatre obus. Par contre les villages où s'était déroulée la lutte ont été très éprouvés.

Les Allemands occupèrent Péronne pour la seconde fois. Ils en firent une place de repos d'où leurs troupes partaient pour les tranchées situées à environ neuf kilomètres de la ville. Ils établirent de nombreuses ambulances où furent soignés les blessés français des combats d'août et de septembre et leurs propres blessés.

A dater du 25 septembre, les Allemands ne pillèrent ni n'incendièrent plus systématiquement la ville; mais ils s'installèrent en maîtres dans toutes les maisons, les aménagèrent à leur guise sans se soucier des habitants ni des propriétaires et ne se gênèrent pas pour transporter du mobilier d'une maison dans l'autre. Ils établirent un casino dans une grande et belle maison de la rue Saint-Nicolas et un restaurant dans une autre au carrefour des Minimes. Ils firent rouvrir les magasins et exigèrent que le commerce reprît. Dans les magasins abandonnés par leurs propriétaires, ils placèrent des négociants allemands.

Péronne eut à hospitaliser les réfugiés des villages situés sur la ligne du front ou un peu en arrière, qui étaient soumis au feu des Français et dont les habitants risquaient d'être tués ou blessés par les projectiles.

Le clergé allemand célébra de grandes fêtes religieuses à l'église de Péronne à l'occasion de Noël 1914 et des anniversaires du kaiser et du roi de Bavière.

Les Allemands avaient rétabli le marché du samedi. A ce marché venaient des vendeuses des environs : Flamicourt, Halles, Sainte-Radegonde, Bussu, Doingt, etc. On y trouvait des légumes, du beurre, des œufs, de la volaille comme à l'ordinaire et pour des prix ne différant guère de ceux du temps de paix. A partir du mois de mars 1916, les Allemands supprimèrent le marché aux œufs, au beurre et à la volaille. Les Péronnais ne purent

plus se procurer ces denrées que difficilement.

Les bouchers étaient encore approvisionnés en viande de mouton, de veau, de porc et de bœuf.

Les grands moulins fonctionnaient pour le compte et sous la surveillance des Allemands. Les boulangers de la ville et des environs pouvaient s'y fournir de farine, mais dans les limites du rationnement établi par les Allemands : primitivement 250 grammes de pain par jour et par personne et, depuis mars 1915, 125 grammes seulement.

Les Allemands ont fait terminer, par les réfugiés et les Péronnais, les travaux en cours : boulevard du Sud-Est, canalisation des eaux, etc. Ils ont établi une passerelle à travers le Cam pour aller à Sainte-Radegonde et une chaussée du Mesnil-Bruntel au Hamel pour se rendre, au travers des marais de la Somme et du canal, à la Mire et à Barleux.

Dans le cimetière, il y a plus de quatre cents Allemands enterrés.

Le jardin public du Quinconce fut ravagé par les Allemands. A la Noël 1914, ils avaient dit qu'ils feraient venir des sapins d'Allemagne, mais ils trouvèrent plus simple de les couper dans le jardin anglais du Quinconce.

..

A Moislains, commune voisine de Péronne, on s'est battu furieusement le 27 août 1914 entre les bois. On enterra quatre cents tués au chemin de la

Récrière. Les Allemands ont fusillé sept habitants de Moislains. L'usine Schwob fut transformée en ambulance. Certaines maisons ont été pillées. Moislains fut gouverné pendant douze jours par un espion allemand qui habitait le pays depuis deux ans et qui s'est vengé des habitants durant sa dictature.

A Saily-Saillisel, les troupes allemandes ont causé d'importants dégâts. Néanmoins les habitants y sont restés et Saily est devenu un centre de ravitaillement pour les pays voisins. Deux commerçants, M^{me} Lemire-Douchet et M. Flament, allaient chaque semaine à Cambrai pour prendre des provisions d'épicerie. Dans les campagnes les distributions de pain se faisaient plus irrégulièrement qu'en ville.

A Moislains, à Allaines, au Mont-Saint-Quentin, à Brie, au Mesnil-Bruntel, à Doingt, les Allemands faisaient cultiver les terres par les habitants.

A Cartigny, ils ont enlevé les appareils de la fabrique de sucre et transformé les bâtiments en salles de bains.

A Brie, les Allemands ont également cultivé les terres avec des charrues à vapeur. Les habitants n'ont pas été trop molestés par les envahisseurs, mais il n'y avait plus de viande ; il restait quelques poules et quelques vaches dont les Allemands réquisitionnaient le lait. La ration de pain n'était que de cent vingt-cinq grammes par jour et personne ; les enfants au-dessous de six ans n'avaient pas droit à cette ration. Dans la région, les Allemands donnaient

le seigle vert à leurs chevaux et faisaient pâturer les blés en herbe.

Les récoltes étaient faites par les Allemands, avec les instruments des fermes, mais par des gens et des chevaux leur appartenant. Ces récoltes étaient immédiatement enlevées et transportées en Allemagne.

D'une façon générale, après avoir tracassé les notables, pillé les châteaux, les fermes et les maisons abandonnées ; expédié en Allemagne le beau mobilier et les tableaux ; réquisitionné les grains, les bestiaux et les voitures, etc... les Allemands, à partir du mois de janvier 1915, sont devenus plus doux, plus accessibles aux sentiments de justice et d'humanité.

Dès l'occupation d'une ville ou d'un village, l'autorité militaire opérait le recensement de tout ce qui se trouvait dans le pays. C'est ainsi qu'en certains endroits il était expressément défendu de manger les poules. Toute poule morte devait être présentée à la mairie ; toute poule manquante donnait lieu à une amende de trois francs. De sorte que l'on pouvait quand même manger sa poule, moyennant trois francs.

Dans la plupart des églises de l'arrondissement, ainsi qu'à Péronne, le clergé français célébrait la messe et devait céder ensuite la place au pasteur protestant.

Les hommes de seize à soixante ans étaient tenus de répondre à un appel régulier.

Les Allemands renseignaient les populations par

leur journal rédigé en plus ou moins bon français : la *Gazette des Ardennes*. Ils s'efforçaient de persuader aux habitants des régions occupées que leur annexion était définitive. Nos compatriotes ne furent jamais dupes de ces mensonges et leur confiance dans le succès final est toujours demeurée entière.

En arrière du front, la vie dans les villes et les villages étaient calme et morne. Le ravitaillement se faisait normalement sous les auspices du Comité hispano-américain par l'entremise des sections de Saint-Quentin et de Péronne. On pouvait se procurer la plupart des denrées nécessaires, sauf quelques-unes qui manquaient complètement. Le pain, qui était rare et mauvais, fit parfois défaut pendant plusieurs jours.

Les ménagères pouvaient gagner quelques sous en exécutant des travaux de blanchissage, notamment pour les Allemands. En différents endroits, ces derniers les contraignirent à confectionner des sacs à terre ; elles étaient rétribuées par les municipalités en bons communaux. Ces bons en papier furent émis par les communes et les Chambres de commerce pour remplacer la monnaie divisionnaire à mesure qu'elle se raréfiait.

Les territoires d'occupation étaient divisés en six districts délimités par les autorités allemandes et correspondant à des zones militaires : Lille, Valenciennes, Saint-Quentin, Vervins, Charleville et Longwy. Ils représentaient une population de « ravitaillés » atteignant deux millions cent mille

habitants. Si on ajoute les cent mille habitants de la région de Maubeuger rattachée à la province du Hainaut, et les trente mille habitants de la région de Givet-Fumay, rattachée à la province de Namur, on arrive au total de deux millions deux cent trente mille habitants vivant sous le joug ennemi, avec six millions et demi de Belges.

Le district de Vervins comprenait les régions de Fourmies, Guise, Marle et Tergnier. Le district de Saint-Quentin comprenait Saint-Quentin, Péronne, Ham-Bohain, le Cateau, le Quesnoy et Gouzeaucourt.

Les Comités de secours et d'alimentation ont été constitués à la suite d'une entente intervenue le 13 avril 1915, à Bruxelles, entre le major von Kessler, représentant les autorités allemandes, et la *Commission for Relief in Belgium* ou comité hispano-américain. La convention mentionne expressément que les vivres importés sont exclusivement réservés aux besoins de la population française et ne peuvent être saisis ou réquisitionnés par les autorités allemandes. Celles-ci doivent faciliter les transports, sans percevoir de droits d'entrée ni de frais de transports. D'autre part, les gouvernements alliés garantissent en haute mer les navires transportant les provisions, sous condition que la *Commission for Relief in Belgium* en contrôlera la stricte distribution à la population civile française.

A la tête de chaque district il y a un comité central, assisté d'un organisme commercial (comptables, magasiniers, agents de transports) et qui se

tient en contact avec les comités de chaque région. Le dernier échelon de cette organisation minutieuse est représenté par les dépôts municipaux, distribuant directement les vivres contre bons ou reçus selon les tarifs adoptés, et assurant le ravitaillement gratuit des indigents par l'intermédiaire des bureaux de bienfaisance.

Les vivres arrivaient aux chefs-lieux de district par allèges plombées, expédiées de Rotterdam.

Au début de l'année 1916, en outre des vivres fournis par le Comité de ravitaillement hispano-américain, les malheureuses populations du Nord de la France occupé par l'ennemi pouvaient encore utiliser, pour leur alimentation, les légumes de leur jardin et les œufs des rares poules que leur avaient laissées les Allemands. Il y avait des villages plus ou moins favorisés selon qu'ils étaient plus ou moins proches de la ligne de feu ou des centres de ravitaillement.

Dans les fermes, il restait encore quelques bestiaux et une partie des troupeaux de moutons. Les Allemands, en 1915, avaient cultivé eux-mêmes et récolté. Dans certains pays, ils avaient autorisé le glanage, ce qui avait procuré une ration supplémentaire de blé aux habitants, blé qu'ils avaient grossièrement moulu dans leurs moulins à café.

Tout le matériel des distilleries et des fabriques de sucre avait été démonté par les Allemands et expédié en Allemagne.

La circulation était assez difficile. Il fallait un

laissez-passer pour se rendre d'un village à l'autre. Ce laissez-passer n'était délivré que contre la remise d'une somme d'argent.

Les rapatriements des habitants du Nord envahi en France libre commencèrent en mai 1915.

Le rapatriement se faisait par des kommandanturs allemandes. La kommandantur de Maubeuge a expédié les premiers trains de rapatriés ; celle du Cateau a suivi, puis ce fut au tour de celle de Guise de Caudry et du Quesnoy.

Les Allemands rapatriaient gratuitement les indigents jusqu'à concurrence du tiers des places disponibles ; les deux tiers des rapatriés durent payer quarante marks pour le coût du voyage et quatre marks pour le transport des bagages : trente kilos au maximum.

Il fallait faire vérifier à la kommandantur huit jours à l'avance le papier-monnaie et les titres nominatifs qu'on avait la permission d'emporter. Tous les titres au porteur, l'or et l'argent, les notes, lettres, papiers quelconques devaient être abandonnés.

Le voyage en chemin de fer durait cinq jours, de Maubeuge à Evian. On devait emporter des vivres, néanmoins deux fois par jour les Allemands faisaient des distributions de soupes ou de café confectionné avec des glands et de l'orge torréfiés.

Avant l'évacuation, tous les hommes de seize à cinquante-cinq ans avaient été emmenés en Alle-

magne ou dans les Ardennes belges et françaises, et astreints, par les Allemands, à des travaux forcés. Ils durent abattre des arbres, construire des routes ou des lignes de chemins de fer, s'employer aux travaux de la culture.

Pour toute nourriture, on leur distribuait, le matin un bol de liquide noir que les Allemands baptisaient du nom de café ; à midi et sept heures du soir une gamelle de soupe innommable et cent vingt-cinq grammes de pain noir. Ils étaient logés dans des hangars en planches, couverts en pannes et couchaient sur des cadres superposés, recouverts d'un simple treillis en fils de fer, sans paille ni couverture : une planche formait leur oreiller. Ces cadres étaient espacés de trente centimètres. Nos infortunés compatriotes ne pouvaient ni se déshabiller, ni même se déchausser.

Ils travaillaient douze heures par jour et si l'un d'eux succombait à la fatigue et tombait pendant le travail, il était relevé à coups de pieds et à coups de trique.

Bien peu résistaient à un pareil régime. Aussi en 1917 les évacués de la Somme avaient-ils chargé l'un de leurs concitoyens rapatriés, M. Morienville, adjoint au maire de Moislains, de faire parvenir au monde civilisé leur cri de détresse.

En exécution de ce mandat, M. Morienville, à son arrivée à Evian, adressa à M. le Préfet de la Haute-Savoie la protestation vibrante dont voici le texte :

Messieurs,

« Après des remerciements unanimes à la ville de Schaffouse et
« à la ville d'Evian, notre premier mot en territoire français sera
« pour les prisonniers civils, ces hommes et ces jeunes gens,
« presque des enfants, devenus les esclaves de l'Allemagne, les
« victimes de la barbarie tudesque.

« Ils sont là-bas, sans vêtements, sans nourriture et sans feu,
« couchés sur des lits de treillage superposés et exposés ainsi
« aux frimas.

« Nous adressons un appel à toutes les nations pour les secours
« immédiats à apporter à ces malheureux. »

En agissant de la sorte, les Allemands, désespérant de vaincre, se sont mis une fois de plus au ban de l'humanité.

XXIV

LES ALLEMANDS A ROYE

A la fin d'août 1914, les habitants de l'agréable chef-lieu de canton qu'était Roye vivaient dans une complète quiétude. Cet état de choses ne devait plus durer longtemps.

Le 30 août, dans la matinée, des gamins accouraient, essoufflés, sur la place, en criant : « Les voilà ! » L'ennemi, en effet, arrivait. D'abord quelques cavaliers, puis un fort contingent de dragons, enfin le gros des troupes sous le commandement du général von Emmich.

Ce dernier s'arrêta à l'entrée de la place et fit appeler le « bourgmestre ». Le maire n'étant pas là, ce fut un conseiller municipal, M. Save-
lon qui se rendit au devant du général ennemi et se mit à sa disposition en attendant l'arrivée de l'adjoint, M. Mandron. Survenant presque aussitôt, ce dernier assumait la responsabilité des premières fonctions municipales.

En apprenant que le maire n'avait pas cru devoir l'attendre, von Emmich eut une sorte d'accès de fureur.

— Le « bourgmestre » n'est pas là ! hurla-t-il, c'est du propre ! Dans mon pays, quand l'état de siège est proclamé, un fonctionnaire municipal se trouvant dans ce cas serait aussitôt fusillé.

Les dévoués

— Il n'est pas là, continua de proférer le général allemand, tant pis pour lui. Sa maison sera brûlée. D'ailleurs, c'est bien simple, toutes les maisons inoccupées sont d'ores et déjà propriété de mes soldats. Je les leur livre.

Inutile d'ajouter que le mot se propagea avec une incroyable rapidité et que les Boches ne se le firent pas répéter. Il n'était pas nécessaire de les exciter. Ils pénétrèrent dans les maisons dont les habitants ne les avaient pas attendus ainsi que dans beaucoup d'autres. Dans les unes, ce fut le vol et le pillage, dans les autres le pillage et le viol. Gens de sac et de corde, ils étaient passés maîtres dans l'art de dévaliser les immeubles. Ce qu'ils enlevèrent ce jour-là de Roye, il est impossible de l'évaluer. Tous les établissements situés sur la place de la Mairie subirent le même sort. C'est à peine si ces vandales y laissèrent les murs.

Cependant M. Mandron, dans le but de satisfaire aux exigences de l'ennemi, constituait une commission de quatre membres dont firent partie avec lui MM. Savelon, Hauet et Pluchet, ce dernier, président de la Société des Agriculteurs de France. M. Pluchet, qui demeura à Roye jusqu'à la fin, joua, chacun se plaît à le reconnaître, ainsi d'ailleurs que M. Mandron, un rôle admirable.

En face des Allemands, constamment sur la brèche, ils remplirent leur rôle avec un dévouement sans bornes aux intérêts de leurs concitoyens, comme aussi avec une dignité et une froide énergie qui en imposèrent parfois à l'ennemi. M. Pluchet, notamment, dont le grand caractère avait fortement impressionné von Emmich, put éviter à ce moment l'incendie d'une partie de la ville et préserver du feu la maison du maire elle-même.

« Je ne signerai pas »

A plusieurs reprises M. Mandron résista fort énergiquement aux exigences du général, entre autres quand ce dernier voulut le contraindre à publier un avis invitant les habitants à tenir sur le seuil de leurs demeures pour assister au grand défilé des troupes allemandes. Il opposa à cette prétention un refus formel.

— Vous serez fusillé ? tonna von Emmich.

— Si vous voulez, mais je ne signerai pas.

L'Allemand tourna les talons et regagna la maison d'une riche rentière, M^{me} Grégoire, habitation des plus confortables où il s'était installé avec son état-major. Un peu plus tard, vautre dans un fauteuil, devant sa résidence provisoire, il regardait passer ses troupes. Il en passa beaucoup. Mais les habitants, en majeure partie, restèrent chez eux.

Pendant cinq jours, le général et ses officiers menèrent, dans l'opulente propriété qu'ils occupaient, une existence qui ne ressemblait en rien à la vie des camps. Ce fut une beuverie interminable, une orgie sans nom. Les soldats, imitant leurs chefs, faisaient ripaille du matin au soir.

Pourtant, au milieu de cette noce écoeurante, von Emmich ne perdait pas de vue les intérêts de son armée. Fréquemment il faisait appeler les membres de la commission et c'étaient réquisitions sur réquisitions, exigences sur exigences avec, à l'appui, l'invective et la menace. Cependant quand les demandes de l'état-major étaient exagérées, MM. Mandron et Pluchet se montraient irréductibles.

— C'est impossible, répondaient-ils, et votre peloton d'exécution n'y changera rien.

Alors le général allemand se contentait de ce qu'on lui offrait.

Néanmoins, à trois reprises différentes, M. Mandron fut pris comme otage et fait prison-

nier. Une fois même il faillit être fusillé. C'était au début de l'occupation ; un soldat allemand avait été tué d'un coup de feu.

— La population civile a tiré sur nos soldats, vociféra von Emmich, il faut un exemple et un châtiment !

Et s'adressant à M. Mandron, il ajouta :

— Vous allez payer pour les coupables !

Ce disant, il le fit placer contre le mur de l'hôtel de ville.

— Fusillez-moi si vous voulez, riposta l'ad-joint, je ne crains pas la mort ! Mais le motif que vous invoquez ne tient pas ! Ce n'est pas une balle civile qui a tué votre soldat, car toutes les armes ont été enlevées !

Déjà le peloton d'exécution était commandé, mais M. Pluchet intervint et démontra avec autant d'énergie que de présence d'esprit, s'appuyant d'ailleurs sur le témoignage du major allemand, qu'on s'était trompé. Les troupes françaises étaient aux environs et une balle lebel avait tué le soldat allemand. M. Mandron était sauvé.

Deux fois, n'ayant pas voulu satisfaire aux prétentions excessives de l'état-major, il fut emmené à Rethonvillers où l'on se battait. En dernier lieu, laissé seul au centre du combat, il mit plus de deux heures pour rentrer à Roye, rampant sur le sol afin d'échapper aux projectiles qui pleuvaient de toutes parts.

Enfin, comme si ces différentes épreuves

n'étaient pas suffisantes, cet homme de cœur devait avoir un peu plus tard le chagrin de voir les obus allemands détruire son habitation, puis son usine sucrière.

Période mouvementée.

Le corps permanent d'occupation comprenait outre le personnel de l'hôpital, environ quatre cents hommes. Les troupes françaises cantonnaient à quelque distance.

Un jour, deux autos-mitrailleuses et quelques dragons pénétrèrent tout à coup dans Roye et arrivèrent en trombe sur la place de l'Hôtel de Ville, tirant sur les Allemands. Un combat très vif s'engagea, mais les nôtres n'étaient pas en nombre. D'un peu partout et plus spécialement des fenêtres de l'hôtel de ville, les Prussiens tiraient sur eux. Ce coup d'audace n'avait pas réussi. Quelques dragons tombèrent, et cavaliers et autos durent rebrousser chemin non sans avoir fait quelque mal aux occupants.

Au même moment, on célébrait à Roye les obsèques d'un conseiller municipal, M. Pontroué. En manière de représailles, les Allemands, prétendant que les habitants avaient prévenu les troupes françaises, arrêtèrent le convoi funèbre, enlevèrent les deux prêtres, les chantres ainsi que les personnes qui

tenaient les cordons du poêle et les emmenèrent comme otages à Chauny, où on les garda pendant trois longues journées, les soumettant à d'inimaginables vexations. Pendant ce temps, on perquisitionnait chez tous les habitants avec une minutie extraordinaire, pour rechercher les soldats français qui avaient pu trouver asile chez l'un d'eux. Tout le monde tremblait, car les menaces les plus terribles avaient été proférées par les officiers de la kommandantur.

Le corps d'occupation ne se bornait d'ailleurs pas à razzier, piller, saccager, escroquer, la menace à la bouche et l'arme au poing. Il ne se faisait nul scrupule de tuer. C'est ainsi que tout en se livrant à des orgies sans nom, les soldats du kaiser, ivres de vin, assassinèrent quelques habitants. On a cité les noms de deux d'entre eux : un cultivateur, M. Lesage, et un ouvrier infirme, M. Colombier, qui, dans la même soirée, furent abattus à coups de fusil, dans le quartier de Panama, tout simplement parce que leur présence gênait ces brutes en train de s'amuser.

La première occupation de Roye par les Allemands dura une vingtaine de jours, du 30 août au 20 septembre. Mais à partir du 13, on sentait qu'il y avait quelque chose de changé. Leur attitude n'était plus la même. Les officiers commandant les troupes d'occupation connaissaient le résultat de la bataille de la Marne. Ils cachaient

la nouvelle de la défaite aux habitants, ainsi qu'à leurs hommes, mais ils se montraient soucieux, inquiets, et, bien que toujours durs, ils semblaient avoir perdu quelque peu de leur morgue.

Aussi, lorsque, le 14, les habitants virent l'infanterie faire ses préparatifs, puis quitter Roye vers midi, se prirent-ils à espérer. Enfin, dans la nuit du 19 au 20, la cavalerie à son tour s'éloignait.

Quelques heures plus tard, autos-mitrailleuses et cavalerie, avant-garde des troupes françaises, faisaient leur entrée dans la ville. Les habitants pleuraient de joie, tout en acclamant les soldats et en leur jetant des fleurs. C'était la délivrance. Roye respirait ; on n'allait plus gémir sous le joug de l'oppresseur. On courut à l'hôpital. L'ennemi était parti, oubliant ses blessés. Ceux-ci tremblèrent en voyant apparaître les pantalons rouges. On les rassura : les Français respectent les blessés et les soignent avec dévouement, à quelque armée qu'ils appartiennent. Ce bonheur, hélas ! devait être de courte durée. L'ennemi avait fui ; malheureusement il n'était pas allé bien loin.

Deux jours plus tard, des troupes considérables réapparaissaient à quelques kilomètres, venant de Lassigny, et l'Allemand ne faisait plus attendre sa vengeance.

Le premier bombardement.

Il avait été contraint de céder la place à nos troupes qui maintenant occupaient cette importante situation stratégique. A tout prix il lui fallait reprendre Roye. Ses batteries lourdes immédiatement installées à Solente, à sept kilomètres à l'est, commencèrent, le 22, à inonder la ville de projectiles. Le premier obus incendiaire atteignit la maison d'un négociant, M. Delle, située à l'entrée de la rue Saint-Pierre, tout près de la place de l'Hôtel de Ville, et y mit le feu. Sans tenir compte du danger, les habitants se précipitèrent pour combattre l'incendie. Mais l'ennemi, dont le tir était remarquablement précis, envoya d'autres projectiles sur les gens dévoués qui venaient d'organiser les secours. Peu d'instants après, plusieurs gisaient sur le sol. La maison Delle fut anéantie. Pendant ce temps, le bombardement occasionnait d'autres ravages sur divers points de la ville.

La population s'était hâtée de chercher un refuge dans les caves. Ce bombardement ne dura, toutefois, qu'une partie de la journée. Dans l'après-midi, la voix des batteries ennemies, à laquelle nos canons n'avaient pas tardé à répondre, finit par s'éteindre. Les habitants profitèrent de l'accalmie pour faire leurs préparatifs de départ.

Ils étaient bien inspirés. Le surlendemain, la canonnade allait reprendre avec une intensité plus grande encore, pour ne plus cesser, pendant de longs jours, qu'à de rares intervalles.

Dès le 22 avait d'ailleurs commencé ce qu'on a appelé la bataille de Roye, qui se livra dans toute la région, dont le chef-lieu de canton, seul objectif des combattants, était le centre.

Le général qui commandait les forces chargées de résister aux Allemands avait reçu l'ordre de tenir quatre jours dans Roye. Attaqué par des forces supérieures aux siennes, il les tint pourtant en échec, non pendant quatre, mais pendant neuf jours. Et quand il fut contraint d'abandonner la ville, la bataille ne cessa pas pour cela.

Du 22 septembre au 7 octobre, ce fut une lutte acharnée, qui eut pour théâtre la plupart des villages entourant Roye dans un rayon de sept kilomètres. Chacun d'eux fut pris et repris plusieurs fois. Nos troupes disputèrent pied à pied le terrain à un ennemi qui réparait ses pertes au fur et à mesure qu'elles se produisaient. On se battait dans les rues, dans les ruelles, de maison à maison, de fenêtre à fenêtre. On en cite, comme les villages de Carrépuits, Roiglise, de Parvillers, de Chilly, du Quesnoy et surtout de Champien, où la lutte se poursuivait pendant deux jours. Et quarante-quatre de ces communes, presque toutes évacuées de gré ou de force, sont aujourd'hui entièrement ou

partiellement détruites. C'est que les deux artilleries, la nôtre comme celle des Allemands, tiraient sans hésitation aucune sur les malheureux villages, dès que la partie adverse s'en était emparée.

L'agonie de Roye.

Cependant que pied à pied nos vaillants soldats disputaient le terrain à l'ennemi, qui amenait constamment des troupes fraîches, les batteries allemandes, toujours à Solente, continuaient à lancer une avalanche de projectiles sur la malheureuse ville. Les habitants — ceux qui restaient, car à la plus légère accalmie beaucoup s'enfuyaient, — menaient une existence épouvantable, constamment enfermés dans les caves et manquant de tout.

En vain M. Moullé, préfet de la Somme, et surtout M. André Laurent, sous-préfet de Montdidier, dont tous se plaisent à reconnaître le dévouement et l'imperturbable sang-froid, venaient-ils, bravant la pluie de shrapnells et d'obus, les ravitailler en les réconfortant de leur mieux. Chaque jour, M. Laurent arrivait en auto, apportant des victuailles et venant s'entendre avec MM. Pluchet et Mandron, qui ne partirent qu'au dernier moment, pour faire secourir les blessés et les indigents et assurer les services

indispensables, plus spécialement le service de l'hygiène publique.

C'est qu'il était devenu impossible, sous l'intensité du bombardement, de songer à inhumer les cadavres dans le cimetière, un des principaux objectifs de l'artillerie prussienne. On dut faire creuser des fosses dans les jardins et jusqu'ur les boulevards.

A tout instant, une maison brûlait ou s'écroulait. Dans les premiers jours de ce second bombardement, plusieurs immeubles flambèrent rue Saint-Pierre et rue de Paris. L'église Saint-Pierre remarquable monument historique datant du XIII^e siècle, fut en partie démolie. Des magnifiques vitraux qui la décoraient il ne restait rien au moment où s'éloignèrent les derniers habitants qui ne pouvaient se résoudre à vivre une seconde fois sous le joug allemand.

Parmi les victimes de ce dernier bombardement, on cite l'appariteur de la mairie, M. Nogent. Il était chargé d'établir les laissez-passer. Ne se trouvant plus en sécurité à l'Hôtel de Ville, dont le campanile servait de point de repère aux artilleurs teutons, il s'était installé en face, dans la cave de la charcuterie Narmé. Comme il remontait dans la boutique pour chercher un couteau, un obus y éclata et le tua net.

Au bout de six jours d'un traitement de ce genre, la ville presque entière était en flammes : elle agonisait... Et nos troupes, en dépit de

leur vaillance, étaient, dans la nuit du 29 septembre, obligées de se replier sur la ligne de Laucourt.

Un des derniers qui sortirent de la ville fut le sous-préfet. Il s'occupait de faire inhumer trois soldats tués et de secourir quelques blessés, quand les Allemands entrèrent dans Roye par les routes de Carrépuits et de Chaulnes. M. Laurent se trouvait à ce moment-là place de la Mairie ; il vit encore brûler trois maisons dans la rue de Paris. C'est tout juste s'il eut le temps, pour éviter d'être fait prisonnier, de gagner la seule route restée libre, celle de Dancourt.

Une seconde fois les Allemands reprenaient possession de Roye. Mais la bataille ne s'arrêta pas pour cela. Elle reprit, au contraire, dans toute la région avec plus d'acharnement. La nuit qui suivit, de Dancourt, où ils s'étaient arrêtés, plusieurs habitants de Roye assistèrent, le cœur angoissé, à l'agonie de leur ville, qui brûlait en même temps que bien des villages environnants. C'était un spectacle terrifiant. Sur un front de vingt kilomètres, ce n'était qu'un vaste incendie, sous un perpétuel éclatement de shrapnells et d'obus.

A son tour, maintenant, notre artillerie tonnait sur Roye et les villages que nous avions perdus, s'efforçant d'en chasser les Allemands, dont elle fit de véritables hécatombes. On prétend que dans les marais de Saint-Mard deux

mille Roches furent massacrés. Nos aviateurs, qui, fréquemment, survolèrent la région, affirmèrent que, pendant un mois, Roye fut un véritable charnier, l'ennemi ne pouvant, sous la pluie de nos projectiles, ensevelir les innombrables soldats que notre artillerie lui tuait. Et pendant ce temps, les habitants qui avaient cru devoir rester à Roye continuaient à vivre dans leurs caves se nourrissant de pommes de terre et d'eau.

La bataille, pourtant, se calma vers le 7 octobre. Elle avait duré dix-huit jours sans arrêt.

Il est cependant resté quand même quelques centaines de civils dans Roye. Plusieurs fonctionnaires aussi, bravement, demeurèrent à leur poste. Ils ont été délivrés lors du repli du mois de mars 1917

XXV

CE QUE FUT L'OCCUPATION ALLEMANDE A MONTDIDIER

Le 30 août au soir, les troupes françaises, se repliant sur la Marne, quittaient Montdidier.

Le 31 août, à huit du matin, les Allemands y entraient, musique en tête, et défilaient toute la journée jusqu'à six heures du soir. Il en passa au moins cinquante mille. C'étaient des troupes qui semblaient n'avoir pas encore combattu : chevaux luisants, harnachements, uniformes, voitures, tout avait l'éclat du neuf. Et quelle arrogance dans l'attitude, quelle grossièreté lorsque arriva, fermant la marche, un état-major, et que le général, descendant de cheval devant l'hôtel de ville, où le maire attendait, pâle, sous le porche, entouré de quelques habitants, se mit à l'interpeller, sans le saluer, le menaçant d'abord de le faire pendre s'il ne fournissait sans délai, du pain, de la viande, deux

mille litres d'essence pour les autos, un banquet de cent cinquante couverts pour les officiers, avec cent cinquante bouteilles de Moët et Chandon, et deux mille cigares, ajoutant que, faute de fournir ces réquisitions, la ville serait bombardée.

Il accompagnait ses exigences de rodомontades et d'injures grossières à l'égard de « cette fameuse armée française qui s'enfuyait ».

Il est sans doute moins fier aujourd'hui, et comme on voudrait apprendre qu'il a reçu un châtiment mérité !

Pendant qu'il banquetait à l'hôtel du Cygne, ses soldats pillaient les boutiques qu'ils avaient trouvées fermées, et exigeaient les meilleurs vins des débitants demeurés chez eux. Dans un café où il y avait des orgues mécaniques, l'orgie tudesque se prolongea toute la nuit, les orgues jouaient encore quand les soldats ivres mirent le feu à l'immeuble. Le doyen de Saint-Pierre et son vicaire accoururent, rallièrent quelques voisins qui fuyaient épouvantés, et firent fonctionner la pompe. A un moment, le doyen et le vicaire manœuvraient un bras de la pompe, et deux soldats allemands l'autre bras ; un officier survint, s'excusa vaguement auprès des deux prêtres, et les fit remplacer par deux de ses hommes. Les orgues continuèrent à moudre leur musique jusqu'à ce que le feu eût tout anéanti.

En même temps, ils prirent comme otages le

maire, M. Havart, l'abbé Morenval, curé-doyen de Saint-Pierre, et deux autres notables.

Le maire fut secondé en cette circonstance par un fidèle lieutenant, M. Liénart, ancien notaire, qui, par dévouement, sans aucun mandat, assumant, durant la domination prussienne, la difficile mission des réquisitions et sut, par son tact, épargner à Montdidier des excès qui, un instant, semblaient inévitables.

En présence des exigences du général allemand, M. Liénart ne se découragea pas. Il frappa à toutes les portes et sut, d'autre part, trouver des paroles persuasives. A huit heures du soir, il mettait à la disposition du commandement allemand l'essence exigée, au moment où M. Havart, les bras attachés en croix à la grille de l'hôtel de ville, attendait bravement la mort.



Pendant l'occupation, qui dura treize jours, les Allemands commirent peu de déprédations en ville, se contentant de piller les boutiques d'alimentation, mais ils se rattrapèrent sur les environs de Montdidier.

C'est ainsi qu'à Ferrières, sous le prétexte qu'ils avaient découvert dans une grange trois soldats français blessés, ils incendièrent quatre maisons. Le reste du pays eût subi le même sort

si l'adjoint au maire. M. Amory, ne s'était courageusement interposé.

Les villages de l'arrondissement de Montdidier ont d'ailleurs tous plus ou moins souffert de la barbarie allemande. Les maisons dévastées, pillées, brûlées ne se comptaient plus.

Aussi les Montdidériens se félicitaient-ils d'avoir échappé au sort commun. Ils vécurent cependant des heures bien tristes. Le passage quotidien des troupes ennemies se dirigeant sur Paris, où, disaient les officiers, ils dîneraient le lendemain, les humiliations qu'ils subirent, les privations qu'ils s'imposèrent, tout cela ne prit fin que le 13 septembre. A cinq heures du matin, les Allemands quittèrent précipitamment la ville ; à dix heures, un peloton de cuirassiers français faisait son apparition au milieu de l'allégresse générale.

Le dévouement et l'activité de la municipalité, puissamment secondée par M. Laurent, sous-préfet de Montdidier, vinrent à bout de toutes les difficultés.

XXVI

DOUZE JOURS D'ANGOISSE POUR LA VILLE D'AMIENS

Au cours de cette guerre, Amiens a vécu de bien tristes heures, sinon de cruelles.

Les Amiénois eurent la douleur de subir pendant une semaine et demie l'occupation allemande. Trop heureux encore d'en être quittes à si bon compte.

L'occupation.

Amiens ne s'attendait pas à la venue des Allemands. D'aucuns avaient bien signalé, vers la fin du mois d'août, la présence de uhlans dans un rayon d'une trentaine de kilomètres.

— Allons donc, répondait le général qui commandait alors à Amiens, les Allemands par ici!...

Vous n'y pensez pas ? Des uhlands ! Quelques « vadrrouillards » égarés, que nos gendarmes auront tôt fait de cueillir.

Et les Amiénois s'endormaient tranquilisés.

Mais, dans la nuit du 30 août, le maire de Villers-Bretonneux, localité assez voisine, téléphonait à Amiens. Il semblait affolé. Les Allemands approchaient. La population prise de panique s'enfuyait, bien qu'il s'efforçât de la retenir, refusant les permis que ses administrés lui demandaient. Tous fuyaient vers Amiens : il ne savait que faire.

Villers subit d'ailleurs le sort commun à bien des villages envahis par les Prussiens. Furieux de trouver le bourg aux trois quarts vide, l'ennemi pilla sans vergogne toutes les demeures abandonnées. Pourtant, il ne s'attarda guère.

C'est le lundi 31 août, vers neuf heures du matin, que les Allemands firent leur entrée dans Amiens. Depuis plusieurs jours, les Amiénois avaient vu arriver dans leurs murs de nombreux émigrés de la région du Nord, qui fuyaient devant l'ennemi. D'une façon générale, on ne croyait pas aux récits des émigrés. Confiante dans l'optimisme de la presse et des communiqués officiels, la population n'était pas loin de taxer de folie, de lâcheté, les malheureux qui, pour la plupart, avaient abandonné leur maison sous le canon et au bruit de la fusillade.

Cependant, le jeudi 27, l'état-major anglais

installé dans un grand hôtel, loué pour la durée de la guerre, près de la gare, avait déménagé précipitamment. Le samedi 29, le préfet reçut l'ordre de se retirer à Abbeville; le personnel de la préfecture et des P. T. T. quitta la ville. Le même jour et le lendemain dimanche, on entendit le canon qui grondait aux portes d'Amiens. C'était la bataille qui se livrait dans les plaines, du Santerre et dont le front se déployait de Péronne à Camon, petit village distant de quelques kilomètres seulement de la capitale de la Picardie.

La journée du dimanche 30 août se passa dans l'angoisse et dans l'ignorance. Toutes les communications avec le dehors étaient coupées. La gare était fermée. Les derniers trains avaient emmené dans la direction de Rouen une foule innombrable. Des villages environnants, arrivaient toujours de longues théories de réfugiés qui augmentaient le trouble et l'anxiété. Des taubes survolèrent la ville. Dans les rues principales autour de l'hôtel de ville où M. Fiquet, sénateur-maire, demeura courageusement à son poste, une foule morne et silencieuse défilait lugubrement. Au loin, la canonnade grondait toujours. La nuit se passa, sinistre et mortellement longue.

Le lundi 31, de bonne heure, des escadrons de uhlans traversèrent Amiens sans s'y arrêter. A neuf heures, l'armée allemande fit son entrée solennelle et bruyante au chant du *Deutschland*

iiber alles. Les Allemands, venant d'Albert et d'Arras, rentrèrent par les principales routes de la direction nord et est ; ils opérèrent leur concentration au sud d'Amiens près de Longueau, sur la route de Paris. Mais ne firent que traverser Amiens et ne commirent aucun acte de banditisme ni de pillage. Pas un habitant ne fut inquiété. Pas une maison particulière ne fut saccagée.

Leur défilé se poursuivit durant toute la journée. Leur nombre s'élevait à environ quarante mille. C'étaient des troupes absolument fraîches qui venaient directement de Belgique sans avoir tiré un seul coup de fusil. Leur bon ordre, leur tenue de parade, l'exhibition savante de leur matériel firent une certaine impression sur les curieux qui les regardèrent passer. C'est ainsi que les cuisines roulantes fonctionnaient ou paraissaient fonctionner tout en avançant.

Des Amiénois ne furent pas peu surpris de reconnaître parmi les soldats allemands des individus qui habitaient Amiens avant la guerre. L'un d'eux, ex-marchand de chevaux, en passant dans la rue où il avait son domicile, interpella quelques-uns de ses anciens voisins en patois picard : « Tu ne me reconnais pas, X..., *ch'est mi ch'marchand d'bidets*. »

Trois hommes.

Un détachement d'une cinquantaine d'hommes sous la direction d'un lieutenant, gagna l'hôtel de ville. Le maire, M. Fiquet, sénateur, attendait dans son cabinet.

Il avait appris l'imminente arrivée des Allemands, il savait ce qui l'attendait. A lui seul, il représentait toute l'administration. Le préfet était à Abbeville, et, depuis deux jours, l'autorité militaire s'était repliée avec les troupes.

Resté à son poste, M. Fiquet avait pris les mesures nécessaires pour parer à toutes les éventualités qui pouvaient se produire.

A l'avance, par une affiche très habilement rédigée, sans annoncer la venue de l'ennemi, il avait mis la population en garde contre les emportements d'un patriotisme exagéré, l'exhortant à la sagesse si jamais, comme en 1870, le malheur voulait que l'ennemi vint à Amiens.

Arrivé à la mairie, le lieutenant prussien prit officiellement possession de l'hôtel de ville, sur la grille duquel il fit hisser le drapeau allemand.

En même temps, sur un ton assez courtois, mais sans réplique, il invitait le maire et ses adjoints à se rendre auprès du chef du corps d'occupation, le commandant von Stockhausen.

Les Amiénois connurent alors cette humilia-

tion de voir leur maire, pour lequel ils avaient la plus grande vénération, ce vieillard de 74 ans, à la longue barbe blanche, traverser la ville entre deux soldats allemands, baïonnette au canon. Mais, pour sauver sa chère cité, M. Fiquet s'était fait une âme stoïque et il avait décidé de tout endurer.

Le commandant von Stockhausen le reçut avec une grande courtoisie, qui étonna fort le maire et ses adjoints. Il lui déclara qu'il fixait la rançon de la ville à un million, tant en argent qu'en nature. Il affirmait que nulle représaille ne serait exercée contre Amiens, si la ville se résignait à payer l'indemnité demandée et si sa population ne se livrait à aucun attentat contre les soldats du corps d'occupation.

Dans le cas contraire, elle serait bombardée. Pour bien montrer que cette menace n'était pas chose vaine, il faisait placer des batteries d'artillerie vers les hauteurs environnant Amiens, notamment celle de Saint-Fuscien.

M. Fiquet s'inclina. Il était prêt à souscrire aux exigences de l'état-major allemand. Celui-ci estimait à près de 840.000 francs environ le montant de ses réquisitions diverses. Il demandait donc 160.000 francs en numéraire.

On donnait au maire quelques heures à peine pour fournir cette somme. Bien qu'il lui fût difficile, en un si court laps de temps, de trouver une pareille rançon, M. Fiquet promit de faire

l'impossible. En réalité, il était bien tranquille, car il s'était prémuni à l'avance.

Mais il pâlit quand il vit la liste des réquisitions exigées par le commandant von Stockhausen. Jamais il ne pourrait y satisfaire ! C'est alors qu'intervint un de ses adjoints, M. Francfort, négociant amiénois d'une grande activité.

Il promit de réussir et demanda vingt-quatre heures.

L'état-major allemand les lui accorda, déclarant qu'en tout état de cause il lui fallait douze otages, le maire et onze conseillers municipaux.

L'un des premiers qui répondirent à cet appel fut le procureur général, M. Regnault, dont l'attitude devait soulever l'admiration.

— Puisqu'il s'agit de répondre pour notre chère cité d'Amiens, puisqu'il vous faut des otages, dit-il au commandant allemand, j'estime que ma place est ici. Vous vouliez douze otages ? Prenez-moi, moi treizième.

Le commandant von Stockhausen s'inclina et eut un regard qui en disait long pour cet autre grand vieillard de soixante-treize ans qui, calme, digne et simple, se dirigea vers le groupe des conseillers municipaux. Il prit place au milieu d'eux après que tous, profondément émus, lui eurent serré la main. Cette scène avait été poignante.

Pendant ce temps, M. Fiquet, qu'escortaient toujours deux fantassins armés, regagnait son cabinet à la mairie.

De son côté, avec une ténacité que rien ne devait lasser, M. Francfort s'occupait de satisfaire à toutes les réquisitions.

Dans les annales amiénoises, le nom de ces trois hommes passera à la postérité, car tout Amiens sait ce qu'il doit à leur présence d'esprit, à leur activité, à leur dévouement.

Vingt mille lampes électriques.

Le lendemain, M. Fiquet versait les 160.000 francs en numéraire exigés par l'ennemi. Mais, en dépit de toutes ses démarches, M. Francfort n'était pas prêt. C'est que les exigences des Allemands étaient considérables. On ne réunit pas aisément en quelques heures pour plus de huit cent mille francs de marchandises diverses. Et les Allemands voulaient des cigares, des chevaux, de l'essence, de l'eau-de-vie, du pain, des denrées alimentaires, du vin, que sais-je encore ?

M. Francfort demanda un délai. Le commandant von Stockhausen répondit que, dans ces conditions, il se voyait contraint de s'assurer des otages. Et il leur fit prendre le chemin de Clermont, où se trouvait alors le quartier général allemand.

Au même instant, Amiens vit défiler des forces allemandes considérables : un nouveau

corps d'armée, une quarantaine de mille hommes, à la tenue irréprochable, qui semblaient n'avoir point combattu encore, se hâtant sur Paris, traversèrent la ville en trois endroits différents, psalmodiant des cantiques. Ils passaient au pas de parade, et il semblait bien que ce défilé solennel n'eût d'autre but que d'impressionner la population.

Quand elles eurent quitté la ville, il ne resta que trois mille hommes environ, qu'on logea dans les casernes abandonnées par les troupes françaises. Quelques officiers furent envoyés dans les hôtels où la plupart laissèrent des traces indéniables de leur passage.

Entre temps, M. Francfort avait fini par rassembler les réquisitions exigées. Mais il dut avouer au commandant von Stockhausen que malgré toutes ses recherches il n'avait pu trouver les vingt mille lampes électriques demandées. Le commandant allemand fronça les sourcils : il n'était point satisfait. Néanmoins, il y avait peut-être moyen de s'arranger. Si le maire pouvait verser vingt mille francs de plus, on tâcherait de se procurer ailleurs les lampes introuvables à Amiens.

Une heure plus tard, M. Fiquet versait la somme. La ville d'Amiens était sauvée. Elle avait payé l'indemnité réclamée et sa population ne donnait aucun prétexte aux batteries allemandes, toujours menaçantes, d'entrer en action.

Escorté chez le barbier.

Le mercredi, le commandant des forces allemandes faisait remettre les otages en liberté.

— Vous pouvez être tranquille, avait-il dit au maire, rien ne sera tenté contre la ville que vous continuerez à administrer sous ma direction.

Pourtant, à l'hôtel de ville, deux factionnaires demeurèrent constamment à la porte du cabinet de M. Fiquet.

Il faut le reconnaître, les Allemands, tenant la promesse donnée, ne se livrèrent à aucune exaction. Tous les monuments publics furent respectés. Et la belle cathédrale, qui ne le cède en rien à celle de Reims, ne subit aucune atteinte, aucune profanation.

Seul l'hôtel des postes fut saboté. Systématiquement, les soldats allemands mirent les appareils hors d'usage, coupant les gros câbles téléphoniques, ainsi que ceux des abonnés, sacageant le matériel.

Pendant les douze jours que dura l'occupation, les officiers prussiens se montrèrent, comme de coutume, hautains et pleins de morgue. Mais quelques-uns d'entre eux, dont leur chef, affectèrent d'être très courtois.

Certains prêtaient quelque peu au ridicule. Ils ne circulaient en ville que flanqués de deux

fantassins en armes. Et le commandant Stockhausen, quand il allait se faire raser, poussait la prudence jusqu'à installer dans la boutique du coiffeur ses deux gardes du corps de chaque côté de son fauteuil.

La douleur d'un maire.

Durant l'occupation, ce fut la note plaisante, si l'on peut dire, de la situation.

Malheureusement les Allemands élevèrent de nouvelles exigences, qui, lorsqu'elles furent connues, causèrent la plus pénible impression parmi les habitants.

Un matin, le commandant von Stockhausen enjoignit à M. Fiquet de convoquer à la citadelle tous les hommes de la population amiénoise encore mobilisables.

Le maire s'étonna, s'inquiéta, voulut savoir ce que cachait cette nouvelle prétention. On ne lui répondit pas. Il voulut résister, mais en vain; il lui fallut s'incliner.

La plupart des hommes convoqués — quelques-uns réussirent à se soustraire par la fuite à cette obligation — gagnèrent la citadelle la mort dans l'âme. Ils y trouvèrent tous les officiers du corps d'occupation qui examinèrent attentivement leurs livrets.

Les Prussiens dédaignèrent les réformés, les hommes des services auxiliaires et mirent à

part environ quinze cents mobilisés, pour la plupart employés de chemins de fer, et au mépris de toutes les lois de la guerre, puisque c'étaient des non-combattants, les gardèrent comme prisonniers et, les emmenant immédiatement, les dirigèrent à pied sur Péronne. Ce lamentable cortège fit étape et coucha à la Motte-en-Santerre. En route, un certain nombre, paraît-il, réussirent à s'évader. Mais le gros des hommes ainsi arrêtés demeura aux mains des Allemands. A Péronne, ils furent embarqués par chemin de fer pour l'Allemagne.

La population était indignée.

— Ce sera, disait M. Fiquet, les larmes aux yeux, le malheur de toute ma vie d'avoir été obligé de contresigner une semblable convocation.

« Gross malhour, gross malhour ! »

Le matin du 14 septembre, les trois mille hommes d'occupation quittèrent Amiens sans tambours ni trompettes. Leur départ fut si rapide que le maire ne vit même pas disparaître les factionnaires constamment placés à la porte de son cabinet.

Presque aussitôt d'autres troupes traversèrent Amiens au pas de course. Leur allure ressemblait plutôt à une fuite qu'à une retraite. Il ne s'agissait plus de pas de parade. Quelques

personnes se risquèrent à interroger les soldats :

« Gross malhour! gross malhour! » se contentaient de répondre sans même se retourner, dans leur hâte à fuir, les fantassins du kaiser.

Le « gross malhour » c'était la défaite de la Marne. Les troupes allemandes se repliaient précipitamment.

Le lendemain, les premiers soldats français arrivaient à Amiens. La population les acclama, orna leurs fusils de bouquets. Un militaire escadala la grille de l'hôtel de ville, en arracha le drapeau allemand, et tandis que les assistants criaient : « Vive Fiquet! » le remplaça par le drapeau français.

La foule trépignait de joie, chantait la *Marseillaise*. On respirait enfin...

Tout de suite on organisa la chasse aux traîtres allemands restés dans la région. On en avait signalé à Longueau, mais nos troupes opérèrent en vain des battues, — elles ne trouvèrent rien. Par contre on surprit 180 Prussiens qui dévastaient le château d'Allonville. Cent cinquante furent ramenés à Amiens.

Dans les sacs des prisonniers, on trouva quantité d'objets provenant du pillage du château et de vols nombreux commis dans la région.

Depuis lors, Amiens a repris sa physionomie d'avant l'occupation, mais fréquemment des taubes survolant la ville ont lancé des projec-

tiles qui détruisirent des immeubles et tuèrent des habitants.

Lors de l'offensive du 21 mars 1918, l'armée allemande s'approcha jusqu'à treize kilomètres de la vieille cité picarde, dont elle voulait s'emparer ; elle ne put y parvenir grâce à l'intrépide vaillance de nos soldats et des troupes britanniques. Néanmoins, Amiens fut fortement bombardée et la population dut être évacuée.

XXVII

LES ALLEMANDS DANS L'OISE

A Noyon

En ce qui concerne Noyon, durant l'occupation allemande, un médecin-major français, blessé et fait prisonnier, après avoir été évacué avec toute sa formation sanitaire sur Noyon, a quitté cette ville à la fin de 1914 pour l'Allemagne, d'où il est revenu depuis, par suite d'un échange avec des médecins allemands. Il a pu fournir les renseignements suivants.

Pendant leur séjour à Noyon, a-t-il raconté, les Allemands n'auraient pas molesté la population, mais, selon leurs habitudes, ils auraient pillé un certain nombre de magasins et maisons particulières. On signale l'attitude énergique du sénateur-maire, M. Noël, auprès des officiers allemands et son dévouement envers la population. On dit notamment que ce magistrat mu-

nicipal s'est opposé à l'ouverture, par les Allemands, des coffres-forts des banques.

Tous les villages environnant Noyon ont plus ou moins souffert. Au point de vue matériel, certaines agglomérations ne sont plus que des amas de ruines, d'où la population a été évacuée ; les hommes ont été envoyés comme prisonniers en Allemagne ; quant aux femmes, elles durent servir les soldats ennemis.

On cite de petites communes, comme Thiescourt, où les Allemands n'ont pas emmené moins de cent dix civils prisonniers. Bailly a beaucoup souffert, comme toutes les localités dont les extrémités furent occupées par des troupes ennemies. Lassigny a été transformée en un amas de décombres ; Saint-Léger-aux-Bois et Tracy se sont également ressenties des horreurs de l'invasion, de même que le village de Ribécourt, successivement bombardé par les Français et les ennemis. Le député de la circonscription, M. Butin, circulait sans relâche dans cette malheureuse région pour s'enquérir des besoins de la population civile et distribuer des vêtements chauds à nos vaillants soldats.

En dedans des lignes françaises, même sur la limite de la ligne de feu, la vie avait, au contraire, repris peu à peu, malgré le son du canon et le crépitement des mitrailleuses, musique à laquelle les habitants s'étaient habitués.

A Ribécourt

Un habitant de Ribécourt a fait un intéressant récit du séjour des ennemis dans ce chef-lieu de canton :

« Ce fut le dimanche 30 août 1914, vers quinze heures, que les premiers Allemands firent leur entrée à Ribécourt. Ils étaient au nombre de onze, à cheval, et venaient de Chiry-Ourscamp ; ils longèrent les maisons aux portes closes. Huit autres uhlans, arrivant de Cambronne, croisèrent les premiers et entrèrent dans Ribécourt, du côté de la gendarmerie.

Leurs allées et venues durèrent jusqu'à la tombée de la nuit. Celle-ci arrivée, les Allemands en profitèrent pour se masser et se grouper au centre du pays, sur la place, autour de la mairie, à la poste, à l'église.

La nuit même ils commencèrent leurs déprédations. Ils allèrent à la gare, visitèrent la halle aux marchandises et y blessèrent à coups de fusil tirés à bout portant le garde-barrière Catoire. Ils firent conduire le blessé à l'hospice de Noyon, où il subit l'amputation d'une jambe.

Le lendemain lundi, les Allemands passèrent en nombre et sans interruption, suivant la direction de Paris et se divisant pour prendre le chemin de Bailly. Ils saccagèrent le bureau de

poste, coupèrent les fils téléphoniques et télégraphiques. A la gare, ils s'attaquèrent aux sémaphores, aux aiguillages, jusqu'aux rails qui furent enlevés et jetés pêle-mêle sur les voies.

Durant trois jours ce fut un passage ininterrompu de troupes formant un interminable cortège comprenant voitures de tous genres, autos, camions-autos, wagons-poste sur route, cyclistes, cavalerie, artillerie, voitures de ravitaillement, voitures de livraisons enlevées sur leur route, de munitions, etc.

La journée du lundi fut marquée par l'incendie de la maison Caille, rue de Marly, par le pillage des maisons habitées ou non, notamment les boucheries Demarcy et Boursy, de la charcuterie Cottret, de la pharmacie Petit, des cafés et hôtels-restaurants Poirier, Betoret François et Boufflers, etc. Très peu de maisons furent épargnées ; dans la plupart des habitations, surtout chez les absents, que la peur avait fait fuir, les meubles furent brisés et fouillés, le linge emporté ou jeté pêle-mêle sur le sol.

L'aspect des usines demeurées ouvertes était des plus lamentables à voir. Toutes les maisons, sans exception, tant à l'aller qu'au retour de la vaine tentative allemande sur Paris, reçurent la visite de l'ennemi, qui opéra des perquisitions minutieuses. Tous les Allemands posaient la même question en entrant : tabac, cigarettes ! Beaucoup demandaient du pain ; la faim les irritait et il n'eût pas fait bon de laisser sa miche

cachée. Ce qu'ils ont pris de bouteilles de vin dans les caves est inimaginable. Ils cassaient les goulots pour avaler plus vite et se mettaient aussitôt à courir pour rattraper la colonne, jetant les bouteilles vides et parfois même à moitié pleines, sur les bas-côtés de la route.

Du jeudi 3 septembre au lundi 7, il y eut accalmie. Le passage des troupes se ralentit et même s'arrêta. Mais à leur retraite, on les vit revenir nombreux, s'arrêtant à Ribécourt, retrouvant leurs campements et se montrant de la plus grande exigence.

Le samedi 12 septembre, ils firent appeler le maire et le curé-doyen à la mairie, et leur dirent qu'ils les gardaient prisonniers-otages.

Ils leur firent parcourir les rues de Ribécourt escortés d'une douzaine de soldats, baïonnette au canon précédés d'un chef ventru qui s'exprimait assez correctement en français et qui prononçait tous les dix mètres, distinctement, les phrases suivantes : « M. le maire et le M. le curé sont faits prisonniers-otages. S'il est fait du mal à nos troupes ils seront fusillés et le village incendié. Laissez vos portes ouvertes la nuit. » Il est impossible d'exprimer la frayeur causée par ce spectacle inoubliable. La nuit se passa cependant sans incident et les otages furent relâchés le lendemain. Les Allemands continuèrent leur occupation, logeant chez l'habitant hommes et chevaux, y amenant du paille, ou avoine, ou blé non battus, le

tout volé dans les granges des fermes du pays.

Du 12 au 15, les Allemands campés à Ribécourt y séjournèrent et se préparèrent à la défense. Ce ne fut que le lundi 14, au matin, qu'apparurent les premiers soldats français, des chasseurs à cheval et des cuirassiers, suivis, le mardi 15, des Marocains venus pour chasser l'ennemi.

Le mercredi 16, les armées se sont trouvées en présence, les obus se sont croisés. l'église fut bombardée, la mairie et les archives, l'école des garçons furent incendiées.

Le jeudi 17, les troupes françaises ont dû combattre à cinquante mètres de l'ennemi, retranché au cimetière de Ribécourt. Malgré tous leurs efforts, elles durent battre en retraite.

Les Allemands en profitèrent pour reculer jusqu'à Cambronne et Béthencourt, et s'installer sur la montagne de Ribécourt.

Le vendredi 18 septembre, grand combat à Béthencourt, dans les rues, dans les maisons, dans les greniers : ce fut un véritable carnage, un corps à corps furieux.

Le samedi 19, les habitants de Ribécourt furent réveillés vers cinq heures et demie du matin par des patrouilles qui firent évacuer les maisons et chassèrent les habitants, sans explications.

On les fit entrer dans l'église où ils furent gardés par quelques sentinelles qui s'appro-

chaient d'eux assez souvent pour essayer de surprendre les conversations.

Je fus du nombre, et à deux cents environ, nous connûmes la captivité, privés de nourriture, car bien peu avaient pris quelque réconfortant, vu l'heure matinale.

Le curé, secondé de sa digne mère et de son bon père, s'est dévoué pour ravitailler les prisonniers. Tous trois, sans penser au lendemain, ont épuisé leur réserve de chocolat, œufs, cacao et charbon de bois. Ils ont fait cuire des pommes de terre que l'on se passait de l'un à l'autre et que l'on mangeait sans pain ni sel. Cela s'est répété plusieurs fois dans la journée.

Pendant ce temps le canon grondait et exerçait ses ravages sur nos habitations, les Allemands continuaient leurs pillages. La nuit vint, il fallut songer à sommeiller.

On se groupa sur les marches des autels, on s'adossa les uns près des autres, on ronfla en chœur, on s'éveilla fréquemment, et c'était toujours le même spectacle.

Chacun faisait intérieurement des réflexions, mais s'abstenait de les communiquer pour ne pas susciter de panique ; on était réellement inquiet.

A six heures du matin, le 20 septembre, le jour parut ; on s'interrogea du regard. Qu'allait-on devenir ?

L'un de nous se hasarda à sortir pour aller questionner les sentinelles et leur demander si

l'on pouvait partir. Avec un regard méchant, le soldat répondit : « Encore rester. »

Que dire, que faire ? Il n'y avait qu'à attendre... C'est ce que l'on fit. Vers huit heures, l'un des plus hardis parmi les captifs se risqua au dehors, puis revint en disant qu'il n'y avait aucun mouvement dans la rue. Deux fois il renouvela sa manœuvre et acquit la certitude qu'il n'y avait plus de crainte à avoir. Il fit part de son opinion à ses concitoyens et tous furent d'avis de sortir. Chacun alors prit son paquet et personne ne resta dans l'église.

Nous rentrâmes chez nous et certains allèrent constater que leurs maisons avaient été respectées, tandis que d'autres étaient consciencieusement pillées de fond en comble.

La vie à Ribécourt reprit comme auparavant, la canonnade avait obligé l'ennemi à se retrancher, et ce fut peut-être pour nous empêcher de le voir fuir qu'il nous avait enfermés dans l'église.

Ce qui s'est passé dans la région de Tracy.

M. Butin, député de l'Oise, raconte ce que fut l'occupation allemande dans une partie de l'Oise.

— Que voulez-vous ? dit M. Butin ; on s'habitue à tout, même à l'horreur tragique de ces luttes sans merci. Cette constatation, il faut

la faire, non pas ici où nous n'avons rien à craindre, mais là-bas, sur tout ce front de bataille où il faut voir la sereine tranquillité d'âme de nos héroïques poilus. Si vous saviez les trésors d'ingéniosité qu'ils déploient pour se donner, jusque dans leurs tranchées, un peu de confort ! Car ils ne doivent pas espérer découvrir, dans les villages ou les bourgades qui jalonnent le front, un abri où ils puissent se reposer de leurs fatigues.

Les Allemands n'ont pas laissé pierre sur pierre de ces agglomérations charmantes que l'on aperçoit, sur la carte, entre Roye et Vic-sur-Aisne. Se représente-t-on ce qu'ont dû souffrir ces populations courbées sous le joug ennemi, affamées par un vainqueur qui commence à avoir faim lui-même, décimées par un adversaire soupçonneux auquel tous les moyens sont bons ? Car, il faut bien le dire, toute la population mâle de dix-huit à cinquante ans a pris, depuis longtemps, le chemin des camps de concentration allemande.

Tenez ! je possède là, dans ce registre, l'adresse certaine de quinze cents malheureux qui sont prisonniers civils outre-Rhin. Et je n'ai peut-être pas le quart des noms de ces exilés lamentables qui appartiennent tous aux cantons de Noyon, Guiscard et Lassigny. Si vous voulez vous faire une idée de la saignée pratiquée par les Allemands chez nous, songez que, pour le seul village de Thiescourt, qui comptait avant

la guerre quatre cents habitants, on connaît déjà le nom de cent dix prisonniers, tous parqués au camp de Gustrow, dans le Mecklembourg.

Les Allemands redoutant de voir leur ligne percée, un jour ou l'autre, dans notre région, ont ramené en arrière toute leur artillerie et même, pour tirer de plus loin, ils ont remplacé leurs pièces légères par des 210 à longue portée. Toutefois, nos canons affirmaient leur supériorité sur les leurs.

C'est ainsi que quelques-uns de nos obus détruisirent la fameuse tour de Chiry-Ourscamp, sur laquelle les Allemands avaient placé un observatoire. Cette tour, qui avait coûté plus d'un million à construire, était l'œuvre d'un architecte un peu déséquilibré, qui avait planté là une masse de pierre informe, taillée et découpée du haut en bas comme de la dentelle.

Au château de Berlancourt, un peu plus à l'ouest, les ennemis avaient établi tout un parc d'aérostation, d'où s'élevait chaque matin un ballon captif qui observait les mouvements de nos troupes. Là encore plusieurs obus à mitraille firent merveille et descendirent les officiers observateurs un peu plus vite qu'ils n'étaient montés.

Les Allemands se vengeaient en bombardant un à un, systématiquement et sans aucun motif, les villages proches de la ligne de feu.

Ribécourt n'a pas une maison qui n'ait été touchée. L'église peu à peu s'est effondrée, et il a fallu toute la courageuse constance de M. Pétré, adjoint, pour s'obstiner à rester avec quelques habitants au milieu de ces ruines.

Un peu plus à l'est, entre Carlepont et Tracy, le château de Nervaise, la luxueuse propriété de M. Loonon a vécu. La façade qui regarde Bailly a reçu tant d'obus que des ouvertures immenses se sont creusées, par lesquelles on aperçoit le plus lamentable spectacle qui se puisse imaginer. L'incendie a tout détruit : plafonds, lambris et mobilier. Sur les murs calcinés et qui ne tiennent plus que par un miracle d'équilibre, on distingue encore des cadres qui ont contenu des œuvres d'art d'un prix inestimable ; les tentures, arrachées et brûlées, flottent au gré des vents, cependant que des meubles restent suspendus en l'air dans des positions invraisemblables.

Plus au sud, Attichy a été atteint par quelques obus allemands qui n'ont heureusement fait que peu de dégâts. Cambronne, au contraire, est particulièrement éprouvé, tandis que de l'autre côté de l'Oise, Conchy-les-Pots a beaucoup souffert.

— C'est, dit en terminant M. Butin, un spectacle réellement impressionnant que celui de toute cette région, naguère si riche, si industrielle, aujourd'hui dévastée comme par un cataclysme, et ruinée pour longtemps. Il faut

avoir notre robuste confiance dans l'avenir de notre pays et le juste désir de tirer des brutes allemandes qui causèrent ces désastres la vengeance qu'elles méritent pour ne pas se laisser aller au découragement.

XXVIII

UN VILLAGE SOUS LE JOUG

Le village de Thiescourt, canton de Lassigny, dans l'Oise, mériterait un historique spécial, dont, grâce au curé de la paroisse, nous pouvons donner le sommaire.

Thiescourt fut, comme toute la région, occupé par les armées allemandes en septembre 1914. Dès le premier jour, le maire, M. Dupres-soir, l'abbé Bègue et un ancien instituteur de la commune se virent emprisonnés comme otages. Ils restèrent sous l'épée de Damoclès boche pendant quatre mois.

La ferme qui s'élève au centre de Thiescourt marqua, sitôt après la bataille de la Marne, le point exact où devait s'arrêter dans l'Oise la poursuite française. Coupé en deux par de formidables tranchées, le village, depuis lors, fut moitié boche. Des dix-huit cents âmes qui le peuplaient, trois cent cinquante-deux subirent

le joug de l'envahisseur. Il convient de noter que de nombreux habitants de Thiescourt trouvèrent la mort sous un bombardement incessant. M^{lle} Règue, sœur du curé, et l'une de ses amies, grièvement blessées, n'échappèrent à la mort que par miracle au mois de juillet 1916, lors de la grande offensive. Plus d'un habitant réfugié dans sa cave y périt.

En octobre 1915, « sans l'ombre d'une raison », dit M. Règue, quatre-vingt-douze prisonniers civils, dont six au-dessus de soixante-dix ans, furent transportés en Allemagne. Internés aux camps de Gustrow et de Rastadt, ils y subirent une préparation méthodique à la tuberculose par inanition. Vingt-quatre de ces innocents ont succombé.

— Le plus cruel pour nous, disaient les rapatriés, c'était de vivre à quelques centaines de mètres de nos amis, de nos parents plus éloignés d'eux que s'ils avaient habité l'autre monde. Une fois ou deux, nous eûmes de leurs nouvelles par la Croix-Rouge. On s'écrivait de Thiescourt à Thiescourt via Genève et Berlin !

L'évacuation définitive de la partie allemande du village, du « Deutsch-Thiescourt » dut être résolue vers la fin de septembre 1915. A ce moment, sans qu'il sût pourquoi, le curé fut de nouveau incarcéré dans la maison d'école. On lui permettait seulement d'aller sous escorte prendre chez lui ses repas. Que de fois il sur-

prit chez les soldats de garde des regards de convoitises sur le menu, frugal, certes, mais nourrissant, que lui assurait le comité américain de Bruxelles. Quant au moral des troupes ennemies, l'abbé est très précis :

— Tous ceux qui réfléchissent savent que la partie est perdue !

Le 1^{er} octobre, ce qui restait d'habitants à l'est de la fameuse ferme fut dirigé sur Floyon. Quelques citoyens de Thiescourt y furent internés, entre autres le maire, âgé de près de soixante ans.

Les autres rapatriés sont rentrés en France par le trajet ordinaire : Schaffouse-Zurich-Saint-Gingloph-Evian.

XXIX

DANS LE NORD ENVAHI

Chaque fois qu'une voix s'élevait parmi les rapatriés, on l'écoutait avec une joie reconnaissante, parce qu'elle offrait un double réconfort ; elle nous apportait, en effet, la preuve renouvelée de la détresse allemande et surtout elle affirmait la foi indomptable des pays envahis en la victoire de la France.

Les souffrances de l'isolement et de la faim.

— Presque pas de nouvelles et trop peu à manger, dit un rapatrié à Evian, voilà nos deux souffrances premières. Elles anémient le corps et le cerveau, mais notre courage les défie toutes deux. Ainsi, nous avons connu une grande joie. Ce fut à la mi-septembre 1914 : deux numéros d'un journal parisien annonçant la nouvelle

prestigieuse de la victoire de la Marne circulèrent ! Ils étaient venus nul ne sait comment. Un de ces numéros fut soigneusement caché en un endroit secret. De temps en temps, lorsque la souffrance s'avivait un peu trop, on le déplaçait et on puisait dans sa lecture toute la force nécessaire.

Parfois, quelques rares journaux nous arrivaient suspendus à des ballonnets. Il fallait voir alors, dès qu'un de ces ballonnets était signalé, motocyclistes et cavaliers boches se mettre en campagne ! Fallait-il qu'ils craignent la vérité !

Nos rations alimentaires ? Insuffisantes, nettement, malgré le ravitaillement américain. Tous les dix jours, chaque habitant avait droit à 70 grammes de café, de sucre, de lard, à 300 grammes de riz et à 2 kil. 500 de pain : de quoi manger pendant quarante-huit heures !

Agriculture allemande.

Des cultivateurs du Pas-de-Calais, arrivés avec des convois de rapatriés, ont parlé des méthodes allemandes en matière agricole. C'est encore du caporalisme, car le caporalisme s'applique à tout, et c'est par surcroît le vol organisé.

Dans chaque commune la population était

répartie en équipes dirigées par des moniteurs boches, sous la surveillance d'un « chef de culture » du grade de feldwebel. Seules les mères de famille restaient au logis. Les femmes de quinze à trente ans étaient, comme le sexe fort, embrigadées et contraintes au travail des champs ; quant aux hommes, aucune limite d'âge. Un vieillard de soixante-quatorze ans, plié en deux, a raconté comment, ayant laissé tomber sa bêche, il fut pris à la gorge et roué de coups par un sous-officier. Le travail commençait au lever du jour et ne cessait qu'à la nuit. Il était rétribué à raison de cinq sous par heure payables en « bons d'émission » allemands. Naturellement tout le produit allait droit aux magasins boches.

Ordre de livrer jusqu'au dernier grain de blé. Un habitant de Bucquoy ayant conservé de quoi ensemençer son champ, les épis naissants dénoncèrent ce que les Allemands appelèrent son larcin. Pour ce crime, la commune dut payer trois mille huit cents francs d'amende.

Autre exemple : un paysan requis pour conduire un cheval de la kommandantur s'aperçut que la pauvre bête, sans doute en sa qualité de boche, mourait de faim. Apitoyé, il lui donna sans autorisation une botte de foin. Pris sur le fait, le malheureux fut, à coups de crosse, conduit en cellule où il passa cinq jours.

Quelques prix.

Dans le Nord envahi on trouvait encore à acheter quelquefois certaines denrées. Leur prix en dira long sur leur rareté.

Les bas morceaux de bœuf coûtaient 12 francs le kilo. On payait le beurre, au temps où il y en avait encore, 30 francs le kilo ; les pommes de terre, 130 francs les 100 kilos ; l'huile 15 francs le litre ; un poireau, un franc ; on payait 5 francs une bobine de fil de machine ; le savon, 10 francs le kilo ; une bougie 0 fr. 75 ; le sucre, 5 francs le kilo ; un hareng saur, 1 fr. 50.

On ne trouvait plus nulle part de souliers ; les femmes confectionnaient des chaussons à semelle de ficelle tressée. Il n'y avait presque plus de vêtements. On chercherait vainement un cheval digne de ce nom : il ne restait que quelques vieilles rosses apocalyptiques d'une maigreur lamentable.

Il n'y avait presque plus de lait. Les Allemands, pour empêcher qu'on ne fit du beurre en cachette, avaient confisqué barattes et écrémeuses.

Le soir, pour s'éclairer, on allumait des mèches qui brûlaient dans du saindoux — prélevé sur la ration de bouche. C'est dire qu'on veillait peu.

On sait que nos compatriotes étaient obligés sous peine d'amende de saluer bien bas les officiers allemands.

Autres propos de rapatriés.

Combles, Saily-Saillisel, Curchy, Cléry, Liancourt-Fosse et Maurepas, dans la Somme, le Nouvion-en-Thiérache, dans l'Aisne, sont les communes qui ont fourni le contingent d'un autre convoi de rapatriés.

— A Nouvion, dit un témoin, les Boches ont, sans l'ombre d'un prétexte, incendié deux cent cinquante-six maisons.

— Partout, dit un autre, grâce aux réquisitions qui vident une région de toutes ses substances, les denrées sont hors de prix. A Liancourt, une carotte vaut quinze centimes, un navet dix centimes, le reste à l'avenant. L'expression de « mise en coupe réglée » ne s'est jamais mieux appliquée qu'aux admirables frondaisons qui faisaient l'orgueil de la Thiérache. L'envahisseur a mis au ras du sol les bois du Nouvion, dont le duc d'Aumale avait fait un modèle d'exploitation forestière. Combien d'armées faudra-t-il pour les reconstituer ?

— Mais le grand grief des rapatriés, dit l'un d'eux, M. d'Haudeville, maire de Curchy (Somme), c'est l'impitoyable organisation par les Allemands des travaux forcés auxquels ils

condamnent, sans distinction d'âge ni de sexe, des populations entières.

M. d'Haudeville estime à près de sept cent mille le chiffre des Français contraints à servir l'ennemi de leur patrie.

— Cette évaluation, dit-il, est approximative, mais à coup sûr, voisine de la réalité. J'ai pris pour base de mes calculs des communes que je connais bien, celle d'Esmery-Hallon, près de Ham, par exemple. Ce village comptait avant la guerre neuf cents habitants. Il y a quelques mois il en renfermait encore six cents. Sur ce nombre, trois cents exactement besognaient pour l'Allemagne. Lorsqu'il n'y avait aucun labeur utile à effectuer, il fallait travailler quand même, fût-ce à des tâches absolument vaines. La prison, l'exil en Allemagne frappaient les récalcitrants.

L'homme qui s'exprime ainsi est, à coup sûr, par la droiture de l'esprit et la sûreté du jugement, un de ces témoins que l'on ne saurait récuser. Il parle des Allemands sans déclamer ni exagérer ; il admire même certaines de leurs qualités techniques, mais il revient toujours à sa conclusion :

— Faire travailler des Français contre la France, voilà le crime que nous ne pardonnerons pas !

XXX

APRÈS LA LIBÉRATION

Le compte de ce que les Allemands nous doivent, sera-t-il jamais possible de l'établir ?

Dès que leurs armées se furent éloignées, on constata dans le Nord de la France de nouvelles dévastations d'un genre tout particulier et d'une appréciation difficile. Leur rage destructive ne s'est pas uniquement exercée sur les usines, les immeubles, les monuments, elle a atteint la terre elle-même, la bonne terre de France, et en certains endroits il faudra de longues années pour retrouver les récoltes d'avant la guerre.

Voici sur ce point important l'opinion autorisée d'un maître en cette matière, M. Hélot, de Cambrai, membre distingué de l'Académie d'agriculture.

— Les villages détruits, dit-il, pourront être assez vite réparés ou reconstruits, mais que faire pour remettre en culture les immenses terrains dévastés qui s'étendent de Noyon à Cambrai ? Car ils n'existent pour ainsi dire plus.

D'un village à l'autre ce ne sont que tranchées, chemins de fer, abris souterrains. En remuant les terres on a ramené à la surface toute la craie du sous-sol. Les champs ne sont plus délimités par des bornes : les Allemands les ont bouleversées.

Sur tout le front il y a une profondeur moyenne de soixante kilomètres où pas un espace ne peut être cultivé immédiatement.

Le problème posé est d'une solution difficile. Tous ces champs incultes sont recouverts d'un océan de mauvaises herbes, de chardons ayant un mètre cinquante de hauteur. Il faudra au moins sept ou huit ans avant que les sucreries puissent fonctionner à nouveau. Le désastre est immense.

Cependant la conduite des paysans a été et est encore admirable.

Ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour maintenir leurs terres en état, travaillant avec opiniâtreté dans des conditions déplorables, sans chevaux et sans bétail, se laissant enlever leurs récoltes sur des bons de réquisition dont ils connaissaient bien le peu de valeur.

Par la suite, les Allemands ont voulu cultiver eux-mêmes, sans rien respecter, épuisant la terre.

Nos cultivateurs sont dès à présent prêts malgré les difficultés de la tâche, à reprendre vaillamment leur besogne et à l'accomplir de tout leur cœur. Ils savent que la France leur tiendra compte des sacrifices qu'ils acceptent d'avance...

Aujourd'hui, que la guerre est terminée, que

chacun est redevenu libre de dire ce qu'il a vu, entendu, souffert, le monde entier frémissa au récit des douleurs, des angoisses, des affronts, des tortures, des infamies qu'ont subies les populations des départements du Nord envahis par les Teutons, dignes descendants des Huns.

Et ces guerriers se prétendaient civilisés, quand, pour les motifs les plus futiles, ils pratiquaient la déportation et ne reculaient pas devant la fusillade.

On a vu des citoyens lillois et cambrésiens traînés en cellule pour avoir salué, de leurs chapeaux, des soldats français prisonniers qui passaient par leur ville.

Les reîtres de Guillaume, partis d'Allemagne pour se ruer en trombe sur les inoffensifs habitants de la Belgique et du Nord de la France, n'avaient à la bouche que le mot de « Kultur ».

Sur les populations qu'ils administrèrent plusieurs années en les terrorisant, ils exercèrent le plus odieux esclavage, tel que l'entendaient jadis les négriers de la Louisiane et de la Côte d'Ivoire.

Ce que nous venons de raconter n'est qu'une faible contribution au formidable réquisitoire qui reste à dresser contre les barbares d'outre-Rhin sur leurs procédés au cours de la guerre de 1914-1918.

FIN



TABLE DES MATIERES

L'OCCUPATION ALLEMANDE DANS LE NORD

I. — Quand Lille fut envahie	1
Les barbares à Lille	5
Récit des atrocités allemandes fait au Parlement par deux députés lillois.	11
II. — Ce que fut pour les habitants d'Haubourdin l'occupation ennemie	25
III. — Roubaix et Tourcoing sous la botte allemande.	29
IV. — A Armentières.	40
V. — La vie à Douai pendant la guerre.	43
L'aspect des rues	44
L'industrie chôme.	46
L'espoir quand même	47
L'Allemagne a faim !	48
VI. — Dans la région de Douai.	51
Promesses et menaces	53
Exactions et vexations	54
« On attendra »	57

VII. — Les Allemands à Cambrai	59
VIII. — Les souffrances des jeunes Français incorporés dans les bataillons de « discipline »	67
IX. — Le martyre de Valenciennes.	70
X. — L'anéantissement des forges de Denain . . .	78
XI. — La vie à Maubeuge pendant la guerre . . .	86

LES ALLEMANDS DANS LE PAS-DE-CALAIS

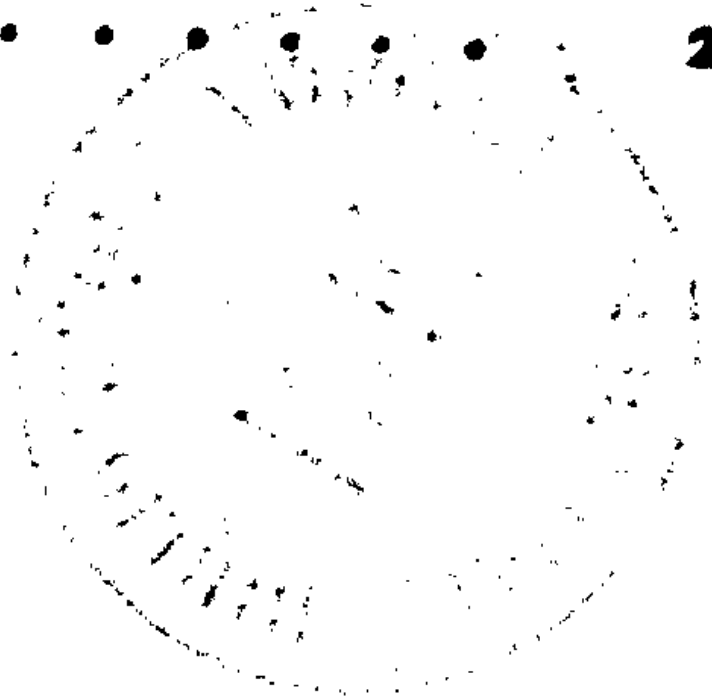
XII. — Bapaume sous la botte allemande	93
XIII. — Souvenir d'un médecin rapatrié de la région de Bapaume.	98
XIV. — Ce qu'ont raconté les habitants d'Ecourt- Saint-Quentin	104
XV. — L'occupation allemande dans les Ardennes . .	109
A Mézières-Charleville	109
A Sedan.	114
A Givet	118
L'empereur s'amuse	120
XVI. — Ce que fut l'occupation allemande dans le dé- partement de l'Aisne	122
Au Nouvion	122
XVII. — Les Allemands en Thiérarche.	126
XVIII. — L'occupation allemande à Saint-Quentin . .	129
Pillage organisé	129
Un moment d'émotion joyeuse	133
L'empereur d'Allemagne à Saint-Quentin . . .	134
XIX. — Guillaume II a vécu trois jours à la Fère . .	140
L'occupation allemande	140
Guillaume II à la Fère	142
La vie chère	143

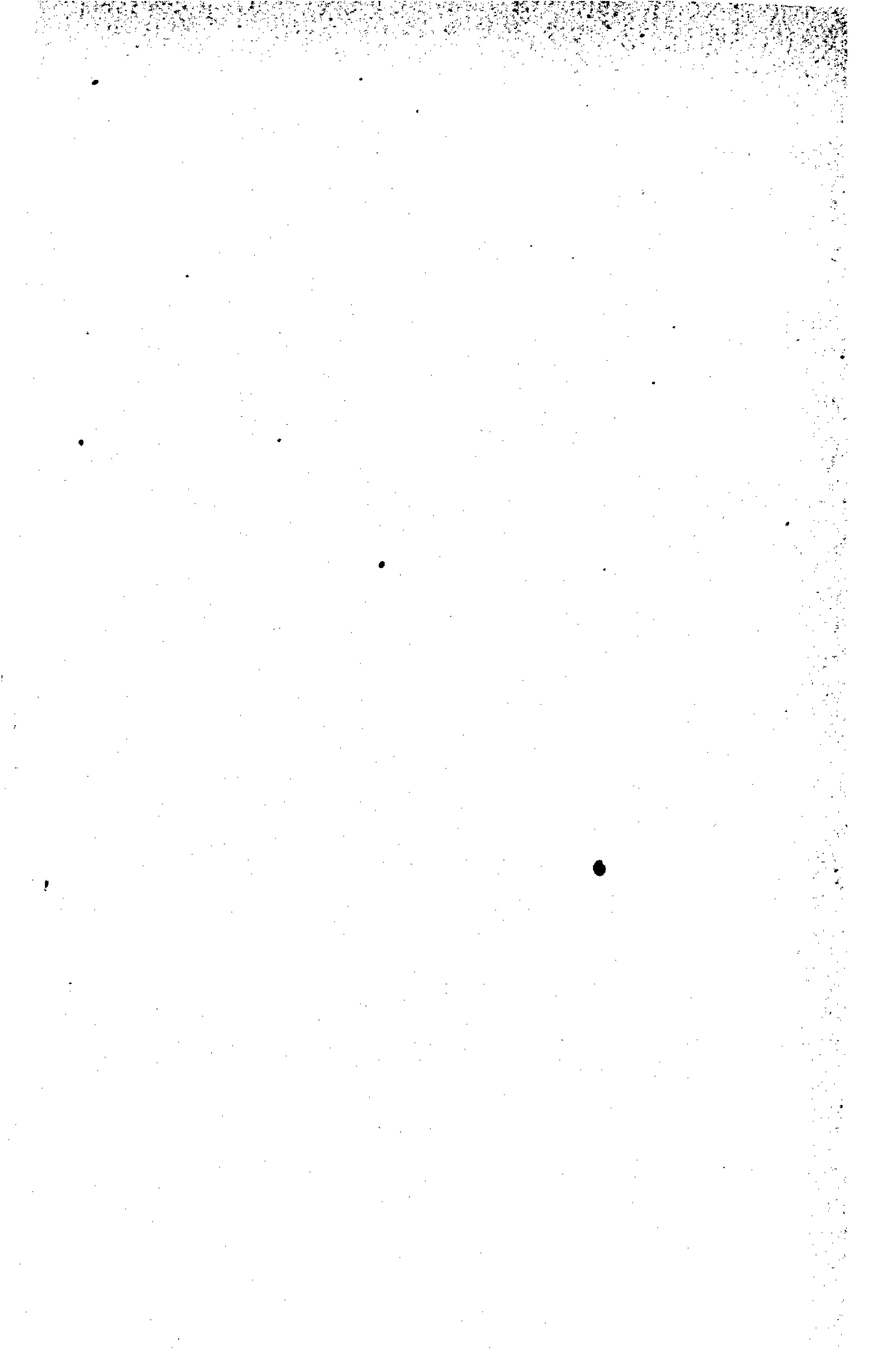
XX. — Transformation de Chauny en un vaste camp retranché.	146
XXI. — Laon pendant l'occupation allemande	150

L'OCCUPATION ALLEMANDE DANS LA SOMME

XXII. — Le récit du juge de paix de Combles. . . .	157
A la recherche du souterrain	160
La visite du kaiser	161
XXIII. — La vie à Péronne et dans l'arrondissement sous la domination allemande	165
XXIV. — Les Allemands à Roye	177
Les dévoués.	178
« Je ne signerai pas ».	179
Période mouvementée	182
Le premier bombardement	185
L'agonie de Roye	187
XXV. — Ce que fut l'occupation allemande à Montdidier.	191
XXVI. — Douze jours d'angoisse pour la ville d'Amiens.	195
L'occupation	195
Trois hommes.	199
Vingt mille lampes électriques.	202
Escorté chez le barbier	204
La douleur d'un maire	205
« Gross malhour, gross malhour ! »	206
XXVII. — Les Allemands dans l'Oise	209
A Noyon	209
A Ribécourt	211
Ce qui s'est passé dans la région de Tracy. . . .	216

XXVIII. — Un village sous le joug	221
XXIX. — Dans le Nord envahi	226
Les souffrances de l'isolement et de la faim .	224
Agriculture allemande	225
Quelques prix	227
Autres propos de rapatriés	228
XXX. — Après la libération	230





E. de BOCCARD, éditeur, 1, rue de Médicis, PARIS

M THIÉRY

LA PICARDIE DEVASTÉE

Un vol. in-16 3 fr. »

A. DAVID

Avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles

La Belgique sous la Griffe allemande

Un vol. in-16 3 fr. 50

Les Prussiens en Belgique

Un vol. in-16 3 fr. 50

J. LEFORT

Ancien avocat à la Cour de Cassation

La Science et les Savants Allemands

Un vol. in-16 3 fr. 50

A. CHUQUET

Membre de l'Institut

Allemands d'Hier et d'Aujourd'hui

Un vol. in-16 3 fr. 50

A. MASSON

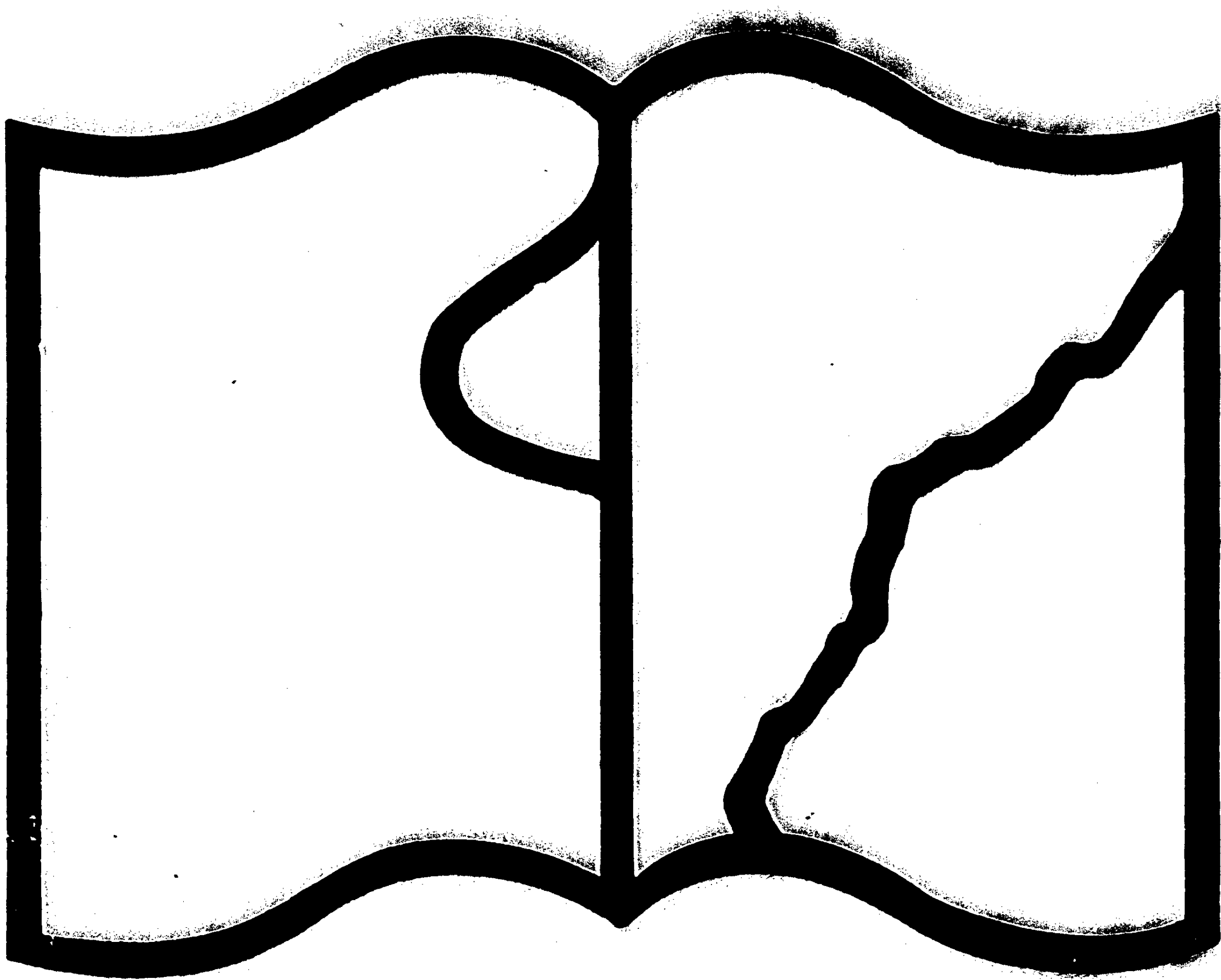
L'Invasion des Barbares

(Etudes chronologiques des faits de la guerre)

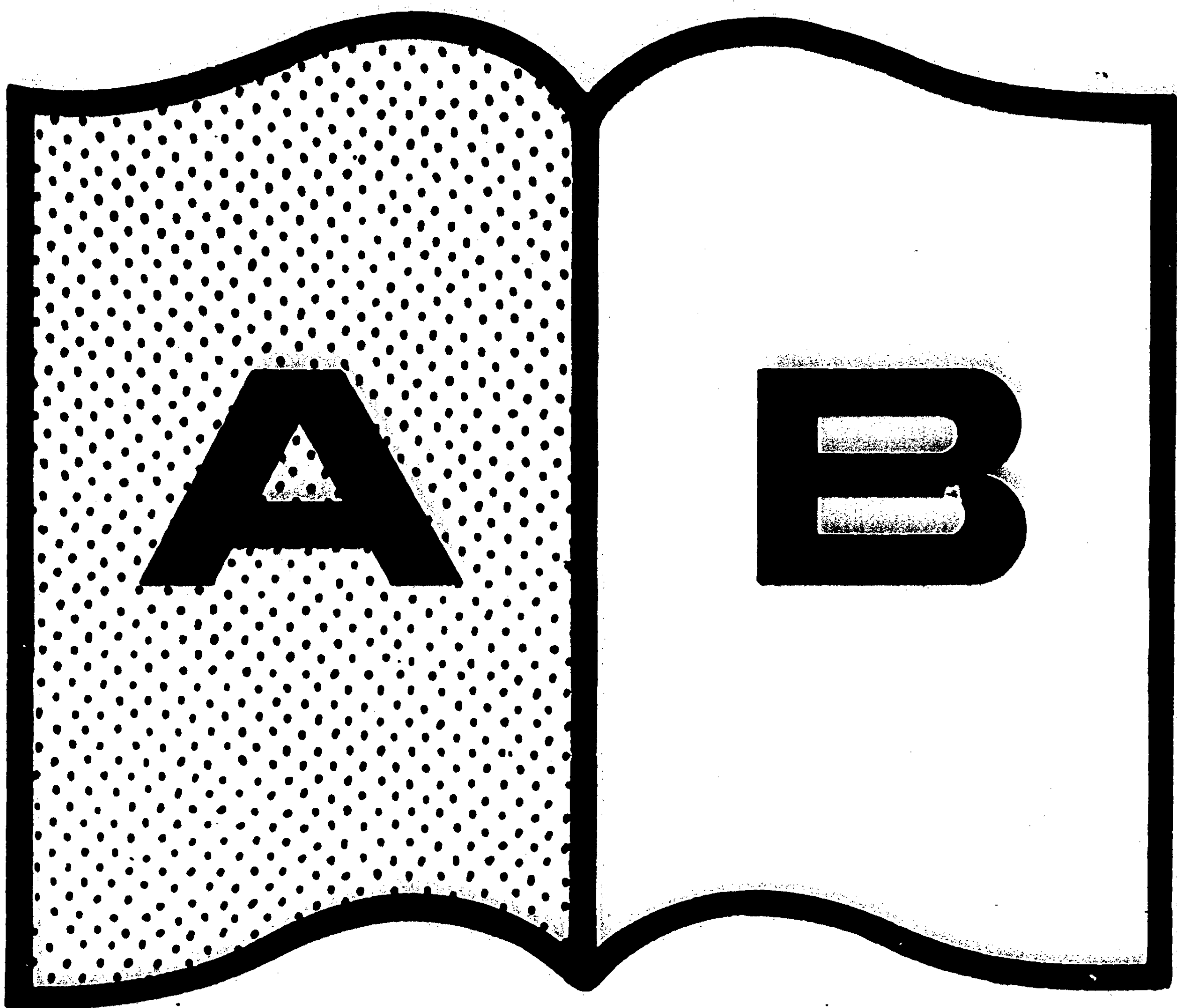
3 volumes : chacun 3 fr. 50

(Tome IV en préparation)

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BESSIÈRE.



Texte détérioré — reliure défectueuse



Contraste insuffisant

L'OCCUPATION ALLEMANDE DANS LE NORD

- I. - Quand Lille fut envahie
Les barbares à Lille
Récit des atrocités allemandes fait au Parlement par deux députés lillois
- II. - Ce que fut pour les habitants d'Haubourdin l'occupation ennemie
- III. - Roubaix et Tourcoing sous la botte allemande.
- IV. - A Armentières
- V. - La vie à Douai pendant la guerre
L'aspect des rues
L'industrie chôme
L'espoir quand même
L'Allemagne a faim!
- VI. - Dans la région de Douai
Promesses et menaces
Exactions et vexations
"On attendra"
- VII. - Les Allemands à Cambrai
- VIII. - Les souffrances des jeunes Français incorporés dans les bataillons de "discipline"
- IX. - Le martyr de Valenciennes
- X. - L'anéantissement des forges de Denain
- XI. - La vie à Maubeuge pendant la guerre

LES ALLEMANDS DANS LE PAS-DE-CALAIS

- XII. - Bapaume sous la botte allemande
- XIII. - Souvenir d'un médecin rapatrié de la région de Bapaume
- XIV. - Ce qu'ont raconté les habitants d'Ecourt-Saint-Quentin
- XV. - L'occupation allemande dans les Ardennes
A Mézières-Charleville
A Sedan
A Givet
L'empereur s'amuse
- XVI. - Ce que fut l'occupation allemande dans le département de l'Aisne
Au Nouvion
- XVII. - Les Allemands en Thiérarche
- XVIII. - L'occupation allemande à Saint-Quentin
Pillage organisé
Un moment d'émotion joyeuse
L'empereur d'Allemagne à Saint-Quentin
- XIX. - Guillaume II a vécu trois jours à la Fère
L'occupation allemande
Guillaume II à la Fère
La vie chère
- XX. - Transformation de Chauny en un vaste camp retranché
- XXI. - Laon pendant l'occupation allemande

L'OCCUPATION ALLEMANDE DANS LA SOMME

- XXII. - Le récit du juge de paix de Combles
A la recherche du souterrain
La visite du kaiser
- XXIII. - La vie à Péronne et dans l'arrondissement sous la domination allemande
- XXIV. - Les Allemands à Roye
Les dévoués
"Je ne signerai pas"
Période mouvementée
Le premier bombardement
L'agonie de Roye
- XXV. - Ce que fut l'occupation allemande à Montdidier
- XXVI. - Douze jours d'angoisse pour la ville d'Amiens
L'occupation
Trois hommes
Vingt mille lampes électriques
Escorté chez le barbier
La douleur d'un maire
"Gross malhour, gross malhour!"
- XXVII. - Les Allemands dans l'Oise
A Noyon
A Ribécourt
Ce qui s'est passé dans la région de Tracy
- XXVIII. - Un village sous le joug
- XXIX. - Dans le Nord envahi
Les souffrances de l'isolement et de la faim
Agriculture allemande
Quelques prix
Autres propos de rapatriés
- XXX. - Après la libération